

سكوا 1000

# Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

QUARANTE-QUATRIÈME ANNÉE - N° 13245 4,50 F Fondateur : Hubert Beuve-Méry Directeur : André Fontaine - SAMEDI 29 AOUT 1987

## Les Japonais et l'espace

Lentement mais sûrement, les Japonais s'acheminent vers une totale indépendance en matière spatiale. Par désir de rivaliser dans ce domaine avec les États-Unis et l'Europe, mais aussi par volonté de s'affranchir de toute tutelle dans le domaine aérospatial, comme ils l'ont fait déjà dans les secteurs stratégiques que sont l'électronique, l'informatique, l'énergie nucléaire ou les biotechnologies.

Avec le tir réussi, le jeudi 27 août - même s'il a eu lieu avec huit jours de retard sur le calendrier prévu, - du nouveau lanceur H-1, l'agence spatiale japonaise, la NASDA, franchit une nouvelle étape dans sa conquête de l'espace. Car si les deux premiers étages de cette fusée avaient été lancés avec succès en août 1986 - ce qui avait permis aux Japonais de prouver leur maîtrise de la délicate technique du moteur à hydrogène et oxygène liquides - jamais encore le H-1 n'avait été testé dans sa configuration définitive à trois étages.

Avec la mise au point de cette fusée, la NASDA et l'industrie spatiale japonaise peuvent se targuer d'avoir franchi un pas fondamental, puisque seul le premier étage du H-1 est de conception américaine, les deux autres, de même que le système de guidage, étant japonais. Il leur faudra cependant attendre 1992 pour mettre en service le premier modèle entièrement « made in Japan », le H-2, qui pourra entrer en compétition avec le lanceur européen Ariane-4 et les fusées classiques américaines. Alors, seulement, Tokyo pourra véritablement prendre sa place sur le marché des tira commerciaux.

Mais, déjà, quel chemin parcouru depuis 1970, date du lancement d'un satellite de 24 kilogrammes entièrement réalisé sous tutelle américaine ! Que de progrès réalisés, aussi, depuis le tir des fusées de la première génération, N1 et N2, copies conformes des lanceurs américains Delta, et qu'en vertu des accords nippo-américains de 1969 les Japonais ne pouvaient utiliser qu'après avoir obtenu l'autorisation des États-Unis ! Un handicap important, d'autant que la Constitution, qui limite la capacité de défense nationale, prive l'industrie spatiale japonaise de la stimulation que constitue la demande de missiles militaires.

Qu'à cela ne tienne ! Même si les Japonais « ont commencé tard et progressent lentement », comme ils le disent eux-mêmes, ils se donnent les moyens de réaliser leurs objectifs : depuis 1981, ils consacrent chaque année 110 milliards de yens au programme spatial, affiché parmi les priorités technologiques nationales. Car leurs ambitions dans l'espace ne se limitent pas aux seuls lanceurs. Les Japonais - qui ont déjà proposé de collaborer à la future station spatiale américaine et ont signé avec eux un accord les associant à l'initiative de défense stratégique (IDS) - envisagent aussi de mettre au point, au début du vingt et unième siècle, leur propre navette spatiale habitée, ainsi qu'une navette-cargo. Et ils ont déjà pris une belle avance pour ce qui est des applications spatiales comme l'établissement d'antennes au sol, et leurs compétences en électronique, optique et télécommunications les destinent à prendre une place importante sur le marché des satellites.

C'est dire que l'industrie aérospatiale japonaise est en passe de faire sentir son poids sur la planète. Pour les dirigeants de Tokyo, ces progrès seront un signe de succès de leur politique d'indépendance nationale. Mais, pour l'heure, leur souci immédiat concerne le secteur aéronautique, et le développement d'un nouveau chasseur qu'ils souhaitent réaliser seuls. Il faudra attendre l'issue des discussions prévues dans les prochaines semaines entre Tokyo et Washington pour savoir s'ils parviennent à leurs fins.

Trente morts, des dizaines de blessés

## Un nouveau putsch contre M<sup>me</sup> Aquino a été maté aux Philippines

Un nouveau putsch, le plus sanglant depuis la chute de Ferdinand Marcos, a été maté aux Philippines dans la journée du vendredi 28 août. Des rebelles, appartenant à la faction militaire la plus dure, ont essayé, sans succès, de s'emparer du palais présidentiel à Manille. Les troupes demeurées fidèles à la présidente Aquino, dont le fils a été blessé, ont pris d'assaut les bâtiments et casernements occupés par les mutins dans la capitale et aux alentours.

Les premiers bilans faisaient état d'une trentaine de morts, pour la plupart des civils, et de dizaines de blessés. M<sup>me</sup> Aquino s'est engagée à « punir les traîtres ». Washington, dès le début, avait condamné la rébellion.

MANILLE correspondance

A 2 heures du matin, le vendredi 28 août, la capitale a été réveillée en sursaut par une série d'explosions et des rafales de tirs d'armes automatiques. Des soldats rebelles étaient en train de prendre d'assaut le palais présidentiel de Malacanang. Une heure plus tard, les mutins, dont on ignorait alors tout, se repliaient à l'est de Manille, sous les murs du camp Aguinaldo, quartier général des forces armées et siège du ministère de la défense. Derrière eux, aux portes de Malacanang, des centaines de douilles



vidés et des grenades qui n'avaient pas explosé jonchaient le sol, couvert de sang. Il y avait des morts, civils et militaires. Des voitures étaient criblées de balles. Selon des témoins, les mutins avaient débouché en trombe, tirant des rafales, d'abord en l'air, puis, pour une raison encore inexpliquée, droit dans la foule des curieux.

KIM GORDON-BATES. (Lire la suite page 3.)

Un succès pour la Cogéma, Framatome et Pechiney

## L'industrie nucléaire française accède au marché américain

La Cogéma, Framatome et Pechiney, les trois sociétés françaises associées dans la fabrication de combustible nucléaire, ont annoncé, le vendredi 28 août, la conclusion d'un accord avec l'américain Babcock and Wilcox, second fournisseur des centrales électriques outre-Atlantique, pour créer une société commune. Cette société franco-américaine, une première dans le secteur nucléaire, vendra des combustibles fabriqués en Virginie et fournira des services aux électriciens américains. Cet accord permettra à l'industrie française de nucléaire d'obtenir un accès privilégié au marché américain des services et de la maintenance des centrales. Il témoigne du vaste mouvement de restructuration engagé dans le secteur nucléaire et du rôle de leader acquis par les sociétés françaises.

(Lire page 23 l'article de VÉRONIQUE MAURUS.)

## La prise d'otages de l'île d'Elbe

Les négociations sont bloquées.

PAGE 26

## La baisse de la TVA sur le disque

Décidée par M. Chirac, elle interviendra le 1<sup>er</sup> janvier prochain.

PAGE 19

## Candidatures socialistes

M. Chevènement s'apprete à se mettre sur les rangs.

PAGE 6

## Nouvelle-Calédonie

Quatre indépendantistes condamnés avec sursis.

PAGE 6

## Regards sur l'étranger

Etats-Unis : des lendemains qui ne chantent pas pour tout le monde.

PAGE 24

## Concordances des temps

La guerre des manuels scolaires.

PAGE 2

## Le sommaire complet se trouve page 26

Soixante-dix missionnaires assassinés en cinq ans

## Martyrs pour le temps présent

Mgr Oscar Romero, assassiné à San-Salvador en 1983 devant l'autel où il célébrait la messe; André Jarlan, prêtre français tué en 1984 par la police chilienne quadrillant, un soir de proteste à Santiago, le faubourg miséreux de La Victoria; Jerzy Popieluszko, jeune prêtre polonais retrouvé mort dans la Vistule, en 1984 aussi, le corps affreusement mutilé; le martyrologe moderne de l'Eglise catholique est loin d'être épuisé par ces noms connus.

L'exemple du Père Aristide, prêtre salésien d'Haiti, récemment visé, avec quatre spiritains étrangers, par une tentative

d'attentat, prouve à son tour qu'à un engagement social et politique plus marqué correspond une violence plus grande faite à des prêtres, à des missionnaires, à des religieux. Leur habit et leur croix ne les protègent pas. Au contraire, ils passent de plus en plus, dans certains pays pour des signes de provocation.

L'évangélisation n'a jamais été une tâche de tout repos, et chez tout missionnaire, dit-on, il y a une vocation de martyr qui sommeille... Un cardinal de la Curie romaine, Mgr Josef Tomko, préfet de la congrégation pour l'évan-

gélisation des peuples, vient de révéler que soixante-dix missionnaires avaient été assassinés de 1980 à 1985 - soit un par mois - dans l'exercice de leur apostolat (Le Monde du 27 août).

Faut-il parler de nouvelle vague de persécution religieuse ? La situation actuelle est sérieuse, mais évidemment moins tragique qu'à d'autres époques de l'histoire de l'Eglise. Les manuels d'histoire de France, pour ne prendre que cet exemple, sont remplis de noms de religieux et de prêtres victimes des convulsions politiques de leur temps. Il faut se souvenir que des quatre prélats qui ont occupé le

siège archi-épiscopal de Paris, de 1840 à 1871, trois ont connu une mort violente (1).

L'évangélisation de l'Afrique et de l'Asie, au dix-neuvième siècle, s'est également faite dans le sang. Le 17 juin 1888, aura lieu à Rome l'une des canonisations collectives les plus massives de l'Eglise catholique.

HENRI TINCO.

(Lire la suite page 12.)

(1) Il s'agit de Mgr Affre (1848), Mgr Sibour (1857) et Mgr Darboy (1871). On lira en particulier: *Monseigneur Sibour, archevêque de Paris: 1848-1857*, de Jean Mancieu, Editions Beauchesne, 1987.

Les championnats du monde s'ouvrent à Rome

## Le sommet des athlètes

Les deuxièmes championnats du monde d'athlétisme débutent le samedi 29 août, à Rome.

Un héros est dans Rome. Il s'est adressé à la presse, le jeudi 27 août. Triomphant avec superbe au milieu des lauriers roses de la villa Miani sur les hauteurs de la ville éternelle, le coureur Carl Lewis a fait savoir que son règne allait continuer. Quadruple médaillé d'or aux Jeux olympiques de Los Angeles en 1984, l'athlète américain avait pourtant délaissé la piste ces dernières années pour la scène et les studios d'enregistrement. Devenu crooner, il cotait moins vite, mais il ne s'en formalisait pas. Y a-t-il une gloire supérieure à la gloire olympique ? Même en perte de vitesse, Lewis, pensait-il, ne pouvait pas être dépassé.

Illusoire certitude. L'athlétisme avance toujours. Cette école du sport où l'homme cultive trois activités physiques fondamentales - courir, sauter, lancer - joue admirablement son rôle. Jesse Owens a été dépassé, Carl Lewis le sera bien un jour. L'idée du déclin est insupportable à vingt-six ans pour ce dieu du stade. Lewis a rehaussé les pointes.

Mais son retour arrogant au moment du championnat du monde n'est pas le fruit du

hasard. Cette compétition est pour la plupart des athlètes un rendez-vous au sommet. Plus significatif même que les Jeux olympiques, dévalorisés depuis trois olympiades par des boycottages à répétition. Le Mondial de Rome n'est pas une simple répétition générale avant Séoul, c'est une fin en soi. Cent soixante-cinq nations seront représentées au stade olympique de Rome. Plus qu'aucune confrontation sportive n'en a jamais réuni.

La première édition des championnats du monde, en 1883, à Helsinki, avait été la première rencontre internationale sans exclusive depuis les JO de Munich en 1972. Rome sera la seconde. Lewis, dont la légende est née sous la pluie d'Helsinki avec trois médailles d'or, ne pouvait donc faire l'impasse romaine. Il y défendra son titre de champion du monde du 100 mètres face au nouveau roi du sprint, le Canadien Ben Johnson, qui n'avait été qu'un figurant anonyme il y a quatre ans. Dès dimanche, le record du monde de la distance (9'93) établi en altitude sera en danger.

Le rendez-vous de Rome promet en effet d'être d'un très haut niveau. Deux records datant de

Mexico pourraient même y être effacés : celui de Lee Evans sur 400 mètres, menacé par la concurrence de l'Américain Reynolds et du Nigérian Egbunike, et surtout celui, mythique, de Bob Beamon en longueur, que Carl Lewis pourchasse depuis des années.

Surdoué de la mise en scène médiatique, Lewis est donc descendu dans l'arène le premier, habillé de pied en cap par une firme japonaise pour 2 500 000 dollars. Il y sera rejoint, dès samedi, par d'autres divinités, moins cousues d'or, mais dont la seule présence situe l'importance de l'événement : Aouita, Moses, Bubka, Drechsler et 1 700 autres.

JEAN-JACQUES BOZONNET.

(Lire page 17.)

EN LIBRAIRIE LE 10 SEPTEMBRE

# Gilles BARBEDETTE

## Les volumes éphémères

roman

GALLIMARD *nrf*

PRX DE VENTE A L'ÉTRANGER: Algérie, 3 DA; Maroc, 4,20 dir.; Tunisie, 828 m.; Allemagne, 1,80 DM; Autriche, 17 sch.; Belgique, 30 fr.; Canada, 1,78 \$; Côte-d'Ivoire, 315 F CFA; Danemark, 9 kr.; Espagne, 145 pes.; G.-B., 55 p.; Grèce, 140 dr.; Italie, 85 p.; Israël, 1 700 L.; Libye, 0,400 DL; Luxembourg, 30 F.; Norvège, 10,50 kr.; Pays-Bas, 2 fl.; Portugal, 110 esc.; République, 325 F CFA; Suède, 11,50 sc.; Suisse, 1,60 fr.; USA, 1,50 \$; USA (West Coast), 1,75 \$.



# Concordances des temps

Chroniques sur l'actualité du passé

## La guerre des manuels scolaires

La guerre des manuels scolaires qui reflérait sous les gouvernements socialistes avait animé toute la III<sup>e</sup> République. L'école enseignerait-elle la subversion à nos chérubins ?

par Jean-Noël Jeanneney

LES manuels scolaires sont venus souvent à l'ordre du jour ces derniers temps dans le débat politique. Ainsi, à propos du procès Barbie, quand un recensement attentif a permis de faire le point sur ce qui était enseigné des lois antiques de Vichy (1). On l'a vu aussi à l'occasion de la dernière rencontre des historiens franco-allemands qui ont réfléchi ensemble, en 1987, sur les stéréotypes que charrie des deux côtés du Rhin l'enseignement donné aux enfants sur le passé du voisin, et sur les moyens de favoriser chez chacun une meilleure connaissance de l'autre (2) — entreprise jamais achevée et qui renvoie aux courageuses initiatives de l'entre-deux-guerres : à cette époque déjà (le mérite, dans le climat du temps, était plus grand) des savants des deux pays avec, d'un côté français, au premier rang, Jules Isaac et Pierre Renouvin, tous deux anciens combattants, avaient travaillé ensemble à rapprocher les vérités subjectives.

En politique intérieure aussi, la question resurgit souvent : ainsi, en septembre 1982, lorsque le Figaro et le Figaro-Magazine lancèrent une offensive contre une série d'ouvrages destinés à l'enseignement de l'histoire et à l'instruction civique dans les écoles (3), auxquels on faisait grief d'être porteurs non point de vérité consensuelle, mais de propagande partisane et, pour tout dire, horresco referens, de « marxisme ». Avec cette conclusion due à Alain Grialet : « Je me souviens de la remarque d'un haut responsable de l'éducation nationale, dans les années 70, à qui l'on reprochait d'avoir sacrifié l'enseignement de l'histoire, et qui répondait, navré : « Que voulez-vous ? Si vous saviez ce qu'on leur enseigne, vous préféreriez qu'il y ait encore moins (4) ».

A vrai dire, l'examen attentif des passages incriminés montre que, dans la polémique, la presse d'opposition, au-delà de quelques reproches pertinents sur des analyses trop elliptiques, élargissait ses philippiques jusqu'à des généralisations aventurées. Mais la force des passions agitées n'étonne pas. De tout temps, les manuels scolaires apparaissent à la fois comme reflet d'une époque et comme enjeu pour la suite, parce que voués à modeler en profondeur les mentalités des générations futures. On le vit bien lors des débats de la III<sup>e</sup> République, au temps des Pères fondateurs et des premières batailles sur l'école : dans plusieurs régions de France, la droite catholique et monarchiste en fit, comme le Figaro-Magazine de 1982, une arme de guerre ; il se proposa un zoom avant sur le Tarn, où culminait en 1883-1885 une féroce « guerre des manuels ». Le récit s'en restitue sans peine grâce au livre consacré par Jean Faury aux batailles que se livrèrent le cléricisme et l'anticléricalisme dans ce département (5).

Il était une fois un professeur à la faculté des lettres de Toulouse, nommé Gabriel Compayré, normalien de la rue d'Ulm (promotion de 1862), agrégé de philosophie et docteur en lettres (avec une thèse consacrée à Raymond de Sebonde et David Hume), professeur de l'Université, à Toulouse. Il s'était spécialisé dans le domaine de la psychologie de l'enfant et dans l'histoire de l'éducation. Après qu'eurent été votées, à l'initiative de Jules Ferry, les lois laïques de juin 1881 et mars 1882 qui décidèrent la gratuité, puis la laïcité et l'obligation de l'enseignement primaire, il fallut promptement établir des manuels d'instruction civique, conçus selon une morale laïque.

C'est le temps où s'élargit à plusieurs millions la diffusion du livre fameux de M<sup>me</sup> Fougère, publié en 1877 sous le pseudonyme de G. Bruno, le Tour de la France par deux enfants (6) ; le temps où Paul Bert rédigea l'Instruction civique à l'école. Gabriel Compayré, tel que je viens de le situer, était destiné à jouer sa partie dans le concert : le manuel qu'il publia en 1881 est intitulé *Éléments d'instruction morale et civique*. Non sans un grand succès : il eut treize-cinq éditions dès la première année, sous deux versions, l'une destinée aux élèves de cours élémentaire, l'autre à ceux des cours moyen et supérieur.

Il n'y aurait peut-être jamais eu d'affaire Compayré si son auteur ne s'était, d'autre part, fait élire cette même année

1881 député de l'arrondissement de Lavaur, dans le Tarn, comme républicain gambettiste contre un candidat bonapartiste. Car, du même coup, dans le département, son manuel s'installait au centre des préoccupations partisanes des deux bords.

Aux yeux d'un lecteur d'aujourd'hui, son contenu n'a rien de bien provocant. Jean Faury le relève : le manuel concurrent de Paul Foucher, significativement intitulé *Catéchisme républicain et libre penseur*, était fait pour heurter davantage des parents catholiques, comme aussi celui de Jules Steeg, *l'Instruction morale et civique*, dont l'auteur affirmait en bon protestant que « la manière d'honorer Dieu n'est qu'une affaire entre Dieu et l'individu », et qu'« on doit écarter toute autorité religieuse ». Compayré, pour sa part, est beaucoup plus prudent. Certes, en bon laïcien, il expose que la morale découle de la nature humaine, éclairée par la raison (« Vous devez rechercher vous-même dans votre propre conscience la distinction du bien et du mal ») ; mais il exalte la tolérance religieuse, s'affirme déiste et évoque comme probable l'immortalité de l'âme.

### Conflit au village

En termes plus politiques, Compayré découvre, républicain de son temps, l'histoire de France en deux volets. 1789 à nos jours, les droits de l'homme et du citoyen, et du fanatisme, et à l'ouverture de la liberté et de la loi civile moderne, qui fonde la tolérance et la liberté de conscience, elles-mêmes permises par le droit de propriété, qui est sacré. Ce qui heurta le plus le clergé du Tarn, ce furent les passages où l'auteur rappelait que le mariage civil se suffisait à lui-même — sans pourtant critiquer le mariage religieux. Son jeune héros, Georges, le découvre à l'occasion des noces de sa sœur. « Georges, en sortant de la mairie, embrassa bien fort sa sœur et lui dit à mi-voix : « Est-ce que nous n'allons pas aussi à l'église ? » « Mon petit beau-frère, répartit le mari, qui avait entendu « la question de Georges, nous irons à l'église pour demander à Dieu de bénir notre union. Mais, dès à présent, nous sommes bel et bien mariés. M. le curé ne voudrait pas nous recevoir à l'église, que cela ne nous empêcherait pas d'être unis pour la vie. N'est-ce pas, madame ? » « dit-il en appuyant sur le mot. » Et la jeune femme, en souriant, fit signe qu'elle n'avait aucune envie de se séduire (7).

Hic jacet lepus. En avril 1882, le curé de Lacabarède, dans le sud du département, un nommé Ferré, connu dans le pays pour sa combativité contre la République et contre la laïcité, exigea de l'instituteur du village qu'il cessât d'utiliser le « manuel Compayré ». Sur le refus de l'auteur, le prêtre menaça bruyamment les parents de refuser l'accès à la première communion aux enfants qui continueraient d'étudier dans le livre détesté. Pis il se mit à poursuivre lui-même les enfants rebelles à la sortie de l'école, leur arrachant l'ouvrage maudit pour le jeter au feu... Et voici la guerre au village !

L'instituteur riposta aussitôt en décidant d'exclure six élèves à qui leur famille avait enlevé le manuel. L'inspecteur d'académie, informé, réclama le déplacement du curé au gouvernement (rappelons qu'on était encore sous le régime du concordat napoléonien), appuyé par Compayré lui-même, « comme député, non comme auteur », et soutenu par Jules Ferry, ministre de l'Instruction publique. Le département tout entier s'enflamma. L'affaire devint nationale.

À la rentrée scolaire de 1882, les incidents se multiplièrent par contagion, la circonscription de Compayré étant spécialement touchée. Un charpentier nommé Bernard Deymes ayant retiré son fils d'une école au motif que le manuel incriminé était utilisé fut traduit devant la commission scolaire pour violation de la loi sur la scolarité obligatoire — et triomphalement acquitté par cette instance où les « cléricaux » se trouvaient alors en position de domination.

Le 15 décembre 1882, Rome mit à l'index le manuel Compayré si, en même temps que ceux de Steeg, de Paul Bert, et



celui de M<sup>me</sup> Gréville, destiné aux jeunes filles. Pierre Chevallier a publié voici quelques années, après l'ouverture récente des archives vaticanes pour cette époque, le rapport du Père Saccheri, secrétaire de la Congrégation de l'Index. Celui-ci écrivait s'être très vite convaincu qu'il y avait dans ces ouvrages « des corps, non pas seulement infectés et à de quelques places, mais totalement corrompus par la gangrène » (« del corpi non soltanto què, e là infetti di qualche piaga ma totalmente corrotti della gangrena ») ; il dénonçait notamment le livre « pervers » de Compayré comme tout imprégné « de naturalisme et d'athéisme », en particulier pour ses attaques contre l'Ancien Régime et contre le mariage religieux, et jugeait impossible qu'il fût suffisamment corrigé pour devenir tolérable (8).

Sur place, l'archevêque d'Albi, Mgr Ramadit, longtemps réputé libéral, put se résoudre, étant leur chef, à se mettre à la tête de ses prêtres les plus combatives. Tandis qu'en face les esprits s'échauffaient syndicalement (9). Un autre député républicain du département, Bernard Lavergne, un protestant très lié à Ferry, se mit en filèche contre l'archevêché, comme son Journal en témoigne (10).

À la fin de 1882, en novembre, fut nommé prêtre un jeune homme brillant de trente et un ans, promis à un bel avenir : Léon Bourgeois, futur président du conseil et ministre des affaires étrangères, qui se trouva ainsi chargé dès son arrivée de traiter l'affaire des manuels (11). Il mit beaucoup d'énergie à réprimer l'agitation cléricale en privant cinq prêtres de leur traitement. C'est alors que Mgr Ramadit, dans une lettre pastorale datée du 22 février 1883, cautionna l'action des prêtres qui refusaient la première communion aux enfants (et même l'extrême-onction à leurs parents) dans le cas d'utilisation du manuel diabolique. Léon Bourgeois répliqua en suspendant le traitement d'une cinquantaine de curés de paroisse et révoqua des maires cléricaux qui s'étaient montrés spécialement belliqueux dans l'affaire.

### La sagesse de Jules Ferry et du pape Léon XIII

Dans de nombreux villages du Tarn, la tension monta encore. A Saint-Jean-de-Marcel, une dame Rigal déclarait à qui voulait bien l'entendre : « Le Compayré apprend de vilaines choses aux enfants et, entre autres, ce que font les mariés... A Cahuzac-sur-Vère, le curé et le vicaire, un témoignage des enfants « républicains », leur auraient répété qu'il fallait brûler le livre pour ne pas devenir « des voleurs et des assassins qui n'entreraient comme des chiens pouris ». Les premiers communistes de Belcastel, en juin 1883, furent contraints de dire en public, après les renoncements habituels : « Je renonce aussi aux livres condamnés par l'Église ». A Mazamet, un jeune homme de dix-sept ans tira les oreilles d'un enfant dans la rue, en lui promettant de lui en faire autant tous les matins « s'il continuait à fréquenter ces écoles où les enfants étaient damnés par avance et rétroactivement, un jour, sur les charbons ardents de l'Enfer... »

Le plus grave, c'est que la première

communion est un acte social, un rite de passage autant qu'un sacrement privé. Comme le dit très bien le maire républicain de Peyrolle au prêtre : « Que le curé refuse les sacrements aux adultes, peu nous chaut. Mais que l'on refuse nos fils à la première communion, c'est autre chose, attendu que cet acte religieux contribue toujours un peu à en faire des honnêtes gens (12) ».

Les passions étant à leur comble, toute issue pacifique parut un moment fermée. D'autant plus que d'autres départements virent à être touchés, à l'instar du Tarn, notamment ceux des diocèses de Valence ou de Tulle, où des évêques intransigeants ont jeté de l'huile sur le feu.

Il fallut donc toute la pondération de deux hommes sages, le président du conseil Jules Ferry et le pape Léon XIII, pour que la fièvre retombrât lentement. Il semble que le souverain pontife ait été débordé par les ardeurs de la Congrégation de l'Index. Jules Ferry, revenu au pouvoir à la tête du gouvernement après la mort de Gambetta en février 1882, et qui s'était réservé le portefeuille de l'Instruction publique, souhaite l'apaisement. Sans consentir à interdire les livres critiqués (il défend le manuel Compayré au Sénat le 31 mai 1883 à l'occasion d'une interpellation indignée du duc de Broglie), il multiplie les contacts diplomatiques officiels et officieux pour faire savoir à Léon XIII qu'il prêchera plus que jamais pour le respect des opinions religieuses dans l'école publique, et en retour le pape accepte de donner des conseils de modération à l'Église de France (13). Et peu à peu s'apaise l'émotion dans le Tarn et dans la France entière. Quand Jules Ferry quitta le pouvoir en mars 1885, il adresse aux instituteurs la lettre fameuse où il leur recommande la plus grande réserve chaque fois qu'ils seront sur le point d'« effleurer un sentiment religieux ». « Demandez-vous si un père de famille, le dit un seul, prétend à votre classe et vous écoutez pourvu de bonne foi refuser son assentiment à ce que vous allez dire. Si oui, abstenez-vous de le dire. Si non, parlez hardiment !... Vous ne toucherez jamais avec trop de scrupules à cette chose délicate et sacrée qu'est la conscience d'un enfant. » C'était replacer le débat à la hauteur la plus noble, celle qui lui convenait, celle de la tolérance. Mais ce n'était, assurément pas, le clerc pour toujours.

Car ce qui se joue ici, à n'importe quel moment de l'histoire d'une communauté nationale, est grave : ce n'est rien de moins qu'un concentré de l'idée qu'une société se fait d'elle-même, de ses valeurs, de son avenir. Dans ce miroir, se reflète l'image qu'elle souhaite donner d'elle-même aux enfants qui, demain, la perpétueront. Les manuels scolaires d'Ernest Lavisse, tels que Pierre Nora les a étudiés de façon pionnière (14), et dont le succès a dominé, majestueusement, ses rivaux « de droite » et « de gauche », expriment les bonnes

### Prochain article : Amnisties

(numéro du 31 août, daté 1<sup>er</sup> septembre)

consciences paisibles d'un régime républicain qui se considère lui-même comme l'aboutissement définitif d'une évolution faussement chaotique. Ernest Lavisse raconte celle-ci comme entièrement destinée à déboucher sur la France harmonieuse et équilibrée des années 1900. Ces certitudes-là, telles qu'exprimées par le « petit Lavisse » dans la tête et le cœur de ceux qui seront les combattants de 1914-1918 (la correspondance reflète par les archives des commissions de contrôle postal la preuve de manière éclatante), expliquent pour une part importante l'énergie qu'ils ont eue de tenir bon dans leur enfer.

On sait quelles inquiétudes se sont manifestées dans les années 1880 à l'occasion de l'enseignement de l'histoire aux enfants. Comment n'avez que les incertitudes de nos manuels d'aujourd'hui renvoient par-delà les querelles partisanes à des données profondes nées de notre siècle, quant aux progrès illimités des Lumières ?

- (1) Jean-Pierre Rioux, « Les lois antiques dans les manuels scolaires », in *Revue de la République*, 7 mai 1987.
- (2) Cf. le dernier numéro (314, mai-juin 1987) d'*Historiens et géographes* revue de l'Association des professeurs d'histoire et de géographie, rapport de Jean-Claude Allain et Hubert Tissot, pp. 123-161.
- (3) Cf. spécialement le Figaro du 9 septembre 1982 et du 13 septembre 1985 et le Figaro-Magazine des 9 octobre 1982 et 21 septembre 1985.
- (4) Le Figaro-Magazine, 14 septembre 1985.
- (5) Jean Faury, *Cléricisme et anticléricalisme dans le Tarn (1848-1900)*, université de Toulouse-Le Mirail, Toulouse, 1980 (cf. le chapitre VII, pp. 123-161).
- (6) Cf. l'excellente postface de Jean-Pierre Barrios dans la réédition du livre lors de son centenaire, Jacques et Monique Ozouf, *Le Tour de la France par deux enfants*, le petit Livre rouge de la République, in Pierre Nora, *Les Lieux de mémoire*, t. I, la République, Paris, Gallimard, 1984, pp. 291 à 321.
- (7) Cité par Jean Faury, p. 132.
- (8) Pierre Chevallier, *La Séparation de l'Église et de l'État, Jules Ferry et Léon XIII*, Paris, Fayard, 1981, pp. 455-461.
- (9) On trouve de précieux témoignages provenant d'instituteurs de divers départements dans le livre de Jacques Ozouf, *Nous, les maîtres d'école, autobiographies d'instituteurs de la Belle Époque*, Paris, collection « Archives », Julliard, 1967, 272 p. (Cf. aussi Monique Ozouf, *L'École, l'Église et la République, 1871-1914*, Paris, A. Colin, 1963, coll. « Kiosque »).
- (10) Bernard Lavergne, *Les Deux Présidences de Jules Grévy (1879-1889)*, mémoire publié par son petit-fils et présenté par Jean Elieinstein, Paris, Fischbacher, 1966, 531 p.
- (11) Cf. Paul Marsh Pittman III, *Léon Bourgeois et les origines du socialisme*, mémoire de DEA, cycle supérieur d'histoire du vingtième siècle, Institut d'études politiques, Paris, 1987, 146 p. dactyl. (cf. p. 38-52).
- (12) Jean Faury, op. cit., pp. 146-148.
- (13) Cf. le récit neuf et riche de Pierre Chevallier, op. cit., pp. 404-420 (et les nombreux documents, en annexe, à l'appui).
- (14) Pierre Nora, « Ernest Lavisse, son rôle dans la formation du sentiment national », *Revue historique*, juillet-septembre 1962, pp. 73-106, repris dans *Les Lieux de mémoire*, t. I, la République, op. cit., pp. 247-289. Voir aussi Annalvi, « La guerre des manuels autour de l'école primaire en France (1879-1914) », *Revue historique*, n° 532, oct.-déc. 1979, pp. 339-398.

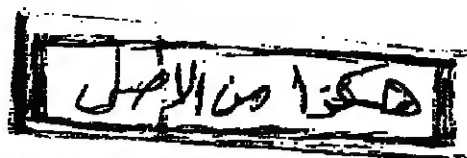
M<sup>me</sup> Agnès...  
L'histoire de la République...  
Le rôle de la République...  
L'enseignement de l'histoire...  
L'impact des manuels scolaires...  
L'évolution de la France...  
L'impact des manuels scolaires...  
L'évolution de la France...  
L'impact des manuels scolaires...  
L'évolution de la France...

Les relations d'incertitude...  
L'impact des manuels scolaires...  
L'évolution de la France...  
L'impact des manuels scolaires...  
L'évolution de la France...  
L'impact des manuels scolaires...  
L'évolution de la France...  
L'impact des manuels scolaires...  
L'évolution de la France...

ANNE WALTER  
LES RELATIONS D'INCERTITUDE  
UN ROMAN  
PAR LA RUMEUR

سكينة العبد





# Etranger

## L'échec de la tentative de putsch aux Philippines

### M<sup>me</sup> Aquino s'engage à « punir les traîtres »

Le gouvernement de M<sup>me</sup> Aquino semblait, vendredi 28 août en fin d'après-midi, avoir surmonté la tentative de putsch la plus sérieuse depuis son accession au pouvoir, en février 1986. Un peu plus tôt, à Manille, l'armée avait repris le contrôle de son quartier général, occupé par quelque cinq cents rebelles, ainsi que d'un complexe abritant des chaînes de télévision, également tenu par des militaires d'extrême droite. Les premiers bilans font état d'une trentaine de morts et de plusieurs dizaines de blessés, parmi lesquels figure le fils unique de M<sup>me</sup> Aquino, blessé par balles la nuit précédente lorsque les rebelles ont attaqué, sans succès, le palais présidentiel de Malacañang.

Vendredi en milieu d'après-midi, la présidente est apparue, pour la deuxième fois, à la télévision pour déclarer, d'une voix grave et tendue : « Le gouvernement contrôle pleinement la situation. Nous vaincrons et punirons ces traîtres ». La reprise du QG de l'armée dans la capitale, semble signifier l'échec d'une rébellion dirigée par le colonel Gregorio Honasan, ancien collaborateur de M. Enrile, chef de l'opposition de droite.

Il semble que les rebelles — on parle de 1 500 hommes en tout — aient bénéficié d'appuis en dehors de la capitale. Des combats ont eu

lieu non seulement aux abords du palais de Malacañang, première cible des putschistes et où plusieurs civils, des passants, ont été tués, mais également au camp militaire de Villamor, qui jouxte l'aéroport international de Manille, dont la fermeture temporaire a été décidée. Le camp de Villamor, encore occupé en partie en fin d'après-midi par les rebelles, est le quartier général de l'armée de l'air.

La reprise du QG de l'armée, le camp Aguilado, n'est faite à partir d'un camp voisin, celui de Crame, quartier général de la police militaire. Le général Fidel Ramos, chef d'état-major général, qui a dirigé l'assaut, a déclaré que des marins avaient participé à l'opération et que quatre de ses soldats avaient été tués. Au même moment, vendredi en début d'après-midi, la police a donné l'assaut à un hôtel proche d'un bâtiment abritant la télévision d'Etat et où des mutins s'étaient retranchés.

Dans sa brève intervention télévisée, peu après, M<sup>me</sup> Aquino a également déclaré : « Je ne permettrai pas que ces gens qui nous menent restaurer le régime de répression de l'ancien dictateur. Je sais que mon pouvoir vient de vous, mon peuple ».

Cette tentative de putsch, que rien ne laissait prévoir alors que la

rumeur avait souvent annoncé les précédents, semble indiquer que la censure est définitive entre la minorité dure des forces armées et l'état-major. Sans hésiter, le général Ramos a, en effet, réagi fermement, se rangeant aux côtés du pouvoir civil. D'autre part, M<sup>me</sup> Aquino — dont le fils semble hors de danger — a adopté un ton très dur à l'égard des mutins. Il n'a jamais été question de parlementer avec les rebelles.

#### L'appui des Etats-Unis

C'est la première fois, en outre, que le palais présidentiel est attaqué par des soldats qui, fait nouveau également, n'ont pas hésité à tirer sur des civils. Enfin, des rebelles se sont emparés du commandement régional de l'île de Luzon, à 50 kilomètres au nord de la capitale. Ils ont affirmé s'être rendus maîtres, au moins temporairement, de trois autres Q.G. de province, mais cela a été, dès le matin, démenti par les autorités.

Le fait que la rébellion soit dirigée par le colonel Honasan, ancien bras droit de M. Enrile lorsque ce dernier était ministre de la défense, signifie clairement que les putschistes représentent la faction la

plus dure de l'armée à l'égard de l'insurrection communiste. Après avoir été limogé en novembre 1986, M. Enrile, élu sénateur, est devenu le principal adversaire de droite de M<sup>me</sup> Aquino.

Sans attendre l'issue des combats, un porte-parole du président Reagan avait réitéré l'appui résolu (des Etats-Unis) à la présidente Aquino et à son gouvernement. L'ambassade américaine à Manille dénonçait simultanément « les actions criminelles commises pendant la nuit et destinées à déstabiliser le gouvernement de M<sup>me</sup> Aquino ».

De son côté, l'ancien président Marcos, exilé à Hawaii, a démenti toute implication dans la tentative de putsch, tout en se déclarant prêt, le cas échéant, à reprendre la présidence. Il a affirmé qu'il avait l'intention de « tenir la promesse » faite au gouvernement américain de s'interdire toute tentative de « déstabilisation » du gouvernement philippin. « Cette tentative de coup d'Etat prouve une indignation générale », a-t-il commenté au cours d'un entretien diffusé, en direct, par une chaîne de télévision américaine.

J.-C. P.

### INDE : le versement de commissions à des personnalités politiques

#### L'affaire Bofors porte sérieusement atteinte à la crédibilité de M. Gandhi

NEW-DELHI de notre correspondant

Depuis quatre mois et demi que l'affaire Bofors domine la vie politique indienne, ébranlant chaque jour un peu plus la crédibilité du premier ministre, celui-ci n'a toujours pas repris l'avantage. Le 16 août, le radio suédois révélait que la société Bofors aurait versé 16 millions de dollars de commissions à des personnalités politiques pour obtenir un contrat d'armements portant sur la livraison de quatre cents canons autotractés. On apprendait par la suite que ces pots-de-vin ont bénéficié de l'anonymat de comptes bancaires suisses.

Cette affaire a pris une dimension politique majeure, les proches du premier ministre étant soupçonnés, voire M. Rajiv Gandhi lui-même. L'affaire Bofors continue de faire les gros titres de la presse indienne et sert un quelque sorte de faire-valoir à une bataille autrement plus importante : la lutte pour le pouvoir.

M. Vishwanath Pratap Singh, ancien ministre des finances, puis de la défense, a pris la tête d'une croisade anticorruption, dont le but ultime n'est autre que de faire tomber le gouvernement pour succéder un jour au premier ministre. M. V. P. Singh a su profiter de sa réputation de probité, acquise lorsque, ministre des finances, il faisait la chasse à la corruption et à la fraude fiscale.

M. Rajiv Gandhi, de son côté, a multiplié les faux pas. Il a commis un grave faux pas en acceptant de servir d'intermédiaire entre les forces réactionnaires de droite, voire la CIA, de vouloir déstabiliser le pays, était insuffisante face à la puissance des faits : des commissions, aujourd'hui évaluées à un mon-

tant compris entre 175 millions et 250 millions de francs (1), ont bien été versées à des personnalités politiques indiennes, probablement grâce aux bons offices de l'agent indien de la société Bofors, M. Wm Chadah, actuellement réfugié aux Etats-Unis.

Le Parti du Congrès-I, dont M. Gandhi est le président, a tenté de faire bloc, dénonçant « une vicieuse campagne de mensonges et de calomnies montées de toutes pièces pour ternir l'image du parti et de son leadership ». Mais il s'est fait, pour qu'une telle parade réussisse, une cohésion interne qui n'exista plus depuis longtemps. M. V. P. Singh, rejoint par un nombre croissant d'anciens ministres et de parlementaires exclus du parti ou en voie de l'être, appelle ouvertement les membres du Congrès à la révolte contre un gouvernement dirigé par un homme « irresponsable » et « protecteur des valeurs ».

Dès l'ouverture de la session parlementaire, fin juillet, l'opposition a réclamé la constitution d'une commission d'enquête parlementaire. Longtemps hostile à cette demande, M. Gandhi a dû s'incliner, allant même jusqu'à affirmer : « Ni moi, ni aucun membre de ma famille n'a reçu aucune rémunération dans cette transaction ».

Le rapport de la Cour de comptes suédoise (Swedish National Audit Bureau), confirmant le versement de commissions, a été transmis au gouvernement indien, amputé d'une partie essentielle où figuraient les noms des personnalités indiennes ayant touché les pots-de-vin. Les demandes répétées de New-Delhi, tant auprès de la direction de Bofors que du gouvernement de Stockholm, pour obtenir ces mystérieux noms, n'ont pas abouti.

#### Un général sans troupes

Le ministre suédois des affaires étrangères, M. Stan Andersson, a affirmé, mardi 25 août, que le gouvernement souhaitait « un lavage public et en profondeur de tout le linge sale ».

La semaine dernière, Stockholm a annoncé l'ouverture d'une enquête. A New-Delhi, la commission d'enquête parlementaire a été créée mais l'opposition a refusé d'y siéger. M. Shankaranand, ministre des ressources, a été prié de renoncer à ses fonctions pour prendre la direction de cette commission, devenant ainsi le septième ministre du cabinet à quitter le gouvernement depuis un an et demi. Pour l'opposition, ce choix signifie clairement que M. Shankaranand, qui a la confiance du premier ministre, a été nommé pour verrouiller ladite commission.

L'opposition a donc choisi une autre tactique, consistant à envoyer un délégué en Suède, afin de réagir là où le gouvernement de M. Gandhi a échoué : obtenir les noms de ces fameuses personnalités indiennes. Mais le 24 août, les deux partis communistes — le CPI et le CPM — ont annoncé qu'ils ne se rendraient pas en Suède, estimant « honteux » de répondre aux questions émanant des autorités suédoises sur la situation intérieure indienne.

Devenu le porte-drapeau de la contestation, M. V. P. Singh est un général sans troupes. Ayant réussi à ravir la réputation de « Monsieur Propre » au premier ministre, il a bénéficié, au départ, d'une dynamique qui peut s'essouffier. Se refusant à créer un nouveau parti politique, se considérant comme toujours membre du Congrès-I, il appelle ses pairs à la révolte. Ses tournées dans plusieurs Etats ont montré que sa popularité était grandissante, mais aussi qu'il lui faut maintenant opérer des choix parmi ses alliés. Les commu-

nistes jugent « positive » sa croisade anti-Rajiv et sont prêts à faire un bout de chemin avec lui, à condition qu'il prenne ses distances à l'égard des partis hindouistes de droite, le BJP et le RSS, ses alliés presque naturels, notamment en Uttar-Pradesh, qui est autant son fief que celui de M. Gandhi.

Ce dernier contrôle la puissante machine électorale du Congrès-I. Si certains « barons » du parti font mouvement vers M. Singh et sont en rupture de ban avec le Congrès-I, parfois pour des raisons purement personnelles, la plupart hésitent à entrer en rébellion ouverte contre le Congrès-I revient à se priver d'une logistique politique et financière indispensables lors des prochaines élections.

Mais M. V. P. Singh n'apparaît pas encore comme une alternative crédible. India Today, hebdomadaire réputé pour son sérieux, vient de publier un sondage : si des élections législatives avaient lieu actuellement, le Parti du Congrès-I conserverait une nette majorité de 323 sièges sur un total de 542, contre 415 lors du dernier scrutin, en 1984. Certes, 72 % des personnes interrogées tenaient pour un « urban » et urbain) estimant que l'entourage du premier ministre est directement impliqué dans le scandale Bofors. En outre, M. V. P. Singh bénéficie d'une opinion largement favorable, y compris parmi les militants du Parti du Congrès-I. Mais, premier ministre jusqu'en 1989, M. Rajiv Gandhi a encore du temps devant lui.

LAURENT ZECCHINI.

(1) M. Lars-Erik Thunholm, président du conseil d'administration de Nobel-Industries, la société mère de Bofors, a déclaré, mercredi 26 août, que Bofors avait payé 250 millions de couronnes suédoises (41 millions de dollars) à des intermédiaires, pour obtenir le contrat d'armement. (Le Monde du 28 août).

● PAKISTAN : 28 morts dans des affrontements ethniques. — L'armée pakistanaise patrouillait jeudi 27 août dans les rues de Karachi et d'Hyderabad, où deux jours d'affrontements entre Pathans et Muhajirs ont fait au moins vingt-huit morts. Un couvre-feu a été imposé jeudi dans les deux villes. La police a fait savoir qu'elle avait arrêté une

soixantaine de personnes à Karachi, où cent vingt-cinq magasins et maisons ont été incendiés. Environ trois cents personnes ont été tuées ces dix derniers mois sur cours de heurts entre Pathans du nord-ouest du pays et d'Afghanistan et Muhajirs venus d'Inde lors de la partition du sous-continent, en 1947. — (Reuters).

# scolaires



### Le colonel Honasan chef de la rébellion

#### Une figure connue de l'extrême droite

Le colonel Gregorio « Gringo » Honasan, qui, selon les autorités, était le chef de la rébellion, est une figure connue de l'extrême droite philippine. Son nom a été mêlé à la plupart des tentatives de déstabilisation du gouvernement de la présidente Aquino.

Le colonel Honasan a notamment joué un rôle-clé dans la tentative de putsch qui avait entraîné le limogement de M. Juan Ponce Enrile du ministère de la défense en novembre 1986. Le colonel était le principal collaborateur de M. Enrile au ministère.

Il a été également à l'origine de la création, en 1985, d'une association de jeunes officiers, subalternes et supérieurs, le Mouvement de réforme des forces armées (RAM), constamment hostile à M<sup>me</sup> Aquino jusqu'à la dissolution du mouvement il y a quelques mois.

Lors de la dernière bataille de janvier dernier, animée par des officiers de l'armée de l'air, le colonel Honasan avait conduit une députation auprès du chef d'état-major des armées, le général Fidel Ramos, pour le dissuader de donner l'assaut à l'immeuble où les rebelles s'étaient retranchés. A l'issue d'une entrevue orageuse, le général Ramos avait annulé l'ordre d'attaque.

### Les affrontements ont fait trente morts et plusieurs dizaines de blessés

(Suite de la première page.)

Dans les heures qui ont suivi, la confusion a été totale. A la grille du camp d'Aguinaldo, on comptait trois camions militaires, deux autobus, des jeeps et au moins deux blindés légers. Près de mille cinq cents mutins, revêtus de casse-croûtes noirs, avec parfois le visage grimaqué et maquillé, s'agitaient. Contrairement aux précédents putschs avortés intervenus sous la présidence de M<sup>me</sup> Aquino, le côté folklorique était absent. Nervoux, épuisés, le doigt sur la détente, les mutins menaçaient d'abattre toute personne s'approchant d'eux. Au même moment, des fusillades parfois sporadiques, parfois nourries, éclataient près de la station de télévision d'Etat PTV-IV. Tous ceux qui tentaient d'en approcher étaient accueillis par les balles meurtrières de soldats tapis dans l'ombre et tirant sans sommation. Sur les ondes, un journaliste commentait « en direct » la mort d'un photographe néo-zélandais, Robert McDonald, pris entre deux feux.

Une heure après le début de cette tentative de coup d'Etat, la plus sérieuse menée contre M<sup>me</sup> Aquino, des escadrons de fusiliers-marins équipés de chars lourds prenaient la relève des gardes présidentielles qui, à elles seules, seraient restés à repousser les assaillants des abords de la

demeure de M<sup>me</sup> Aquino. Le radio annonçait peu après que « la présidence était saine et sauve ». Alors que le jour pointait sur une ville frappée de stupeur, le chef de l'Etat appelait les citoyens au calme et assurait que la situation était sous contrôle. Le gouvernement affirmait que l'armée était restée dans l'ensemble loyale à la présidente et demeurait sous l'autorité du chef d'état-major général, le général Fidel Ramos.

#### Tirs d'artillerie

En début de matinée, pourtant, la plupart des rebelles s'étaient repliés avec l'accord des autorités militaires, soucieuses d'épargner les civils, à l'intérieur du camp d'Aguinaldo, et se préparaient au combat. Les échanges de coups de feu, y compris de tirs d'artillerie, ne tardaient pas à reprendre.

A l'antenne d'une chaîne de télévision, un porte-parole rebelle déclarait, en milieu de matinée, que le soulèvement se répéterait en province et assurait aux Philippines que les forces anti-Aquino seraient maîtresses du pays « avant la fin de la journée ». D'une voix posée, le porte-parole anonyme dénonça « la politique insurrectionnelle du présent gouvernement, qui manque à son

devoir ». Les mutins ont déclaré agir « au nom du peuple ». « Nous ne craignons pas de mourir pour le pays, Dieu et vous ». Le chef des rebelles, le colonel Gregorio « Gringo » Honasan avait été le « héros de la révolution de février 1986 » et, à ce titre, invité plusieurs fois à la tribune de la présidence lors de cérémonies saluant le « retour à la démocratie ».

Manille, vendredi, en fin de matinée, ignorait encore ce qui se passait dans le reste du pays. Si les rebelles ont déclaré avoir l'appui de la majorité des garnisons de province, les informations de sources diverses, et parfois contradictoires, ont fait état de mouvements de troupes rebelles dans plusieurs villes de l'archipel, notamment au « Campo Olivas », dans la province de Pampangas, que la présidente devait visiter vendredi matin.

Pour sa part, le général Ramos a réitéré son soutien au gouvernement et assuré avoir celui de l'ensemble de l'armée « à l'exception de quelques éléments séditionnels ». De même, le nouveau représentant des Etats-Unis à Manille, l'ambassadeur Nicolas Platt, arrivé le 23 août, a fait savoir, par un communiqué de presse, que Washington appuyait M<sup>me</sup> Aquino.

KIM GORDON-BATES.

### Plusieurs précédents

Depuis le départ de l'ancien président Ferdinand Marcos en février 1986, au moins trois tentatives de putsch ont eu lieu :

● 8 JUILLET 1986 : des partisans de Ferdinand Marcos tentent de prendre le pouvoir. Les mutins, parmi lesquels des militaires, répondent à l'appel de M. Arturo Tolentino, collègue de l'ancien dictateur lors des élections de janvier, et se retranchent dans un hôtel de Manille. Au bout de vingt-quatre heures, la plupart des insurgés ont fait défection, discréditant une opération qualifiée alors par M<sup>me</sup> Cory Aquino de « lamentable aventure ».

● 23 NOVEMBRE 1986 : le général Ramos, chef d'état-major général, annonce qu'un complot militaire a été déjoué. Aucun détail n'est donné sur le déroulement des événements. La présidente demande la démission de son cabinet et forme un nouveau gouvernement.

● 27 JANVIER 1987 : des troupes appartenant à diverses unités de l'armée, des forces paramilitaires et de la police, attaquent le quartier général de l'armée de l'air, à proximité de

l'aéroport de Manille, et les locaux d'un chaîne de télévision. Contrairement aux coups de force précédents, cette rébellion provoque la mort d'un mutin et plusieurs autres sont blessés. Les insurgés négocient peu après leur reddition et évacue leur base trois jours plus tard.

A ces complots connus s'ajoutent des rumeurs de putsch. Le 11 juin 1986, l'armée philippine est ainsi placée en état d'alerte générale après l'annonce par les autorités d'un complot de partisans de l'ancien président Marcos. Ces rumeurs précèdent généralement les déplacements à l'étranger de la présidente. Au début du mois d'août 1986, M. Enrile, alors ministre de la défense, révélait que selon une lettre interceptée par ses services, des commandos « loyales », dévoués à l'ancien président, auraient eu l'intention d'enlever une quarantaine de dignitaires civils et de les retenir en otages jusqu'au retour de M. Marcos. Chaque fois, les forces de l'ordre prennent ces informations très au sérieux et multiplient les mesures de sécurité.

ME 33

Nous n'en reparlerons plus. Je me laisse aller, goûte l'alternance des après-midi de clarté, des soirs d'humiliation. Reste Volodia, son charme cruel et doux. La promiscuité silencieuse du travail.

**ANNE WALTER**

LES RELATIONS D'INCERTITUDE

UN ROMAN PORTÉ PAR LA RUMEUR

ACTES SUD

DIFFUSION PUF



# Diplomatie

La visite du premier ministre au Canada

## M. Jacques Chirac est « le meilleur ami du Québec » estime le chef du gouvernement de la province

M. Jacques Chirac quitte Paris, le vendredi 28 août, en fin de soirée, pour un voyage de cinq jours au Canada, après une escale à Saint-Pierre-et-Miquelon. Après des entretiens à Ottawa avec le premier ministre canadien et une visite au Québec, M. Chirac achèvera son voyage en participant, le 2 septembre, à la première journée du sommet de la francophonie, où la délégation française sera conduite par M. François Mitterrand (le Monde du 25 août).

Le premier ministre a annoncé à ce sujet, jeudi, que le financement de la France

en faveur des projets associant la quarantaine de pays francophones sera doublé en 1988 pour atteindre 176 millions de francs (au lieu de 160 millions de francs au total, pour les années 1986 et 1987). Ces fonds seront consacrés, pour plus de la moitié, à la communication, 35 millions de francs allant, en outre, aux programmes concernant les sciences et les techniques. Plus de 100 millions de francs, au total, iront à des actions multilatérales, la France souhaitant que ces actions soient développées par le

moyen de fonds spéciaux, créés auprès de l'Agence de coopération culturelle et technique.

Dans le domaine de l'aérospatial, Paris propose la création d'un centre d'échange d'images d'actualité francophones, préfiguration de l'agence internationale francophone d'images, dont la mise sur pied avait été décidée au sommet de Paris, début 1986, et qui serait organisée par RFO. La France soutient aussi le projet d'université francophone, qui se situerait à Montréal.

La France, deuxième investisseur étranger au Québec après les États-Unis en 1986 — sur les trois cent quarante sociétés françaises implantées au Québec, les deux tiers ont leur siège au Québec — a souvent été associée aux grands projets québécois, qu'il s'agisse du métro de Montréal, du stade des Jeux olympiques de 1976, conçu par l'architecte Roger Taillibert, ou de l'usine d'aluminium de Bécancour, financée au départ à 50 % par Pechiney, qui

viens toutefois de revendre la moitié de ses parts.

Alstom, Lafarge, Cégélec et L'Air Liquide avaient aussi participé au « projet du siècle » lancé par M. Bourassa au cours de son premier mandat, la première phase de l'immense complexe hydro-électrique de la baie James dans le nord de la province. Or, le premier ministre québécois envisage sérieusement la mise en route de la deuxième phase de ce projet évaluée à 115 milliards de francs. De nouvelles perspectives pourraient ainsi s'ouvrir pour les entreprises françaises.

### Équilibrer la balance commerciale

En matière économique, nul gros projet n'est à attendre de cette visite. Les deux premiers ministres s'efforceront surtout de préparer l'avenir. M. Bourassa, au fait des questions économiques européennes, voudrait inciter les entreprises québécoises à s'implanter en France — la porte d'entrée idéale vers les marchés de la CEE — avant 1992, année de l'application de l'Acte unique européen.

Ces investissements québécois en France, encore relativement rares (ceux du groupe papeter Cascaides

et de l'entreprise de câblodistribution Vidéotron sont récents), contribueraient ainsi à redresser le déficit commercial que le Québec enregistre dans ses échanges avec la France. Le surplus français est en effet passé de 978 millions de francs en 1983 à 1,9 milliard de francs en 1985.

La France, deuxième investisseur étranger au Québec après les États-Unis en 1986 — sur les trois cent quarante sociétés françaises implantées au Québec, les deux tiers ont leur siège au Québec — a souvent été associée aux grands projets québécois, qu'il s'agisse du métro de Montréal, du stade des Jeux olympiques de 1976, conçu par l'architecte Roger Taillibert, ou de l'usine d'aluminium de Bécancour, financée au départ à 50 % par Pechiney, qui

viens toutefois de revendre la moitié de ses parts.

Alstom, Lafarge, Cégélec et L'Air Liquide avaient aussi participé au « projet du siècle » lancé par M. Bourassa au cours de son premier mandat, la première phase de l'immense complexe hydro-électrique de la baie James dans le nord de la province. Or, le premier ministre québécois envisage sérieusement la mise en route de la deuxième phase de ce projet évaluée à 115 milliards de francs. De nouvelles perspectives pourraient ainsi s'ouvrir pour les entreprises françaises.

Le voyage de M. Chirac au Québec commencera précisément par la visite des gigantesques barrages construits au cœur de la tige.

MARTINE JACOT.

## Après la décision du chancelier Kohl de renoncer aux Pershing-1 A Moscou estime que les chances d'un accord de désarmement se sont améliorées

L'URSS a « accueilli avec intérêt » les déclarations du chancelier Kohl sur un démantèlement conditionnel des fusées Pershing-1 A et estime que « la situation a ainsi changé dans le bon sens », a déclaré, le jeudi 27 août, le porte-parole du ministère des affaires étrangères, M. Guerasimov.

Ce dernier, au cours d'une conférence de presse, a toutefois ajouté que les responsables soviétiques « étudient les conditions posées » par le chef du gouvernement ouest-allemand et attendent toujours que les États-Unis précisent clairement si les ogives américaines qui équipent ces fusées ouest-allemandes seraient elles aussi « éliminées ».

« Ce sont les têtes atomiques qui nous intéressent, pas la ferraille des missiles », a-t-il dit.

M. Guerasimov n'a pas laissé planer de doute sur la rencontre prévue du 15 au 17 septembre, à Washington, entre les chefs de la diplomatie américaine et soviétique, MM. George Shultz et Edouard Chevardnadze. C'est là, a-t-il dit, qu'une décision sera prise sur la date d'un nouveau sommet Reagan-Gorbatchev. M. Guerasimov a donné certaines informations en

provenance des États-Unis sur un voyage à New-York fin septembre de M. Mikhail Gorbatchev, dans le cadre des travaux des Nations unies.

M. Guerasimov a dressé, en revanche, un véritable réquisitoire contre le discours de Los Angeles du président Reagan qui a fait, a-t-il dit, « l'effet d'une douche froide » à Moscou. Les propos du président américain « ne répondent pas à l'esprit du moment », a affirmé M. Guerasimov.

« Ce discours a été prononcé sur le ton d'un maître d'école et d'un mentor un peu fatigué qui n'en finit pas de réprimander un mauvais élève toujours désobéissant. Ces propos donnent l'impression de quelqu'un de jaloux de son pouvoir, content de lui et sûr de son bon droit », a-t-il commenté.

M. Guerasimov a reproché à M. Reagan de n'avoir « rien dit sur les têtes nucléaires installées sur les Pershing-1 A ». Or, a-t-il rappelé, le règlement du problème posé par ces ogives est essentiel pour la conclusion d'un accord sur l'option « double zéro » visant au démantèlement des missiles intermédiaires de longue et de plus courte portée.

Le porte-parole soviétique a, par ailleurs, jugé qu'« il n'y avait guère de difficultés pour résoudre les questions posées par la vérification » d'un éventuel accord et que les « nuances » subsistant sur d'autres points étaient de nature à pouvoir être surmontées par les négociateurs à Genève.

La RDA s'est, par sa part, félicitée jeudi de la décision prise par le chancelier ouest-allemand Helmut Kohl, à quelques jours de la visite que le chancelier doit effectuer en République fédérale.

« C'est un pas important », a déclaré M. Wolfgang Meyer, porte-parole du ministère des affaires étrangères, en ajoutant qu'il n'y aurait plus d'obstacle à un accord entre l'URSS et les États-Unis sur le démantèlement des INF « si les soixante-douze Pershing avec leurs têtes nucléaires disparaissent ». La décision du chancelier Kohl a fait, jeudi, les manchettes de la presse ouest-allemande. Les journaux ont publié de larges extraits de la conférence de presse donnée mercredi par M. Kohl, mais se sont abstenus de commentaires. — (AFP.)

# Amériques

ÉTATS-UNIS : le conflit du Nicaragua

## Le président Reagan s'engage à aider la Contra jusqu'à la conclusion d'un cessez-le-feu

WASHINGTON correspondance

La rencontre de Los Angeles entre le président Reagan et les dirigeants politiques de la Contra, le jeudi 27 août, a permis aux interlocuteurs en présence de se rassurer mutuellement. Le président s'est engagé à assurer des crédits « adéquats » jusqu'à la conclusion d'un cessez-le-feu et la mise en œuvre de la démocratisation promise par Managua. Mais le directeur politique de la Contra, auquel s'était associé Enrique Bermudez, commentait les troupes sur le terrain, a également rassuré le président. Non pas seulement en évitant de condamner le plan de paix Arias, mais en suggérant une formule destinée, selon un des membres du directeur, M. Robelo, « à donner toutes ses chances » à cette initiative de paix.

En rejetant catégoriquement le plan Arias, les dirigeants de la Contra risquaient de compromettre le difficile exercice d'équilibre du président Reagan. Ce dernier, désireux d'honorer ses engagements envers le président de la Chambre, M. Jim Wright, et ses amis démocrates, s'efforce de soutenir officiellement, même avec scepticisme, le plan Arias, tout en rassurant les « contras » et, derrière eux, leurs amis de l'aile droite républicaine, ainsi que des personnalités importantes de l'administration, comme le vice-président Bush ou le sénateur Dole, leader de la minorité républicaine au Sénat.

Les milieux officiels américains avaient quelques raisons de s'inquiéter de la réaction du directeur politique divisé entre trois modèles, MM. Robelo, Casar et Ferrer, prêts à rentrer à Managua à la faveur d'une armistice, et deux « durs », MM. Calero et Sanchez, catégoriques dans une attitude négative et insistant avec le commandant Bermudez pour poser aux sandinistes de fermes conditions d'une cessez-le-feu, notamment le départ de tous les conseillers volontaires étrangers sou-

tenant le gouvernement et la séparation de l'armée du parti sandiniste.

### Compromis

La formule de compromis soumise au président lui recommandant de demander au Congrès des crédits avant le 30 septembre, date à laquelle les fonds dont il dispose annuellement seront épuisés. Mais tout en comptant continuer recevoir l'aide « humanitaire », les « contras » suggèrent que les crédits de l'assistance militaire sur un compte spécial qu'ils utiliseraient seulement en cas d'échec des négociations et si le gouvernement sandiniste ne traitait pas sa promesse de démocratiser le régime.

La réaction du président aurait été favorable, mais il n'aurait pas encore pris de décision. La formule contraindre, en effet, l'engagement donné à M. Wright de ne demander des crédits d'urgence sorte avant le 30 septembre. Aussi bien le directeur politique de la Contra, qui devait rencontrer vendredi à Los Angeles le président de la Chambre, espérait-il le rallier à sa suggestion. Mais M. Wright accepterait-il de s'engager à l'avance sur le principe même de nouveaux crédits pour les « contras » ? Les milieux officiels y comptent bien en faisant valoir que la pression militaire des « contras » a forcé les sandinistes à s'engager sur la voie de la négociation. Sans cette pression, a répété le président Reagan, « les sandinistes n'auraient aucune raison d'exécuter les mesures qu'ils se sont engagés à prendre... ». A dire vrai, l'administration Reagan compte et même souhaite que le plan Arias échoue du fait des sandinistes.

Mais, même dans cette hypothèse, la partie n'est pas gagnée d'avance au Congrès. Les parlementaires ne peuvent ignorer les derniers sondages indiquant que les adversaires de l'aide aux « contras » sont de nouveaux les plus nombreux.

H. P.

## Le sénateur démocrate Sam Nunn ne sera pas candidat à l'élection présidentielle

Le sénateur démocrate de Géorgie, Sam Nunn, considéré comme l'un des candidats potentiels les mieux placés à l'investiture de son parti, pour l'élection présidentielle de 1988, a annoncé, le jeudi 27 août, qu'il ne prendrait pas part à la course à la Maison-Blanche.

Dans une lettre adressée à ses partisans, le sénateur explique qu'il ne pense pas « pouvoir mener de front une campagne efficace, tout en remplissant ses obligations », au sein de l'influence commission sénatoriale des forces armées qu'il préside. Invinciblement également des « considérations familiales ». M. Nunn met ainsi un terme à plusieurs mois de spéculations sur sa candidature, qui lui avaient valu de la part de ses adversaires le sobriquet de « Hamlet du Sud », pour son incapacité à se décider.

Démocrate plutôt modéré, mais aux tendances résolument conservatrices en matière d'armement et de sécurité, le sénateur, qui en quinze ans de mandats ininterrompus au Congrès s'est acquis une solide réputation de « pape de la défense », se faisant notamment l'avocat de

l'administration pour l'obtention de crédits destinés au missile MX et le fortend défenseur de l'aide à la Contra anti-sandiniste — était l'autre plus solide dont disposaient les démocrates pour reconquérir les faveurs des États du Sud, un de leurs anciens bastions électoraux dont le vote sera crucial en 1988. Traditionnellement plus conservateur, le Sud s'était prononcé pour Ronald Reagan en 1984.

En l'absence de Sam Nunn, ce « enfant du pays », qui faisait la figure de personnalité politique incontestée à Washington, les démocrates risquent ainsi de perdre leurs dernières chances de « reconquête ».

Si l'on excepte l'impact incontestable de ce manque de soutien à la candidature du Révérend noir Jesse Jackson, le seul vétérinaire démocrate des dernières présidentielles, auprès de l'électorat de couleur, aucun des candidats démocrates plus ou moins « sudistes » encore en lice, que ce soit le sénateur Albert Gore du Tennessee ou le représentant Richard Gephardt du Missouri, n'émerge vraiment du peloton

# Europe

BELGIQUE

## Des milieux pangermanistes auraient financé le Parti belge de langue allemande

BRUXELLES de notre correspondant

Les deux cantons belges germanophones d'Eupen et de Saint-Vith (soixante-dix mille habitants) sont secoués par un scandale politique décelé par la découverte de liens entre le Parti belge de langue allemande (PDB) et les milieux pangermanistes ouest-allemands. Le PDB, qui avait obtenu 18 % des voix de la communauté germanophone aux élections législatives de 1985, en est la dernière formation politique.

Le radio belge de langue allemande, qui a lancé l'affaire, a révélé ces derniers jours que la tête de liste du PDB aux dernières législatives, M. Lorenz Pasch, licencié en histoire, avait quitté la semaine dernière son poste d'adjoint au maire de

la commune de Saint-Vith pour prendre la gerance de la fondation ouest-allemande Hermann-Niermann, connue pour ses sympathies d'extrême droite. Cette fondation, qui avait aussi comme sympathisant le fondateur du Parti nazi autrichien, Norbert Burger, condamné à la prison à perpétuité en Italie pour terrorisme, aurait, d'autre part, versé 200 000 marks à une association culturelle proche du PSB.

Un article d'un journaliste autrichien indiquait récemment qu'un des objectifs de la fondation était de « protéger le patrimoine populaire menacé et aider les minorités ethniques à conserver leur caractère biologique et culturel ».

JOSÉ-ALAIN FRALON.

## M. Franz-Josef Strauss se sent « floué »

BONN de notre correspondant

M. Franz-Josef Strauss, le ministre-président de Bavière, n'est pas du tout satisfait de la prise de position du chancelier Kohl, favorable à l'abandon des missiles Pershing-1A par la RFA en cas d'accord sur la suppression des euro-missiles (le Monde du 27 août).

M. Strauss a fait parvenir, le jeudi 27 août, à Bonn, un communiqué dans lequel il s'élève contre les méthodes du chancelier : « Il est bon de faire la preuve de sa capacité de gouverner, mais sur les bons sujets, au bon moment et en consultant ses amis », écrit-il, en s'esti-

mant « floué ». La CSU bavaroise, qui s'était déjà opposée à l'option « double zéro », est à la tête de ceux qui, en RFA, se préoccupent de la sécurité du pays. Le président du groupe parlementaire de la CSU, M. Theo Waigel, a déclaré que sa formation « ne se sentait pas liée par la prise de position du chancelier, décidée sans consultation préalable des partis de la coalition ».

Le président de la formation bavaroise doit se réunir, lundi 31 août, à Munich, pour décider de son attitude en prévision du débat du 2 septembre au Bundestag. Personne ne se fait cependant d'illusion sur ce « combat d'arrière-garde ».

GENÈVE de notre correspondant

## Une cinquantaine de fonctionnaires internationaux ont été arrêtés ou ont disparu depuis 1976

Depuis 1976, une cinquantaine de fonctionnaires internationaux des Nations unies ou de leurs diverses institutions spécialisées ont disparu ou sont actuellement détenus. L'Assemblée générale de l'ONU avait adopté une résolution à leur sujet en décembre 1986, mais celle-ci est passée pratiquement inaperçue. Leur cas a été de nouveau soulevé, le jeudi 27 août, à Genève, devant la sous-commission des droits de l'homme. Cette dernière, composée d'experts indépendants, est réunie en session depuis le 10 août, en l'absence remarquée et toujours inexpliquée de l'expert roumain Dimitri Marziu et de son suppléant, Mircea Nicolaie (le Monde du 15 août).

L'expert français Louis Joinet a rappelé le tragique de la situation de

ISABELLE VICHNIAC.

# RÉPUBLIQUE SAOUDITE

## Processus de renouveau

Le processus de renouveau des idées et des méthodes de travail a été lancé par le roi Fahd. Le roi a déclaré que le processus de renouveau des idées et des méthodes de travail a été lancé par le roi Fahd. Le roi a déclaré que le processus de renouveau des idées et des méthodes de travail a été lancé par le roi Fahd.

## Proche-Orient

AGUERRE DU GOLFE : l'application de la résolution 660. L'Iran a promis une réponse « claire » pour « le milieu de la semaine ».

## Proche-Orient

L'Iran a promis une réponse « claire » pour « le milieu de la semaine ». L'Iran a promis une réponse « claire » pour « le milieu de la semaine ».

## Proche-Orient

Le Conseil de sécurité de l'ONU a adopté une résolution sur le conflit du Golfe. Le Conseil de sécurité de l'ONU a adopté une résolution sur le conflit du Golfe.

## Proche-Orient

Le processus de paix au Proche-Orient a été relancé. Le processus de paix au Proche-Orient a été relancé.

# Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09  
Tél. MONDIPAR 659572 F  
Télégrammes : MONDIPAR 13 30 11  
Tél. : (1) 42-47-97-27

Édité par la S.A.R.L. Le Monde  
Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1949) Jacques Faivet (1949-1982) André Lemaître (1982-1985)

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général : Bernard Wouss

Rédacteur en chef : Daniel Vaxet

Correspondant en chef : Claude Sales

# Le Monde PUBLICITE

5, rue de Montesson, 75007 PARIS  
Tél. : (1) 45-55-91-42 ou 45-55-91-71  
Tél. MONDIPUB 286 136 F

Le Monde USPS 785-810 is published daily, except Sundays for \$400 per year by Le Monde c/o Speedpress, 45-45 39th Street, L.C.L., N.Y. 11104. Second class postage paid at L.C.L. and additional offices. R.V. postmaster : send address changes to Le Monde c/o Speedpress U.S.A., P.O. Box 45-45 39th Street, L.C.L., N.Y. 11104.

سكنا من الالجر



سكس مائة الف

# Afrique

## RÉPUBLIQUE SUD-AFRICAINE : le conflit des mines dans l'impasse

### Le processus de remplacement des grévistes a déjà commencé

JOHANNESBURG  
de notre correspondant

Comme il était à prévoir, le nettoyage par le vide a commencé dans les mines en grève. Moins d'une semaine après le refus des propositions patronales par les adhérents de la NUM (National Union of Mine-workers), l'Anglo-American, la principale société minière, procédait, le 27 août, au licenciement de dix-huit mille de ses employés dans les mines d'or et de charbon. De plus, cette compagnie, qui bénéficie pourtant d'une image plus libérale que les autres entreprises minières, a adressé un ultimatum à vingt mille grévistes de reprendre le travail sous peine d'être renvoyés.

En total, donc, quarante-cinq mille mineurs qui ont perdu ou vont perdre leur emploi, car au moins sept mille personnes ont déjà été licenciées la semaine dernière. Pour compléter cette comptabilité, le groupe Gencor menace depuis plusieurs jours de prendre des « mesures disciplinaires » contre vingt mille de ses ouvriers s'ils persistent dans leur refus de descendre dans les puits. Une réunion a eu lieu, jeudi, au siège de la compagnie entre les directions des mines en question et une délégation de la NUM. Aucune précision n'a été donnée sur la nature des sanctions qui allaient être prises et la date de leur mise en application.

La réaction des sociétés minières, et principalement de l'Anglo-American, ne s'est donc pas fait attendre. La méthode a déjà fait ses preuves par le passé. Le licenciement général est l'arme favorite du règlement des conflits sociaux en Afrique du Sud. Un moyen qui est fréquemment utilisé, comme dernièrement dans la grève des cheminots et pas plus tard que la semaine dernière contre dix-neuf mille postiers. Au printemps 1985, l'Anglo-American n'avait pas hésité à licencier quatorze mille grévistes à Val-Reef.

M. Bobby Godsell, responsable des relations industrielles du groupe, avoue qu'il n'est pas favorable à ces méthodes draconniennes, mais qu'il est capital qu'une production normale reprenne : « Une mine ne peut pas s'arrêter, c'est une énorme machine à qui il faut du temps pour se remettre en marche ». Il explique que les garanties de sécurité nécessitent une présence pratiquement permanente des contrôleurs : « Les tranchées se referment très rapidement en raison de la pression, qui est importante à ces profondeurs », fait-il remarquer.

#### L'appui du COSATU

Le processus de remplacement des grévistes a déjà commencé. La main-d'œuvre ne manque pas. Des queues se sont formées au Lesotho devant les bureaux de TEBA (The Employment Bureau of Africa), un organisme de recrutement dépendant de la Chambre des mines. Cela ne signifie pas que la production va reprendre immédiatement à son régime antérieur, car il faut former ces nouveaux venus. Cependant, la période de formation est courte et il n'est pas besoin d'un long enseignement pour tenir un marteau piqueur. Reste désormais à savoir si ces coupes importantes parmi les grévistes vont permettre de dialoguer le mouvement et contribuer à son pourrissement en frappant les mines les plus militantes. La NUM est

impuissante face à cette technique du rouleau compresseur. Jeudi, pourtant, trois mille mineurs de Western Deep Levels ont occupé le pont pendant toute la durée de leur temps de travail et sont finalement retournés, « volontairement », à la direction. Bien évidemment, le syndicat refuse de révéler sa stratégie pour contrer ce « nettoyage » massif. Que faire d'ailleurs ?

Jeudi, le COSATU (Congress of South Africa Trades Unions), confédération des syndicats noirs (sept cent trente mille membres), a décidé de se lancer prudemment dans la bataille. Son secrétaire général, Jay Naidoo, a annoncé une campagne d'action internationale et une « action nationale de solidarité » sans en préciser la nature. Une grève de soutien, même de courte durée, serait illégale et risquée sous l'état d'urgence. Il a proposé, en revanche,

d'agir auprès de la communauté internationale en relation avec les achats d'or et de charbon. Il compte également sensibiliser les ruraux notamment, pour qu'ils ne prennent pas le travail de tous ceux qui sont victimes de la « technique de la hache ».

Pour l'instant, les licenciements vont bon train. Inciteront-ils les autres grévistes à reprendre le travail ? C'est douteux, du moins dans l'immédiat. Les adhérents de la NUM paraissent faire entièrement confiance à leurs dirigeants. Ils tiendront donc, coûte que coûte. Même avec les poches vides et sans espoir d'un quelconque revenu pour nourrir la famille restée dans les « homelands » ou les États voisins. Le fonds de grève n'existe pas pour la loi, raison qu'il est interdit par la loi.

MICHEL BOLE-RICHARD.

## TUNISIE : le report du procès de militants islamiques

### Les autorités veulent sauvegarder les apparences

TUNIS  
de nos envoyés spéciaux

« La Tunisie moderne bâtie par Bourguiba est un Etat de droit où la justice, l'indépendance et la souveraineté sont les principes fondamentaux et dans le respect des lois ». Ainsi, l'Action, quotidien du Parti socialiste destourien, commentait-il, le 27 août, l'ouverture du procès de quatre-vingt-dix islamistes devant la Cour de sûreté de l'Etat.

Manifestement, les autorités ont voulu que les apparences soient

sauvées dans ce procès qui constitue une phase particulièrement délicate de l'épreuve de force entre les autorités et le mouvement de la tendance islamiste. Les journalistes ont pu accéder librement au bâtiment situé dans un casernement du quartier de Bardo où comparaissaient les accusés. La salle, déjà chauffée à 9 heures du matin, peut contenir environ deux cents personnes, mais devant les sièges des journalistes, les bancs en principe réservés au public sont vides, à l'exception du premier occupé par quelques hommes et trois femmes drapées dans leur saffari.

Collés-ci se hissent sur la pointe des pieds pour assister à l'arrivée des cinquante détenus présents (quarante autres sont en fuite) auxquels les policiers et militaires qui entourent la salle envoient les menaces. A l'exception de deux ou trois, ils paraissent en assez bonne condition physique. Ceux qui l'ont été ont connu barbes présentent un visage glabre orné seulement de moustaches. La plupart sont en chemisette, quelques-uns en tenue blanche traditionnelle. C'est le cas de M. Rachid Ghannouchi, président du MTL, que l'on reconnaît à sa chechia rouge.

#### Respecter son enfant

Entouré de deux juges magistrats et de deux juges membres de la Chambre des députés, le président de la Cour, M. Hachemi Zamel, ouvre l'audience en souhaitant la bienvenue à la cinquantaine d'avocats présents derrière les accusés et aux journalistes, en soulignant qu'il « apprécie à sa juste valeur le rôle qu'assument les représentants des organes de l'information qui ont pour mission de rendre compte avec objectivité et honnêteté du déroulement du procès ».

Pendant qu'il vérifie la constitution des avocats, M. Zamel sourit avec bonhomie et multiplie les remarques bon enfant. « Comment va votre père ? » demande-t-il à l'une des trois femmes qui assurent la défense. « Votre père pas trop chaud ? », dit-il à une autre.

Il est difficile de se présumer de l'idée qu'un grand nombre des hommes que l'on va juger risquent la peine de mort par pendaison avec exécution rapide de la sentence. Fatalisme, fanatisme, ou simple dignité ? Les accusés offrent l'apparence d'une grande sérénité, étonnante comme l'indépendance pas vraiment concernés les échanges entre le président et la défense.

Car, après que M. Zamel ait lu les chefs d'accusation, les avocats déposent des conclusions visant à l'ajournement des débats. Ils contestent à M. Zamel le droit de conduire les débats car le président de la Cour de sûreté n'est autre que le procureur général de la République, qui a, pour la circonstance, cédé à un collègue le siège du ministère public auprès de la Cour.

D'autre part, les avocats se plaignent de la brièveté des délais que l'on leur a été imposés pour étudier le dossier. S'il leur a été possible de rencontrer à plusieurs reprises leurs clients, tous détenus à la prison civile de Tunis, le rapport du juge d'instruction sur lequel se fonde l'acte d'accusation n'a été établi que le 24 août.

Tout cela est dit avec une volubilité serene, mais ferme, devant un président qui ne s'attendait pas à autre chose. Très vite, le ministère public fait savoir qu'il ne voit pas d'inconvénient à un report. Deux heures après l'ouverture du procès, il est décidé de renvoyer celui-ci au 1<sup>er</sup> septembre.

MICHEL DEURÉ et JEAN DE LA GUÉRIÈRE.

# A travers le monde

## Centrafrique

### Plusieurs familles libanaises expulsées

Cinq familles originaires du Liban sud ont été expulsées de Centrafrique depuis le détournement, le 24 juillet, d'un avion d'Afrique au Gabon par un chasseur libanais qui avait embarqué à Bangui, ont affirmé, le mercredi 28 août à l'AFP, à Tyr, deux journaux libanais résidant en Centrafrique.

Hélia Abd Skayék, vingt-quatre ans, mère de trois enfants, a expliqué que, quelques heures, après ce détournement, au cours duquel un passager français a été assassiné par le pilote de l'air, Hussein Ali Mohammad Hariri, vingt et un ans, originaire d'un village chiite du Liban sud, la police centrafricaine a encerclé les maisons des Libanais et leurs commerces.

« Pendant trois semaines, nous n'avons pas pu sortir. Puis les autorités de Bangui nous ont fait savoir que nous devions quitter le pays. Nous avons été conduits à un avion sans même pouvoir prendre nos affaires », a-t-elle affirmé.

Cette jeune femme, qui fait partie d'un groupe de sept familles expulsées en même temps, a affirmé que cinq autres familles libanaises étaient toujours en résidence surveillée à Bangui. — (AFP.)

## Corée du Sud

### Le gouvernement lance une campagne contre l'extrême gauche

Séoul (AFP). — Le premier ministre sud-coréen, M. Kim Chung Yul, a annoncé, le 27 août, que les forces de sécurité allaient « couper court » à une tentative des « forces radicales pro-communistes » de renverser le régime. M. Kim a annoncé, dans une déclaration radio-télévisée, que le gouvernement allait « mobiliser tout son pouvoir de coercition pour éliminer les forces impures de gauche » de la société coréenne.

Pour sa part, la Coalition nationale pour une Constitution démocratique, rassemblement de dissidents, a annoncé que des meetings en hommage à un gréviste tué lors d'un heurt avec la police auraient lieu dans neuf villes vendredi, jour prévu pour ses funérailles.

L'annonce de M. Kim intervient au moment où des employés de six cent quarante entreprises coréennes demeurent en grève.

Le ministre de la justice, M. Chung Hee Cheng, a annoncé que six cents

personnes suspectées d'être des extrémistes avaient été arrêtées en une semaine, après avoir tenté, selon lui, d'infiltrer des usines en se faisant passer pour des ouvriers.

Un porte-parole du gouvernement a également déclaré à la presse que la lutte contre les gauchistes était destinée à empêcher que l'agitation sociale actuelle ne devienne « un obstacle au déroulement harmonieux du calendrier qui doit mener à une transition pacifique au gouvernement ». Une élection présidentielle au suffrage universel direct doit avoir lieu en décembre.

## Irlande du Nord

### Deux policiers tués à Belfast

Deux policiers ont été tués et un troisième légèrement blessé, dans la soirée du 28 août, dans un bar du port de Belfast par un groupe de trois hommes armés. Les meurtriers ont réussi à prendre la fuite. L'attentat a été revendiqué par l'IRA.

La mort de ces deux policiers porte à soixante-cinq le nombre des victimes de la violence politique en Irlande du Nord depuis le début de l'année. — (UPI.)

## Japon

### Tir de roquettes sur le palais impérial

Tokyo. — La police japonaise soupçonne le groupe Chûkoku-in (noyau central), la plus importante organisation d'extrême gauche, d'être l'auteur d'un attentat, le 27 août, dans la soirée, contre le palais impérial dans le centre de Tokyo.

L'empereur Hirohito et l'impératrice Nagako étaient absents du palais lorsque au moins quatre roquettes artisanales de 16,5 centimètres de long et de 4,7 centimètres de diamètre ont été tirées contre leur résidence. L'attentat n'a fait ni victime ni dégâts importants.

Selon la police, cet attentat serait en rapport avec l'intention proclamée par l'extrême gauche japonaise de tout faire pour empêcher la visite, prévue en octobre, de l'empereur Hirohito dans l'île d'Okinawa. Pour de nombreux habitants de l'île, le souvenir de combats en 1945 — les neuf villes bombardées — est toujours présent. L'attentat n'a fait ni victime ni dégâts importants.

Salon la police, cet attentat serait en rapport avec l'intention proclamée par l'extrême gauche japonaise de tout faire pour empêcher la visite, prévue en octobre, de l'empereur Hirohito dans l'île d'Okinawa. Pour de nombreux habitants de l'île, le souvenir de combats en 1945 — les neuf villes bombardées — est toujours présent. L'attentat n'a fait ni victime ni dégâts importants.

# Proche-Orient

## LA GUERRE DU GOLFE : l'application de la résolution 598 du Conseil de sécurité

### L'Iran a promis une réponse « claire et définitive » pour « le milieu de la semaine prochaine »

Après les Nations unies, l'Europe est le théâtre d'une opération de charme diplomatique de la part de l'Iran. Deux vice-ministres iraniens des affaires étrangères, MM. Muhammad Javad Larjani et Mojtaba Mirneshi, ont entrepris — le premier à Rome puis à Bonn, le second à Copenhague — une tournée d'explications au lendemain des nombreuses consultations qu'a eues M. Larjani à New-York avec treize des quinze membres du Conseil de sécurité de l'ONU.

A Rome, M. Larjani semble avoir trouvé les mots qu'il fallait puisque le ministre italien des affaires étrangères, M. Giulio Andreotti, a déclaré chez les Iraniens « une disponibilité effective à répondre à l'invitation des Nations unies pour un cesse-le-feu ». « Un certain pas en avant a été fait » dans la recherche d'une solution à la crise dans le Golfe, a ajouté M. Andreotti après ses entretiens avec M. Larjani. Ce dernier devait

reconstruire, le vendredi 28 août, à Bonn, le chef de la diplomatie ouest-allemande, M. Hans-Dietrich Genscher.

A Copenhague, M. Mirneshi a exprimé l'espoir que le Danemark, « en tant que président en exercice de la CEE, exercera des pressions sur la France pour résoudre la crise des ambassades » entre Paris et Téhéran.

Dans la capitale iranienne, l'éventualité d'un embargo sur les ventes d'armes à l'Iran a été tournée en dérision par le premier ministre, M. Hassan Mossavi, qui a rappelé que, depuis le début de la guerre contre l'Irak, son pays était parvenu à tourner tous les embargos, reconstruisant toutefois qu'il avait fait de durs efforts pour y parvenir. Enfin, Radio-Téhéran a lancé une nouvelle mise en garde à la France et à la Grande-Bretagne en évoquant la « vulnérabilité de leurs forces militaires » dans le Golfe.

En attendant, des sources diplomatiques américaines indiquent que l'Irak a fait connaître aux cinq grandes puissances sa décision de reprendre la guerre si aucun cesse-le-feu n'est obtenu d'ici le 1<sup>er</sup> septembre.

CHARLES LESCAUT.

● IRAN : élections législatives en mars. — Les élections législatives auront lieu en mars prochain en Iran, a annoncé jeudi 27 août, le ministre iranien de l'intérieur, l'hodjatoleslam Ali Akbar Mojtahedi. Il s'agit des troisièmes élections législatives en Iran depuis la proclamation de la République islamique. — (AFP.)

● ISRAËL : le gouvernement présente des excuses à l'ambassadeur d'Égypte à la suite d'un incident. — Le gouvernement israélien a présenté des excuses à l'ambassadeur d'Égypte en Israël, M. Mohammed Bassouit, à la suite d'un incident qui l'a opposé, le mardi 25 août, à des militaires israéliens, et au cours duquel il aurait été insulté, a indiqué un porte-parole du ministère des affaires étrangères. Ces excuses ont été présentées en raison du caractère sensible de l'affaire et bien que l'ambassadeur n'ait pas élevé de protestation officielle, a ajouté le porte-parole.

Selon le quotidien israélien de gauche Al Hamichnar, M. Bassouit aurait été « traité grossièrement » et « insulté » par des soldats à un barrage de contrôle à la sortie de Gaza, où l'ambassadeur, accompagné de membres de sa famille, était allé rendre visite à l'ancien maire de la ville, M. Rachid Cheouk. — (AFP.)

NEW-YORK (Nations unies)  
de notre correspondant

L'Iran promet une réponse « claire et définitive » à la résolution 598 pour « le milieu de la semaine prochaine ». C'est le secrétaire général des Nations unies qui l'a annoncé à l'issue de la séance de consultations tenue par le Conseil de sécurité, le jeudi 27 août. La promesse a été faite par M. Muhammad Javad Larjani, vice-ministre iranien des affaires étrangères, à l'issue des intenses consultations qu'il avait menées à New-York lundi et mardi derniers.

Selon des sources proches du Conseil, la demande principale présentée par M. Larjani concernerait la définition des origines du conflit. Le gouvernement iranien aurait ainsi réitéré son exigence en faveur d'une condamnation explicite de l'Irak et sa désignation officielle comme l'« agresseur ». M. Larjani aurait également laissé entendre que, dans cette logique, le gouvernement iranien ferait valoir ses droits à des réparations de guerre, droits que Téhéran souhaiterait voir confirmés par le Conseil de sécurité. Le texte de la résolution 598 déplore « l'initiation du conflit (par l'Irak) et sa poursuite (par l'Iran) », et propose une assistance internationale à la reconstruction des deux pays. Il ne fait pas mention, directement, d'éventuels dommages de guerre.

M. Larjani a rencontré à New-York, outre le secrétaire général, avec lequel il a passé plusieurs heures, quinze des quinze membres du Conseil de sécurité. Alors que les États-Unis n'avaient pas été sollicités, la France, pour sa part, a refusé l'invitation de se rendre à la mission iranienne.

Si, selon le secrétaire général, les deux parties sont d'accord pour entamer des « discussions » à New

York, l'Irak, pour sa part, affirme ne pas avoir l'intention d'attendre longtemps encore la décision iranienne. « Nous nous réservons le droit de reprendre la guerre contre l'Iran à tout moment » par tous les moyens, sur terre, sur mer et dans les airs », a déclaré, jeudi, le représentant de l'Irak auprès des Nations unies, M. Ismat Taha Kittani. « La tactique iranienne est, certes, habile en apparence, mais elle n'est destinée qu'à diviser le Conseil et à le rendre incapable d'imposer des sanctions contre l'Iran », a poursuivi M. Kittani, qui regrette que « certains soient tombés dans le piège des démentis iraniens », néanmoins, « il est encore trop tôt pour conclure que le Conseil pourrait laisser l'Iran violer impunément la résolution 598 », estime-t-il. M. Kittani trouve « incroyable » la situation créée par le refus de l'Iran de dire oui ou non à la résolution et réaffirme la disponibilité de son gouvernement à ouvrir une discussion sur les origines du conflit : « Nous pouvons même envisager de porter l'affaire devant la Cour internationale de justice de La Haye ».

En privé, des sources proches de la mission irakienne affirment que la situation actuelle est « monstrueusement injuste » à l'égard de l'Irak et que le secrétaire général de même que le Conseil de sécurité en sont conscients. Malheureusement, indiquent ces sources, l'Union soviétique vient, une fois de plus, de conseiller à Bagdad de « patienter le temps qu'il faut ». Bagdad a fait savoir à l'Union soviétique que l'Iran « ne respecte que le langage de la force » et que les Nations unies « se devaient de défendre les petits pays des rives du golfe Persique ». On semble espérer, côté irakien, que la volonté de conserver de bonnes relations avec le monde arabe fera fléchir l'attitude actuelle de Moscou à

Offre valable jusqu'au 5 Septembre 1987 inclus avec 20% de versement comptant. Crédit jusqu'à 48 mois. Crête ORGIVAL après acceptation du dossier.

**5,80%**  
de crédit sur tous les pianos

**Jouez tout l'été sans vous trouver fort dépourvu.**



Paris 8<sup>e</sup>, 254, rue du Faubourg Saint-Honoré. Tél. 47.66.51.94  
Vélizy Z.I. rue Grange Dame-Rose. Tél. 39.46.00.52  
Centres Commerciaux « Hanlet Music Gallery »  
« Art de vivre » 78630 Orgeval. Tél. 39 75.78 50

« Arcades » 93160 Noisy-le-Grand. Tél. 43.05.20.79  
« Vélizy 2 » 78140 Vélizy. Tél. 39.46.26.87

**HANLET**

Bernard, G., J., K. & L.







(Publicité)

Le Monde • Samedi 29 août 1987 7



# MAIRIES DE FRANCE

N° 4 MAIRIES DE FRANCE est réalisé sous la responsabilité de MAIRIE-EXPO 87 sur quatre pages achetées au quotidien LE MONDE. SAMEDI 29 AOÛT 1987

## ÉDITORIAL

### CIToyENS DES VILLES... CIToyENS DES CHAMPS

Après le succès remporté à Paris et à Lyon, la quatrième édition du Salon MAIRIE-EXPO aura lieu cette année à Toulouse du 18 au 22 octobre.



C'est désormais le grand rendez-vous annuel des fournisseurs des Collectivités locales qui, pendant cinq jours, présentent aux Maires de France, à leurs adjoints, aux ingénieurs des villes, secrétaires généraux, secrétaires de Mairie, et personnels des services techniques les différents matériels pour la gestion, l'équipement, l'animation et la communication des villes et villages de France.

C'est un véritable marché que les entreprises françaises commencent à bien connaître. C'est un vrai Salon spécialisé sur 14 000 m<sup>2</sup>. C'est aussi un lieu d'échanges et de colloques sur les expériences communales.

Cette manifestation n'est pas uniquement le Salon des Maires des grandes villes, c'est aussi celui de toutes celles et de tous ceux qui participent à la décision municipale, en particulier dans le monde rural qui représente en France plus de 30 000 communes.

Aujourd'hui, les Maires ruraux ne disposent pas des mêmes moyens, des mêmes budgets ni des mêmes services que leurs homologues des grandes villes.

François PAOUR, Président de la Fédération nationale des Maires ruraux va, à l'occasion de MAIRIE-EXPO, organiser un colloque sur le thème "Pour un nouveau partenariat grandes villes, petites communes".

Ce thème mérite que l'on en débâte vite. Au seuil du grand marché européen de 1992, peut-il exister en France des îlots de prospérité et un désert rural? La coopération intercommunale est-elle suffisante?

Ne serait-il pas envisageable dans un premier temps que les grandes villes de France "adoptent" une ou deux communes rurales sur le principe du jumelage avec des villes d'Europe afin de partager une partie de leur "puissance".

C'est un vrai débat qui doit s'engager dans notre pays car la population rurale, au-delà des problèmes économiques de l'agriculture, revendique aujourd'hui la même qualité de vie que les citadins: équipements scolaires modernes, voirie entretenue, équipements de loisirs et pour beaucoup de communes, recevoir trois chaînes de télévision serait un événement.

Alain TRAMPOGLIERI  
Commissaire Général de MAIRIE-EXPO

## L'INVITÉ

### ALAIN GRIOTTERAY

#### Charenton, cité royale et républicaine construit l'avenir

Tous les Maires de France affirment que leur ville n'est pas comme les autres, Alain GRIOTTERAY, Député-Maire de CHARENTON n'échappe pas à cette règle.

Cité royale et républicaine, comme l'écrit sur le Livre d'or de la commune Valéry GISCARD D'ESTAING, Président de la République, CHARENTON a tout subi de PARIS, a tout subi avec PARIS. Elle ne se considère pas comme un quartier de la capitale, commune de la proche banlieue elle ne sera pas, de par la volonté de son Maire, une ville-dortoir.

Premier magistrat depuis 1973, Alain GRIOTTERAY affirme que les habitants de CHARENTON sont heureux. Il prépare aujourd'hui leur cadre de vie de demain, avec notamment la ZAC du Quartier Valmy-Liberté que va réaliser la SARI.

La défense du patrimoine, la reconquête du centre-ville, la protection de l'habitat social, le développement économique, l'action culturelle et la vie au quotidien des Charentonnais sont les préoccupations de ce Maire farouchement opposé à la décentralisation.

Peut-on parler de décentralisation si près de la capitale?

Je suis contre la décentralisation. Je trouve que c'est un attrap-nigaud qui coûte cher aux citoyens. Je ne connais pas un seul Maire qui ait eu des problèmes avec les Préfets dont le contrôle a priori valait mieux que les conseils a posteriori de la Cour régionale des comptes qui sanctionnera s'il y a des erreurs.

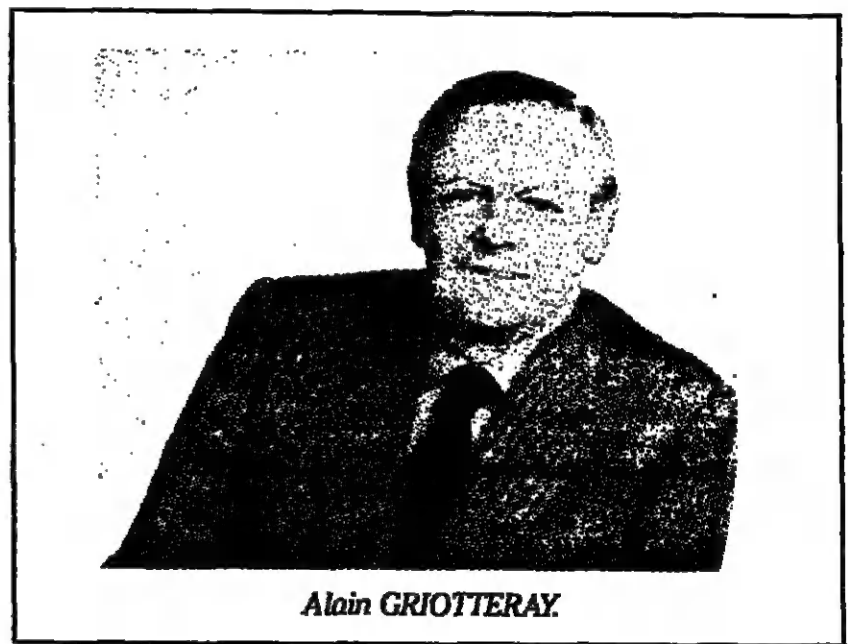
Beaucoup de communes n'ont pas les moyens de faire face à tous les problèmes posés aux collectivités locales. La décentralisation impose aux Maires une trop grande rigueur. Pour ma part mon secrétaire général, très pointilleux, m'assure une grande sécurité.

Quelle est votre priorité aujourd'hui?

J'ai d'abord eu comme souci de revitaliser le centre-ville. Quand une activité quitte la commune, je m'efforce de la remplacer immédiatement. Quand les usines sont parties, j'ai eu la préoccupation de les remplacer par des bureaux. Il y a aujourd'hui plus d'emplois qu'au début de mon mandat.

Vous entreprenez actuellement la construction et l'aménagement du Charenton de demain?

Oui, il y a tout d'abord la ZAC de Bercy où l'on retrouvera, sur 12 ha: un hypermarché spécialisé dans les vins avec Euromarché (Viniprix et Charentonnais), un grand centre commercial, un hôtel \*\* étoiles de 220 chambres et 25 à 30 000 m<sup>2</sup> de



Alain GRIOTTERAY.

bureaux sans oublier 260 appartements.

Mais il y a surtout la ZAC de Valmy-Liberté qui sera un nouveau quartier bien intégré dans son environnement et bien desservi. L'opération sera réalisée sur les anciens entrepôts Nicolas. Ma préoccupation première est de retrouver un quartier tenant compte de l'esprit des lieux avec les rues, telles qu'elles étaient dans le temps.

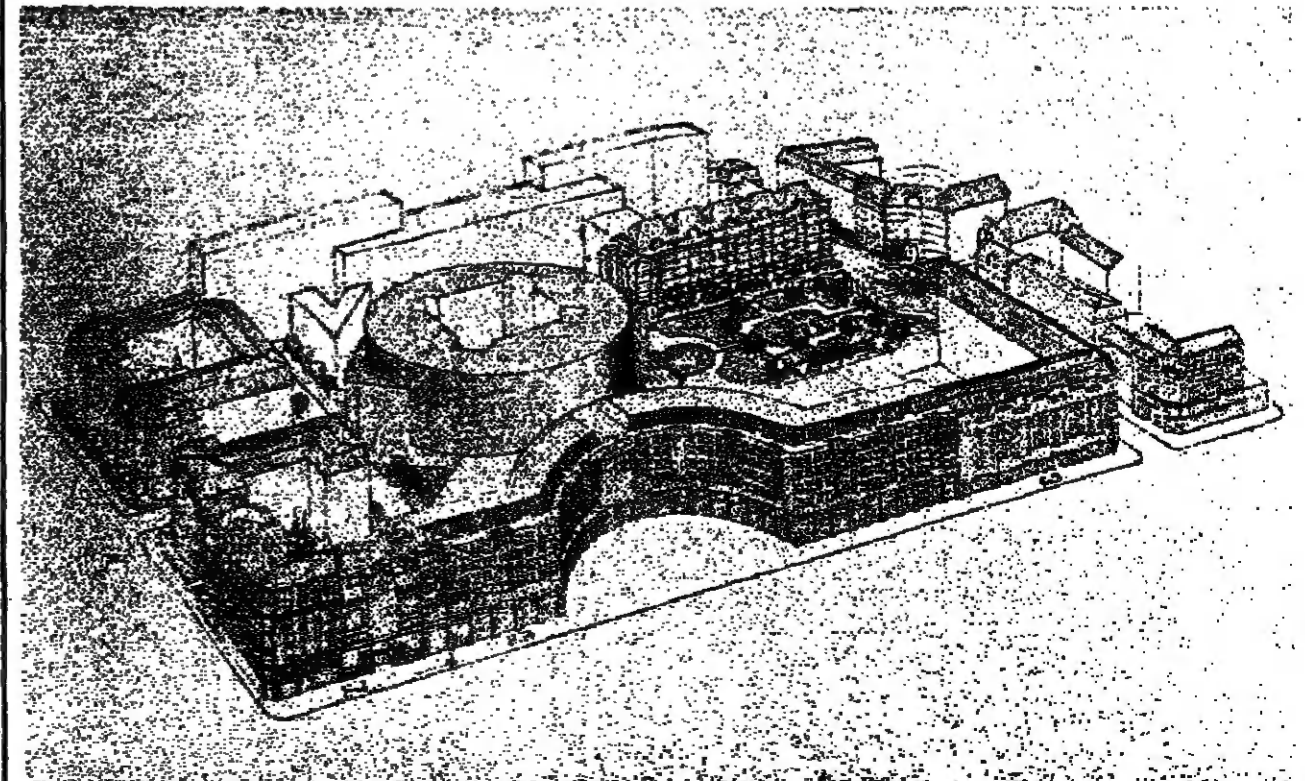
Pour cette grande opération, la SARI va faire l'inverse de ce qu'elle fait à la Défense. Aucun bâtiment n'aura plus de 6 à 7 étages. Il y aura

50 000 m<sup>2</sup> de bureaux, 50 000 m<sup>2</sup> d'habitations, 30 000 m<sup>2</sup> d'activités diverses. Un centre d'affaires fournira les services nécessaires à la vie d'une entreprise.

Il y aura aussi 450 habitations et une école ainsi qu'un hôtel \*\*\* étoiles de 80 chambres.

A l'horizon 90, CHARENTON sera ainsi équipé pour faire face aux vrais défis du XX<sup>e</sup> siècle.

Ensuite, à l'aube de mon troisième mandat, mon objectif est de couvrir les principales voies de la S.N.C.F. qui se trouvent sur la commune, déchirée et martyrisée par le chemin de fer et le métro.



Le futur quartier Valmy-Liberté à Charenton-le-Pont.







سكوا من الامل

(Publicité)

... La Monde • Samedi 29 août 1987 9

# MAIRIES DE FRANCE

## UN INVENTAIRE COMMUNAL POUR 1988

### L'ÉQUIPEMENT DES COMMUNES DE FRANCE À LA LOUPE

L'Institut National de la Statistique et des Études Économiques a choisi le cadre de MAIRIE-EXPO 87 pour sensibiliser les Maires de France à

pelements ? Quelle distance doivent-ils parcourir ?

Pour chaque commune, les données essentielles sur le cadre de vie et l'environnement seront ainsi rassemblées. La comparaison avec les résultats des précédents inventai-

ments de la commune, et surtout des habitudes de ses habitants. Un enquêteur viendra les interroger. Il sera envoyé par le Service Départemental de Statistique Agricole ou, quelquefois, par la Direction Régionale de l'INSEE. Cette procédure, désormais bien rodée, a prouvé son efficacité.

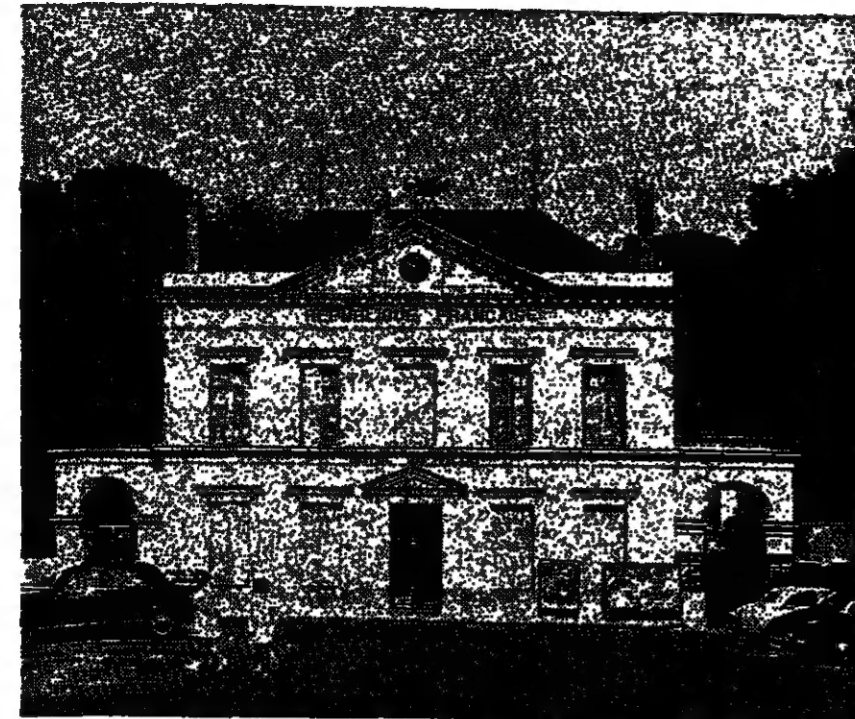
Le questionnaire abordera des domaines très variés : services et commerces, eau, assainissement, traitement des ordures ménagères, transports, enseignement, santé et action sociale ; sports, loisirs, culture, capacité d'accueil et activité touristique.

### DES RÉSULTATS RAPIDES ET AISÉMENT ACCESSIBLES

Des fiches communales restitueront les résultats du questionnaire. Leur présentation a été particulièrement étudiée. Des fascicules départementaux permettront des comparaisons entre communes, et des comparaisons temporelles. Des cartes compléteront le dispositif. Elles localiseront les principaux équipements, et leurs aires d'attraction.

Pour les utilisateurs ayant des besoins spécifiques, des exploitations informatiques seront réalisées par les Observatoires Économiques Régionaux de l'INSEE.

Les Maires vont contribuer largement au succès de cette radiographie essentielle des Communes de France. Ils seront les premiers destinataires des résultats de leur Commune. Ils recevront un peu plus tard un document de synthèse leur permettant de situer leur taille par rapport à ses voisines.



Les Maires sont invités à ouvrir les portes de leur mairie aux enquêteurs.

l'inventaire communal qui va débiter à la fin de l'année et dont les premiers résultats sont d'ores et déjà attendus, aussi bien par les Pouvoirs Publics que par les Fournisseurs des Collectivités Locales.

Chacune des 36 508 communes sera interrogée. Dispose-t-elle par exemple d'une station d'épuration des eaux ? D'une boulangerie, d'une piscine, d'un bureau de poste ? Sinon, où ses habitants se rendent-ils pour trouver ces équi-

res permettra en outre de savoir si sa situation s'est améliorée ou dégradée.

On pourra aussi étudier l'attraction des villes petites et moyennes sur les communes environnantes moins bien dotées en équipement.

### UNE FAIBLE CHARGE

Chaque Maire réunira un petit groupe de personnes ayant une bonne connaissance des équipe-

## TÊTE D'AFFICHE

### L'AVENIR AU SUD DE PARIS : ANTONY

La région parisienne est en cours de rééquilibrage économique, "l'Ouest parisien est aujourd'hui saturé" assure le Maire d'Antony, Patrick DEVEDJIAN. La densité y a atteint ses limites. Aujourd'hui et demain le développement s'orientera vers le sud parisien. La commune d'Antony, 55 000 habitants, bénéficie d'une situation géo-stratégique exceptionnelle sur le plan économique et son Maire entend en tirer bien des avantages.

Antony est à 5 mn des pistes d'Orly et bientôt un VAL reliera en 7 mn les aéroports d'Orly à la ligne B du R.E.R., station Antony. L'autoroute du Sud longe la ville et une bretelle desservira prochainement la zone industrielle qui a été doublée. La A86 rencontre à la Croix-de-Berry la N20 qui met Paris à quelques minutes. En plus du R.E.R., la ligne C relie la ville à la gare Montparnasse et aux Invalides. A Massy, ville limitrophe, l'interconnexion des T.G.V. permettra d'être en liaison rapide avec une grande partie de l'Europe. On conçoit dans ces conditions que la ville se modernise rapidement.

### UNE GESTION FUTURISTE

La gestion municipale se veut également futuriste. C'est ainsi, par exemple, que la recherche d'un service de meilleure qualité pour les enfants qui mangent au restaurant scolaire a conduit la municipalité à confier l'édification d'une nouvelle cuisine centrale avec la liaison froide et la cuisson sous vide à Hexagone et sa gestion à la Générale de Restauration.

La Mairie conserve toutes ses responsabilités en exerçant son contrôle sur le concessionnaire mais se décharge de fonctions qui

édifié en bordure d'un parc prendra le relais de l'ancienne.

Pour expliquer l'amour qu'ils portent à leur cité, les Antoniens



Patrick DEVEDJIAN.

sont mieux assumées par des professionnels. Le système performant qui a été retenu par la ville en fera dans ce domaine la première de la Région Parisienne.

La modernité ne fait pas oublier pour autant le plaisir de vivre. La ville a considérablement augmenté ses espaces verts. Des squares ont été aménagés à différents endroits de la ville et la Municipalité a acquis 11 000 m<sup>2</sup> de parc et de jeux pour les enfants.

Sur le plan culturel, un théâtre crée chaque année une pièce tirée des littératures étrangères en en assurant la traduction et l'adaptation.

Pour la bibliothèque municipale, un magnifique projet ultra moderne

évoquent la "qualité de la vie" qu'ils jugent supérieure à celle d'autres villes. Cette expression traduit le sentiment d'un équilibre. Équilibre géographique, équilibre entre le côté ville et le côté nature, équilibre humain par la rencontre entre des gens de diverses générations, conditions, religions et convictions.

Antony, ancienne dépendance de l'Abbaye Saint-Germain-des-Près puise dans son riche passé les forces qui lui permettent de répondre mieux que beaucoup au défi de l'avenir.

Un Français sur 1000 a choisi de vivre à Antony, tout un symbole pour ce jeune Député-Maire qui sait plaider pour sa ville, n'est-il pas Avocat de profession ?

## SUCCÈS

### HENRI SANNIER : BONSOIR MONSIEUR LE MAIRE !

FR3 risque de perdre 400 téléspectateurs d'un coup le 7 septembre prochain à 20 heures et ANTENNE 2 va tous les récupérer. La raison en est bien simple, c'est que Monsieur le Maire d'EAUCOURT-SUR-SOMME en Picardie, Henri SANNIER, va présenter à partir de ce soir-là le Journal Télévisé de 20 heures sur cette chaîne, après avoir animé avec Ghislaine OTTENHEIMER le journal de 19 à 20 heures sur la 3 avec le succès que l'on sait.

Henri SANNIER, 40 ans, marié, père de deux enfants, est Maire de la Commune depuis deux mandats. Sa fierté : avoir fait bouger son village sur le plan de l'environnement en plantant entre autres plus de 1200 arbres.

Il a confiance en son village. Signe de bonne santé : 60 enfants seront présents à la rentrée scolaire dans les trois classes de l'École Communale.

Entouré de 11 conseillers, il assure la gestion communale d'un budget annuel de un million de francs.

Le projet qui lui tient le plus à cœur : la construction d'une Salle des Fêtes et de deux courts de tennis.

Dans la Commune tout le monde tutoie ce Maire chaleureux qui assure tous les dimanches une permanence en Mairie pour être davantage à l'écoute de ses concitoyens.

Henri SANNIER présentera le Journal Télévisé de 20 heures, en alternance avec Daniel BILLALIAN. Il restera peut-être un jour dans le Guide des Records comme étant le Maire de France qui passe le plus à la télévision, à moins qu'il ne devienne le Maire Journaliste qui gagne la bataille de l'audience du sacro-saint Journal Télévisé de 20 heures.



Henri SANNIER, Maire d'Eaucourt-sur-Somme.

## BUSTE

### UNE MARIANNE "CANON"



l'inspiration de Roger-Louis CHAVANON, sculpteur-médailleur et portraitiste, à la demande de la SEDI, célèbre fournisseur des Collectivités Locales qui a son siège à Uzès.

Pour créer ce nouveau buste, l'artiste s'est d'abord livré à un diagnostic de tous les bustes existants. Pour lui, Marianne n'est ni Bardot, Mathieu ou Deneuve, elle est une star, mais aussi une déesse. La Marianne est surtout la seule femme qui appartient et doit être accessible à toutes et à tous.

Cette Marianne va être éditée en bronze par les Monnaies et Médailles de Paris. Que les puristes se rassurent, elle sera aussi éditée en plâtre. Elle rejoindra ainsi, sur les étagères des Ateliers de Moulage du Louvre ses illustres consœurs signées Enjalbert, Poisson ou Aslan.

Elle sera de bronze... Une nouvelle Marianne vient d'être créée à

## CASQUES VERTS

### DES "ENTREPRISES CITOYENNES" AU SECOURS DU MASSIF DES MAURES



En 15 années, plus de 75 % des surfaces boisées des Communes du Plan de la Tour, Les Arcs, Grimaud, Vidauban, Cogolin, Les Mayons, La Mole, Sainte-Maxime, Roquebrune, Bormes et Le Rayol ont été détruits par des incendies de forêt. Aussi, cette année, le Ministère de l'Intérieur a lancé une vaste opération de surveillance de la forêt varoise intitulée "Opération Casques Verts", avec des moyens financiers que seul le partenariat rendait possibles : 25 % à la charge de l'État, 75 % financés par six "entreprises citoyennes" (BULL, ELF, RENAULT VL, RHONE-POULENC, THOMSON, EDF-GDF).

Depuis le 1<sup>er</sup> juillet, 40 motocyclistes et cyclistes sillonnent les forêts des Maures et de l'île de Porquerolles. Ils scrutent la moindre fumée suspecte, renseignent les touristes et les informant du danger. Bilan : 44 départs de feu signalés et maîtrisés, plusieurs piéges à feu dénichés.

Cette première a été encouragée par Charles PASQUA, Ministre de l'Intérieur, et menée par Dominique VESCOVALI son Chargé de Mission. Cette action de prévention exemplaire a fait l'unanimité des Eus Varois et les résultats encourageants ouvrent des perspectives dignes d'intérêt.

MAIRIES DE FRANCE  
Rédaction, réalisation : Christian HOYOS  
RELATIONS PUBLIQUES DE FRANCE  
Place Beauvau - 94, rue du Faubourg-Saint-Honoré - 75008 PARIS - Tél. (1) 42.66.26.16  
Photocomposition/Montage : TYPELEC, 92300 LEVALLOIS  
Prochaine parution : 24 septembre 1987



# MAIRIES DE FRANCE

## COMMUNICATION

### DOMINIQUE BAUDIS ENCOURAGE À TOULOUSE LA PREMIÈRE VRAIE TÉLÉVISION LOCALE



Une grande première nationale pour un Maire professionnel de la Télévision.

Les collectivités locales portent un intérêt marqué à la communication et aux médias locaux : la participation des villes à la mise en place des réseaux câblés en est, depuis quelques années, un témoignage révélateur. Une décision récente de la CNCL ouvre désormais une possibilité nouvelle : celle de créer des télévisions locales, diffusées sur une fréquence propre ou en décrochage d'une chaîne préexistante. C'est ainsi qu'un premier appel aux candidatures a été lancé en juillet pour la création d'une télévision locale indépendante : il concerne Toulouse et son agglomération. Pour répondre à une telle éventualité, la SLEC de Toulouse-Bagnac (Société Locale d'Exploitation du Câble, dans laquelle la Ville de Toulouse détient la majorité des parts), la Banque Courtois, la Dépêche du Midi et la Compagnie Générale des Eaux (opérateur du futur réseau câblé toulousain) ont conjointement préparé, depuis plusieurs mois, un projet de télévision hertzienne à Toulouse, auquel seront associés différents autres partenaires locaux. Cette télévision, diffusée sur une fréquence propre, est conçue comme indépendante - bien que complémentaire - du réseau câblé, dont elle utiliserait toutefois les locaux et les moyens techniques.

#### UNE TÉLÉVISION DE PROXIMITÉ

Sa programmation - une heure par jour, au démarrage, plus la première année, une trentaine d'émissions de sports, de spectacles ou de ciné-clubs, et des émissions de télépromotion - serait complétée en fonction des perspectives économiques - et de l'offre de programmes, soit par une extension de sa programmation propre, soit par la retransmission de programmes proposés aux stations locales par des chaînes de télévision ou des producteurs. Centrée sur l'agglomération toulousaine et constituée, pour l'essentiel, d'émissions d'information et de direct, la Télévision de Toulouse se fonde sur un pari : il y a place en France, à côté des chaînes généralistes et des réseaux câblés, pour des télévisions de proximité, instrument d'information et d'animation des différents aspects économiques, professionnels, sociaux et culturels de la vie locale. Malgré le grave handicap que constitue aujourd'hui pour un média local, l'interdiction de la publicité pour le secteur de la distribution, il est envisagé de trouver, dans les différentes formes de publicité autorisées les ressources nécessaires au fonctionnement de la TV locale. Dans ce contexte la SLEC de Toulouse-Bagnac et ses partenaires déposeront, avant la fin du mois de septembre, un dossier de candidature auprès de la CNCL. Les télévisions locales, leurs relations avec les réseaux câblés, leur équilibre économique, et le rôle qu'elles peuvent jouer dans l'animation de la vie locale, feront l'objet d'une des tables rondes du prochain MAIRIE-EXPO à Toulouse.

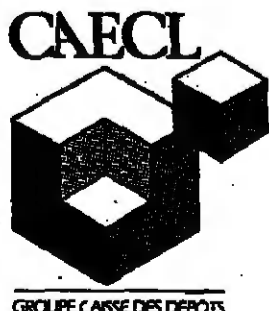


Depuis plus de 20 ans, la CAECL apporte aux collectivités locales son appui dans toutes les étapes de réalisation de leurs projets. Aujourd'hui, pour répondre aux nouveaux besoins exprimés par ses clients, la CAECL leur offre une gamme complète de produits et services : produits de financement court terme, prêts en devises, prêts renouvelables, crédit bail, ingénierie financière pour les grands projets locaux ou l'aménagement de la dette, accès à des logiciels d'aide à la gestion et à la décision.

Saint-Jean-de-Monts est sans doute l'une des stations de la côte Atlantique qui connaît les déséquilibres saisonniers les plus importants : 5 500 habitants en hiver, 130 000 en été. Il était primordial de tenir compte de cette contrainte démographique quand s'est posé le problème de construction d'un nouveau marché couvert. Il fallait à la fois conserver une échelle humaine pour que les installations puissent servir facilement en hiver, et éviter un modernisme brutal qui aurait déçu aux habitants et aux touristes amateurs de style vendéen traditionnel. Le choix s'est porté sur une construction moderne pratiquement circulaire de 900 m<sup>2</sup> recouverte de tuiles romaines, au milieu d'une place permettant l'installation de commerçants saisonniers à découvert. Cette opération visait également à revivifier le centre ancien. La station poursuit en effet son développement vers l'intérieur des terres et non plus en front de mer. Le "vieux" village voit ainsi sa vocation de centre renaitre. Chaque nouvel équipement doit participer à ce rééquilibrage de la commune. Le marché a donc été construit dans le centre ancien.

La solution CAECL. Pour cet investissement Saint-Jean-de-Monts devait faire appel à l'emprunt et s'est naturellement tourné vers la CAECL qui contribue largement à l'aménagement des stations balnéaires vendéennes. La CAECL a apporté plus de 80 % du financement. La Direction Régionale, implantée à Angers a rapidement monté l'opération en collaboration avec les services techniques communaux. Le financement s'est fait en trois étapes, au fur et à mesure du déroulement du chantier. En tout, la CAECL a versé 4,1 millions de francs.

La CAECL finance les collectivités locales.



GRUPE CASSE DES DEPOTS

## FÊTES ET CÉRÉMONIES



Pierre RIVALDI, Maire de DIGNE (Alpes de Haute-Provence) a reçu samedi 22 août dans la Maison Communale Monsieur François MITTERRAND, Président de la République, qui effectuait un voyage officiel à l'occasion de l'inauguration des nouveaux bâtiments de l'Hôtel du Département des Alpes de Haute-Provence. A cette occasion, il a offert au Président de la République, un magnifique tableau. François MITTERRAND a effectué les réceptions dans les Hôtels de Ville de France. N'oublions pas qu'il fit pendant plusieurs mandats Maire de Châteauneuf.



Pierre CARDIN, délégué Ambassadeur de la Haute Couture Française à travers le Monde, compte désormais un titre de plus, celui de Maire du Faubourg-Saint-Honoré. Il a été élu par ses amis au cours d'une grande réception qu'il organisait avec Alain TRAMPOGLIERI, Président des RELATIONS PUBLIQUES DE FRANCE et Commissaire Général de MAIRIE-EXPO, à la veille du 14 juillet, dans les Salons du MINUMS situés rue du Faubourg-Saint-Honoré, face au Palais de l'Élysée.



Edgar FAURE, Président de la Mission pour la Commémoration du Bi-centenaire de la Révolution Française, souhaite associer les Communes de France à la célébration de 1789. Il sera présent à MAIRIE-EXPO pour informer les élus sur les différentes manifestations du Bi-centenaire. Il a évoqué avec Alain TRAMPOGLIERI l'idée d'organiser un grand banquet des Maires de France en 1989.



Poursuivant sa participation à la vie culturelle des Régions, la Compagnie AIR INTER présidée par Pierre EELSEN a parrainé pour la troisième année consécutive le Festival Gérard PÉLLEPE de RAMATUELLE qui anime avec beaucoup de talent Jean-Claude BRILLAY, Albert RAPHAËL, Maire de RAMATUELLE, a reçu pendant le Festival de très nombreuses personnalités parmi lesquelles François LÉONARD, Hervé de CHARENTTE, Gérard LONGUET, Simone VIEL, Jack LANG, Jean-Pierre FOURCADE, Yves MOUROUSSI, Régine, Danièle EVENOUX, Françoise LALANNE, ainsi que de nombreux chefs d'Entreprise qui ont participé au parrainage de ce festival.



MABROUK Junior, le chien vedette de l'émission du samedi après-midi sur TF1 "30 MILLIONS D'AMIS" sera l'un des invités de marque de MAIRIE-EXPO 87 à Toulouse. Accompagné de son maître et producteur, Jean-Pierre HUTIN, il viendra remettre à un Maire de France le Ruban d'Honneur de "30 MILLIONS D'AMIS" récompense décernée à la ville de France qui aura le plus œuvré pour faciliter la vie des maîtres et de leurs animaux de compagnie.

## Après le meurtre de... Philippe Bidart et sa compagnie... malgré les barrages de...

Après le meurtre de Philippe Bidart, la compagnie de son épouse a été arrêtée malgré les barrages de la justice. Les enquêteurs ont découvert que Bidart avait été assassiné par un membre de sa propre famille. Les autorités ont lancé une vaste opération de recherche pour identifier les autres personnes impliquées dans le crime.

## M. Pasqua : dans certaines affaires... à jouer contre la sécurité de l'Etat

M. Pasqua a déclaré que dans certaines affaires, il y a un jeu de cache-cache entre les services de sécurité et les éléments suspects. Il a souligné l'importance de renforcer les mesures de protection pour garantir la sécurité de l'Etat et prévenir de telles tentatives.

## La presse française globalement optimiste

Un sondage indique que la presse française est globalement optimiste quant à l'avenir du pays. Les journalistes expriment une confiance accrue dans les politiques gouvernementales et une confiance renouvelée dans l'économie nationale.

## Le rôle de l'apoptose

Les scientifiques ont découvert le rôle crucial de l'apoptose dans le développement et le maintien de l'équilibre des tissus. Ce processus de mort cellulaire programmée est essentiel pour éliminer les cellules endommagées ou en excès.

## La NASA manœuvre

La NASA manœuvre pour placer son satellite de surveillance dans une orbite précise. Les ingénieurs ont réussi à ajuster la trajectoire du satellite grâce à une série de manœuvres complexes.

## C'est un effet de la dette

C'est un effet de la dette qui explique certaines tendances économiques actuelles. L'augmentation des obligations publiques a entraîné une hausse des taux d'intérêt, affectant le secteur privé.

## Nouvelle incipitation après...

Nouvelle incipitation après la mise en œuvre de la loi de décentralisation. Les collectivités locales commencent à bénéficier de plus de compétences et de ressources.

مكتبة القرآن



سنة 1987

# Société

Le Monde ■ Samedi 29 août 1987 11

## JUSTICE

### Après le meurtre du gendarme Roger Buschmann Philippe Bidart et sa compagne ont pu gagner Bordeaux malgré les barrages de gendarmerie

BORDEAUX  
de notre correspondant

La police et la gendarmerie des cinq départements aquitains (Dordogne, Lot-et-Garonne, Pyrénées-Atlantiques, Landes et Gironde) recherchent toujours, depuis le 25 août, Philippe Bidart, chef prénommé du mouvement autonomiste basque Iparratarak, considéré

comme le meurtrier du gendarme Roger Buschmann. Est aussi recherchée Lucienne Fourcade, vingt-quatre ans, qui a pris la fuite en compagnie de Philippe Bidart après la fusillade de Port-Maguide, près de Biscarrosse. Les forces de police de gendarmerie des Hautes-Pyrénées se sont jointes jeudi à celles des cinq départements aquitains.

Au total, quinze cents hommes, dont les deux brigades de recherche des gendarmes de Pau et de Bordeaux, chiens et plusieurs hélicoptères sont mobilisés.

Le capitaine Saez, chef de la brigade de recherche de la gendarmerie de Pau, a dirigé l'enquête. La tactique a été modifiée au cours de la journée du 27 août : le plan Epervier (bouclages et barrages des routes) a été abandonné au profit de patrouilles systématiques et de contacts avec la population. Hôtels, campings, restaurants, forêt landaise et zones urbaines sont ainsi visités, ce qui aurait permis de retrouver le lieu de passage du couple près d'Arcachon.

Le plan Epervier avait été déclenché le 25 août après la fusillade de Port-Maguide (Landes). Philippe Bidart et Lucienne Fourcade, après avoir abandonné leur 4 L, s'étaient emparés sous la menace d'une Ford Sierra bleue appartenant à des militants allemands.

Durant quelques heures, dans la nuit du 25 au 26 août, une partie des forces de police a été dispersée à la recherche d'une fausse piste, celle du Golf GTI. Philippe Bidart et Lucienne Fourcade se sont-ils glissés à travers les cordons d'Epervier ? En tout cas, la Ford Sierra bleue a été retrouvée, jeudi 27 août en Gironde, d'après-midi, par une patrouille de police à Bordeaux, à quelques centaines de mètres de la caserne Batesti, siège de la Région de gendarmerie d'Aquitaine.

Judi soir, on ne disposait cependant pas de témoignages précis sur le date d'abandon du véhicule : soit le 26 août, soit le 27 août, les deux véhicules restent introuvables.

Les obsèques du gendarme Roger Buschmann devaient avoir lieu le 28 août à 15 heures à Biscarrosse, en présence du ministre de la Défense, M. André Girard, qui devra se rendre au chevet du maréchal des logis-chef Guy Chevanton, à l'hôpital d'Arcachon.

GINETTE DE MATIJA

### Dans une interview au « Nouvel Observateur » M. Pasqua : dans certaines affaires « on joue contre la sécurité de l'Etat »

Dans son édition du vendredi 28 août, l'hebdomadaire le Nouvel Observateur publie une interview de M. Charles Pasqua, ministre de l'Intérieur, dans une enquête sur « Le pouvoir des journalistes ». Sont évoqués les rapports entre la presse et le pouvoir d'Etat entre M. Pasqua et les journaux. C'est ainsi que le ministre en vient à donner son avis sur deux « affaires » traitées par le Monde : Greenpeace et le Carrefour du développement.

Selon le ministre de l'Intérieur, « dans l'affaire Greenpeace, on a joué contre la sécurité de l'Etat. Si, à ce moment-là, j'avais eu des responsabilités de conduite des affaires de l'Etat, il y a des gens qui se seraient retrouvés devant la justice. Ce, la ne les aurais pas lâchés ». M. Pasqua « ne veut citer personne », mais affirme que « lorsqu'une enquête, conduite par des journalistes, en arrive à se faire l'auxiliaire des services étrangers, à dévoiler le fonctionnement des services secrets, à donner les noms, les véritables noms des agents secrets, voire à publier leur photo, on est là dans un domaine qui frise la trahison. N'oubliez pas qu'il y a dans le monde des gens qui ont travaillé avec ces agents identifiés et qui, lorsqu'ils risquent leur peau ».

La presse française « globalement honnête »

En ce qui concerne l'affaire du Carrefour du développement, M. Pasqua se retranche, une nouvelle fois, derrière le secret :

### Un appelé est condamné à quatre mois de prison pour insultes à un capitaine

Un appelé du 21<sup>e</sup> régiment d'artillerie de Carpiagne a été condamné, le jeudi 27 août, par le tribunal de Marseille à quatre mois de prison ferme pour avoir insulté un capitaine.

Le 14 août dernier, Fabrice Mistrangelo, dix-neuf ans, apprenti peintre originaire de Marseille (Hérault), incorporé au 21<sup>e</sup> régiment d'artillerie le 1<sup>er</sup> juin à l'occasion du camp. Le militaire, qui a un rapport de boutons sur le visage, le dos et le ventre, n'est pas rasé et porte un

Sa tenue négligée provoque le mécontentement de son supérieur, qui le convoque à la consultation. A titre de sanction, le jeune homme est affecté à une corvée de balayage. Il est ensuite convoqué chez le capitaine. Au cours de l'entretien, Mistrangelo a notamment traité l'officier de « con ».

Il quitte le camp le 20 août, appelé à Marseille pour le motif de sa punition mais refuse d'être présenté au colonel. Il est placé sous mandat de dépôt trois jours plus tard à la maison d'arrêt de Marseille et y est détenu jusqu'au jour de l'audience.

Le tribunal a condamné Fabrice Mistrangelo à une peine couvrant sa détention préventive. La condamnation ne sera pas inscrite au casier judiciaire.

● Nouvelle inculpation après l'accident du téléseige de Luz-Ardiden. — M. José Leduc, cinquante-trois ans, ancien directeur technique de la société grenobloise Moritz Meunier, constructeur du téléseige de Luz-Ardiden, qui s'est effondré en mars dernier (six morts et trente-huit blessés), a été inculpé jeudi 27 août à Tarbes (Hautes-Pyrénées) d'homicide et de blessures involontaires.

Au moment des faits, M. Leduc était chargé de la coordination des bureaux d'études. Selon les experts, l'accident, trois semaines après la mise en service du téléseige, était dû à une erreur de conception de l'ancrage de l'appareil.

défense : « Que la presse se soit intéressée à cet aspect de l'affaire (du vrai-faux passeport), ça me paraît normal. Mais qu'elle ait tiré un certain nombre de conclusions et qu'elle ait affirmé un certain nombre de choses sans avoir aucune preuve, ça ne me paraît pas normal. Pour ma part, j'ai le devoir de faire en sorte que les services de renseignements soient à l'abri d'un certain nombre de mésaventures, par exemple que l'on sache, comment sont établis, et par qui, les documents dont on a besoin. Cela, ce n'est pas possible de le dire. Parce qu'il y a un certain nombre de gens qui, à l'étranger, jouent leur vie pour défendre la sécurité de la France ».

Reste qu'il faut du compte, M. Pasqua trouve la presse française « globalement honnête », malgré « naturellement, quelques excès ». « Le ministre de la Défense », dit-il, « vous savez, je crois que si demain je faisais une interview à n'importe quel journal, il la prendrait... »

## SCIENCES

### Le tir de la nouvelle fusée d'appoint reporté de deux jours La NASA manque un rendez-vous important

Dans les collines désertiques de l'Utah, non loin de Brigham City, la Nasa a voulu tirer cinq cents perles de métal, le jeudi 27 août, pour un spectacle peu ordinaire : le premier tir en vraie grandeur de la nouvelle fusée d'appoint de la navette américaine. Mais les invités ont dû repartir sans avoir rien vu : plusieurs interruptions inattendues du compte à rebours, l'essai a été reporté de 48 heures. Rendez-vous est donc pris, samedi, à 19 heures (heure de Paris).

Ce n'est pas « un échec pour nous que le test soit repoussé ». Par ce commentaire, le responsable du programme navette, M. Richard Truly, résume toute la déception éprouvée tant par la Nasa et le fabricant des propulseurs, la firme Morton Thiokol, que par tous ceux qui suivent de près le programme spatial américain. L'essai du propulseur est en effet une étape cruciale que la Nasa avait prévu avant de faire voler à nouveau la navette Discovery dont le prochain départ est prévu — selon les plus optimistes — en juin 1988.

C'est en fait la défaillance de l'un de ses propulseurs à poudre qui avait provoqué, en janvier dernier, l'explosion de Challenger et la mort de ses sept astronautes. La commission d'enquête sur l'accident avait plus précisément incriminé les joints reliant les différents segments de ce « booster ». Les joints dont le manque d'étanchéité avait permis qu'une flamme s'échappe et rongé l'attache métallique maintenant le propulseur. Ce dernier avait alors pivoté et percé l'énorme réservoir externe de la navette, provoquant l'explosion de ses 700 tonnes d'hydrogène et d'oxygène liquides.

Aussi la commission d'enquête a-t-elle fermement recommandé qu'en matière de joints, on reparte à zéro et que ces éléments soient redessinés puis testés dans des conditions ressemblant le plus possible à celles des tirs réels. C'est à cette tâche que s'est attelée l'entreprise Morton Thiokol, dépensant pour cela plus de 400 millions de dollars. Le nouveau système d'assemblage comporte

trois joints au lieu de deux. Une bride double lèvre a d'autre part été ajoutée pour améliorer l'étanchéité de l'ensemble et éviter que les joints se distordent lors de la mise sous pression. Enfin, une chaudière a été placée autour de la bride pour empêcher le caoutchouc des joints de se rigidifier lorsque la température extérieure est élevée.

Le propulseur amélioré — sans ses nouveaux joints — avait déjà été testé à la fin du mois de mai. Aussi les responsables de Morton Thiokol se disaient-ils « satisfaits » de l'essai de mise à feu de la fusée complète, bardée de plus de 500 capteurs pour surveiller ses principaux composants. Mais jeudi, le compte à rebours a été interrompu quinze heures (21 heures heure française), les techniciens ayant constaté la rupture d'une canalisation qui aspire d'eau le refroidissement du propulseur pour le refroidir après le test. Reprogrammée pour 23 heures, la mise à feu a été une nouvelle fois arrêtée : l'ordinateur de contrôle des opérations n'a pas pu confirmer le bon fonctionnement des turbines chargées de fournir la pression hydraulique nécessaire à la mise en mouvement de la fusée. Finalement, le tir a été reporté de quarante-huit heures.

Ces incidents techniques proviennent d'équipements nécessaires aux essais, et ne concernent pas directement le propulseur. Il n'empêche. Cet engin, haut de 48 mètres et chargé de 300 tonnes de carburant solide, devra rester deux jours de plus sur la aire d'essais de la firme Morton Thiokol. Une attente qui semblera longue aux responsables de la Nasa, comme à ceux du constructeur des fusées d'appoint. Ces derniers ne sont d'ailleurs pas au bout de leur peine : même en cas de succès, samedi, il leur faudra réussir bien d'autres tests avant que la navette puisse reprendre la direction de l'espace.

ELISABETH GORDON.

## MÉDECINE

### L'épidémie de SIDA M<sup>me</sup> Dufoux appelle aux médecines douces

Dans une interview accordée à l'hebdomadaire Pied Hebdo (1), M<sup>me</sup> Georgina Dufoux, ancien ministre des affaires sociales et de la santé, définit ce qui, selon elle, devrait être fait en matière de lutte contre le SIDA. « J'aurais, déclare-t-elle, deux messages à des chercheurs d'un autre ordre. J'accepterais que des gens qui ont une vision de la médecine au-delà de la médecine traditionnelle, comme l'acupuncture ou l'homéopathie... Selon M<sup>me</sup> Dufoux, qui, lorsqu'elle était ministre, avait créé une Fondation pour l'évaluation des thérapies alternatives, cela ne signifie pas qu'il faille diminuer le budget des recherches actuelles. « Bien au contraire », dit-elle.

(1) Daté 29 août-4 septembre.

### An Burundi : davantage de victimes que les principales maladies infectieuses réunies

M. Emile Mwaroha, secrétaire général du parti UPRONA (Union pour le progrès national), a indiqué, le jeudi 27 août, que six cent onze cas de SIDA avaient été recensés au Burundi depuis le début de l'année. « Cinq cent quinze personnes étaient mortes de cette maladie. Selon M. Mwaroha, le SIDA fait au Burundi quinze fois plus de victimes que la rougeole, la malaria, la dysenterie bacillaire, la tuberculose pulmonaire et le choléra réunis. Un comité national de lutte contre la maladie a été créé par décret présidentiel le 19 août dernier. Dans un premier temps, ce comité devra mettre en place un dispositif visant à détecter le virus du SIDA dans les lésions de sang destinées à la transfusion. — (A.P.P.)

## DÉFENSE

### Le marché des avions de combat Les Américains cherchent des partenaires en Europe

Les responsables de General Dynamics, producteur américain de l'avion de combat tactique le plus répandu dans le monde, le F-16 Falcon, ont entamé à Bruxelles, le jeudi 27 août, une campagne pour convaincre les européens de participer à la mise au point d'une nouvelle version de l'appareil, l'Agile Falcon. C'est dire que les Américains cherchent l'aide pour le développement de cet avion qui est en concurrence avec le projet français Rafale et, dans certains cas, avec l'avion European Fighter Aircraft (EFA) que projettent de construire la Grande-Bretagne, l'Allemagne fédérale, l'Italie et l'Espagne.

Le directeur des programmes internationaux de General Dyna-

mics, M. Dain Hancock, a indiqué que sa firme était prête à fournir, dès 1995, la version améliorée de l'Agile Falcon aux Européens intéressés, pour 15 millions de dollars pièce. Mais le programme de développement de cet avion (qui devrait avoir une vitesse plus importante, un moteur et une avionique modernisée) est estimé à 600 millions de dollars et la firme cherche des partenaires.

M. Hancock a dit avoir communiqué ses projets de son entreprise au gouvernement belge. Il semble acquis que ce dernier ne sera pas acquiescent à l'achat de l'avion qu'il choisira pour remplacer les F-16 et les Mirage-5 équipant sa flotte de quelque quarante avions de combat tactique. — (A.P.P.)

### La France et la RFA reprennent leur collaboration en matière d'armement terrestre

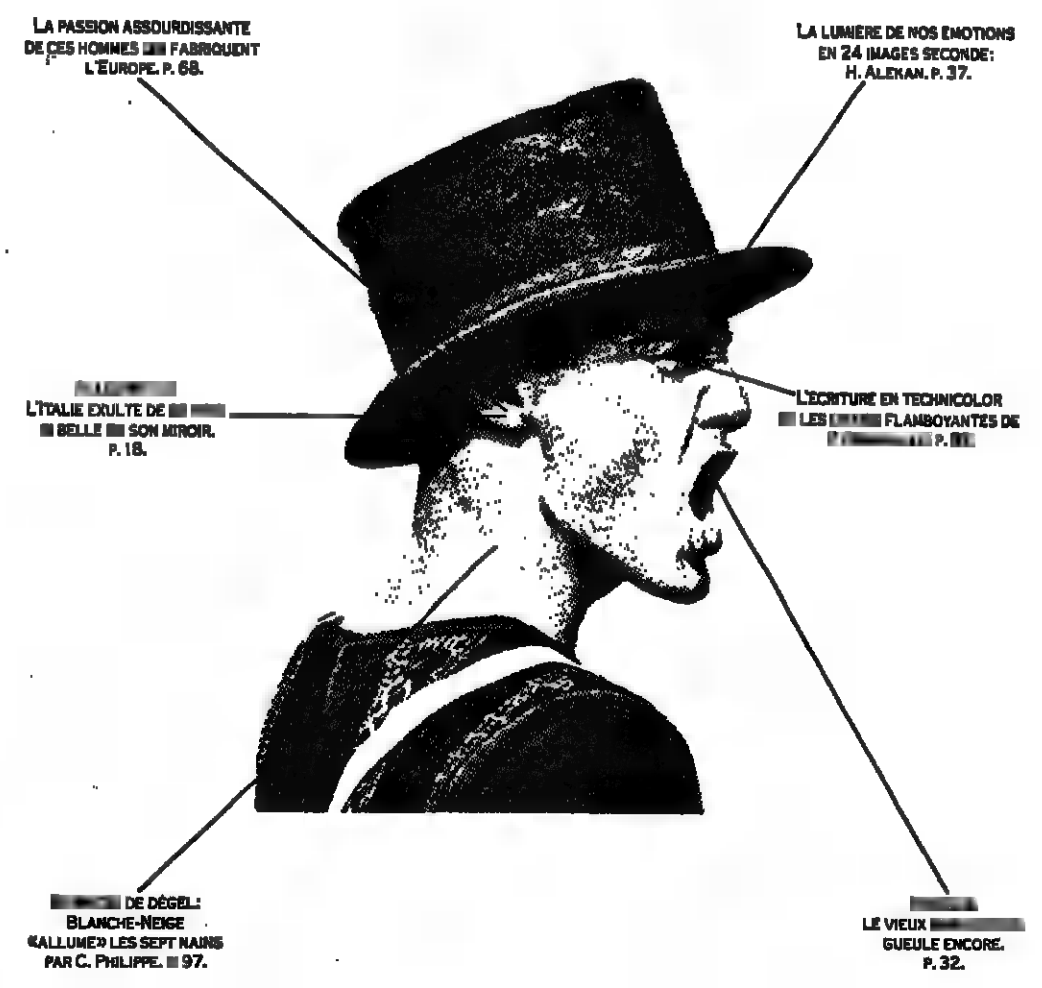
La France et l'Allemagne de l'Ouest ont décidé de reprendre ensemble un nouveau char de dépannage, a annoncé jeudi 27 août un communiqué du ministère de la Défense. L'accord a été conclu entre le Groupement industriel des armements terrestres (GIAT) — établissements armés qui fabrique et surtout assemble les systèmes d'armement — et la firme ouest-allemande Krupp-Mak, constructeur des chars Leopard-1 et Leopard-2.

A ce projet baptisé GIAT-MAK, dont l'établissement français sera le maître d'œuvre, l'entreprise allemande « apportera sa longue expérience des matériels de ce type dans la famille Leopard : char d'assaut, char de soutien de combat, char de génie », précise le communiqué.

GIAT sera responsable de l'intégration sur le char des composants spécifiques de la fonction grue, treuil, pelle, etc. Le prototype devra être prêt pour les essais en juin 1989 et les deux fabricants comptent sur un marché de plus de cent cinquante chars de dépannage à partir du début de la production, prévue en 1991.

Après l'engagement, pris en juillet dernier par Paris et Bonn, de construire un char de combat en coopération franco-ouest-allemande en matière d'armements terrestres, gelé depuis mars 1981, ce projet représente un pas de plus dans la coopération commune et a été abandonné au profit de la modernisation du véhicule Leopard.

## TOUS LES SENS SONT EN ÉMOIS



EMOIS  
LE PREMIER MAGAZINE CULTUREL A SENSATIONS.



# Société

## RELIGIONS

### Soixante-dix missionnaires assassinés en cinq ans

## Martyrs pour le temps présent

(Suite de la première page.)

Cette année touchera cette fois 117 missionnaires et martyrs au siècle dernier en Indochine par lesquels dix Français des Missions étrangères de Paris.

Établir une géographie de la répression antireligieuse aujourd'hui dans le monde n'aurait guère de sens. Outre le caractère partiel des informations recueillies, les silences liés à la crainte de représailles, il est difficile de distinguer l'origine des agressions: s'agit-il d'un acte religieux, d'un règlement de comptes, d'une forme réelle d'intolérance religieuse? C'est parfois cela à la fois. De même, on ne peut établir une comptabilité des prêtres ou laïcs victimes de leur foi et de leur engagement, en ignorant la répression massive et systématique dans des pays où n'existe pas la moindre diffusion de l'Évangile.

Les Églises locales, les instituts religieux et des congrégations missionnaires ont constaté que le nombre des arrestations, des expulsions, des emprisonnements ou des crimes touchant des prêtres, des religieux ou des missionnaires est en augmentation, notamment dans certains pays d'Amérique latine et d'Afrique.

Dans ce dernier continent, le plus tragique est celui du Burundi, où presque tous les missionnaires, à quelque congrégation ou pays qu'ils appartiennent, ont été expulsés en moins de dix ans au vu de la loi (le Monde 27 août). Les blancs comptent à ce jour vingt au Burundi, près de deux cent cinquante missionnaires; il ne reste plus que neuf aujourd'hui.

Cette même année missionnaire, fondée en 1861 par le cardinal Lavigne, aujourd'hui implantée dans cinq pays d'Afrique, a également perdu le 12 mai 1984 M. Mellard, un Ougandais, abattu alors qu'il se rendait dans une zone près de Kampala. Le 3

1985, Georges Bodinier, en Afrique du Sud, était assassiné par un Blanc. Quelques mois plus tard, un prêtre du diocèse d'Alger, Jean Marie Jodet, était lui aussi tué et au

tiens subissent de plein fouet l'effet de campagnes anticléricales de tensions raciales et tribales. Nombreux sont aussi les chrétiens qui, en Amérique latine, paient

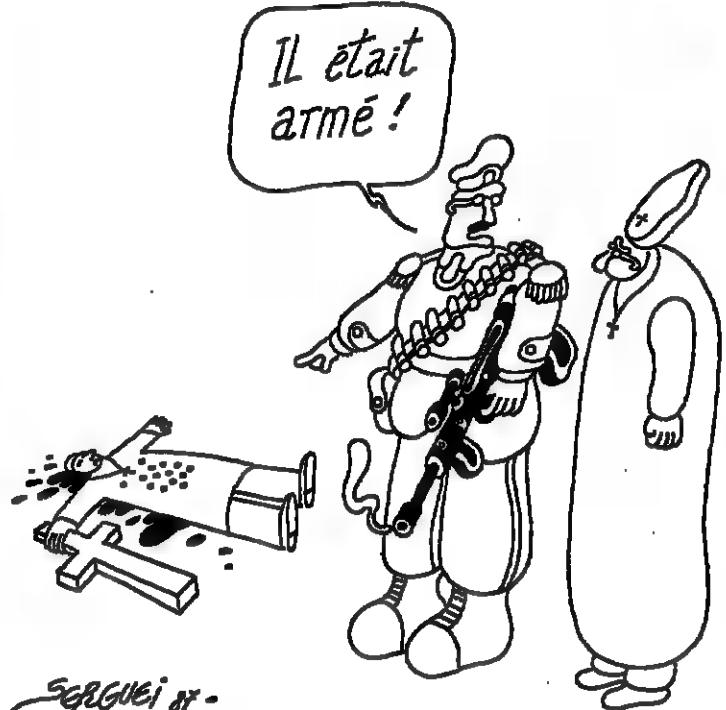
grands propriétaires terriens. Dix évêques, une centaine de religieux, une cinquantaine de prêtres, rapportent des témoignages, se sont pressés à ses obsèques.

Le Père Josimo fait aujourd'hui figure de martyr pour les petits paysans (« poseros ») du Brésil en lutte. Mais son cas est loin d'être unique. Du 15 mars 1985 à mai 1986, observe un texte signé à la fois par la Centrale unique des travailleurs et la Conférence des évêques du Brésil, 2 prêtres, 2 pasteurs, 2 religieux, 13 syndicalistes, 184 travailleurs ruraux et 17 Indiens ont été tués. La plupart de ces crimes seraient restés impunis.

Au Chili, deux ans après l'assassinat du Père Jarlan, trois autres prêtres français ont été expulsés en septembre 1986 par le régime de Pinochet, tandis que, dans l'Argentine revenue à la démocratie, la lumière n'a toujours pas été faite sur les circonstances de la mort du Père Gabriel Longueville, le 18 juillet 1976, ni sur celles de Mgr Enrique Angelelli, le 4 août suivant au cours d'un « accident » de la route et de deux religieuses françaises des Missions étrangères, Aline Duquet et Léonie Duquet, arrachées en 1977 à leur communauté chrétienne mortes sous les coups d'un officier de marine.

La dernière grande vague répressive remonte, sur le continent asiatique, aux années 1974-1976. Tous les missionnaires français et étrangers ont été alors chassés du Vietnam, du Laos et du Cambodge. Aucun n'a pu revenir sur place, sauf à l'occasion de missions humanitaires. Il n'y a plus d'Église au Cambodge.

Sur 116 prêtres des Missions étrangères de Paris qui ont quitté le Sud-Est asiatique au cours de ces événements — plusieurs étaient évêques —, plus de la moitié sont repartis en mission dans d'autres régions du monde, dont deux venus du Laos, les Pères Camille et Gourion, ont payé au Brésil de près de trois ans de prison leur solidarité avec les petits paysans.



SERGUEI ST.

autre Père blanc, Paul Martz, agressé à l'Église Notre-Dame d'Afrique à Alger. Des prêtres spirituels ont également été tués ces dernières années au Angola.

La situation faite aux prêtres autochtones ou aux religieux étrangers en Afrique varie beaucoup d'un pays à l'autre d'une période à l'autre. Outre le Burundi, les plus touchés sont aujourd'hui le Bénin et le Nigeria, des pays où les Églises sont directement affrontées à l'impérialisme de l'islam, l'Ouganda, Madagascar, l'Angola, le Mozambique et l'Afrique du Sud où les chré-

tiens subissent de plein fouet l'effet de campagnes anticléricales de tensions raciales et tribales. Nombreux sont aussi les chrétiens qui, en Amérique latine, paient

fois de leur vie, leur « option prioritaire en faveur des pauvres », dans la ligne de la théologie de la libération et des orientations arrêtées à Medellin (1968) et Puebla (1979) par les évêques locaux.

### La mort du Père Josimo

Ainsi, à Tavares, jeune prêtre noir, de la paroisse de la terre, assassiné le 10 mai 1986 dans le Nord-Brazil, est devenu le symbole à la fois de l'échec de la réforme agraire du président Sarney et de la répression menée par les

Quoique incomplet, ce tour d'horizon montre combien les risques de la mission des Églises chrétiennes ont changé. Autrefois, évangéliser et « civiliser » des populations dites primitives ou sauvages allaient de pair. Les persécution visaient des missionnaires à moitié religieux et à moitié soldats ou colons, bousculant les pouvoirs et les traditions établies. Le missionnaire était à la fois un apôtre et un héros.

Les relations entre les Églises européennes et les jeunes Églises autochtones ne sont généralement plus aujourd'hui des relations d'autorité, mais d'assistance mutuelle. Il n'est même pas rare, désormais, de voir des prêtres africains et asiatiques venir en France remplir des tâches qui, jadis, étaient réservées aux missionnaires.

Comme on l'a vu en Amérique latine, et de plus en plus en Afrique et en Asie, le « martyre » des prêtres et de missionnaires d'aujourd'hui est moins la conséquence d'une amorce conquérante de la foi chrétienne que d'un Évangile vécu comme un combat pour la justice et les droits de l'homme.

HENRI TINCO.

### Le cadeau du prince

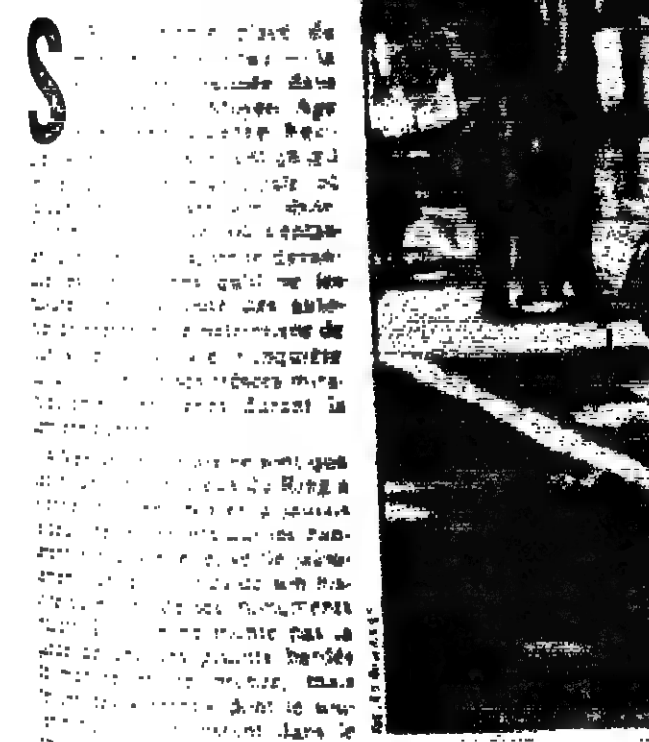
Charles-Antoine de Ligne, le prince issu d'une grande famille aristocratique belge, a fait don de sa chapelle de Thour (Deux-Sèvres) à la Fraternité sacerdotale Saint-Pie X de Mgr Lefebvre.

Cette chapelle date du seizième siècle. Elle dépend du diocèse de Poitiers. Le prince, propriétaire de l'État français depuis la Révolution. Sa chapelle était restée à la famille princière belge, originaire de Ligne dans le Hainaut, qui a fourni plusieurs grands hommes de guerre...

# Les pierres à vif de Cracovie

### Cracovie se souvient, dans ses monuments, dans son architecture d'avoir été capitale de la Pologne. Mais la Pologne se souvient-elle de Cracovie ?

par Régis Guyotat



La légende se souvient, jadis, de Cracovie, ville que Cracovie des siècles de Cracovie. Le roi Wladyslaw Jagello, le roi Wladyslaw Jagello, le roi Wladyslaw Jagello...

Le Week-end d'un chineur

Le week-end d'un chineur

Le week-end d'un chineur

Le week-end d'un chineur

Le week-end d'un chineur

Le week-end d'un chineur

Le week-end d'un chineur

Le week-end d'un chineur

## ENVIRONNEMENT

### Les dangers des embarcations à moteur près des côtes

## Des hélices meurtrières

Quatre morts et cinq blessés en quinze jours : c'est le bilan de trois accidents de la mer, qui ont eu lieu récemment sur la Côte d'Azur et dans lesquels sont impliqués des embarcations à moteur de forte puissance.

Le 11 août, dans l'après-midi, au large de l'île de Porquerolles, une vedette de 110 CV, filant à pleine vitesse, a heurté un enfant de sept ans qui se baignait. L'enfant a été grièvement blessé.

Le 19 août, à 22 heures, entre Beaulieu et le Cap-Ferrat, un hors-bord de 115 CV percute un voilier à deux personnes sont tuées, quatre autres blessées.

Le 24 août, près de l'île des Embiez, un vacancier tombe de sa vedette lors d'une fausse manœuvre : il est décapité par l'hélice d'un hors-bord.

Opération « coup de poing »

Ces trois accidents ne peuvent faire oublier le bilan dressé par le CROSMED, le centre de secours en Méditerranée : mille cent soixante-trois opérations de sauvetage ont été effectuées par ce centre entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 15 août, cent quarante-cinq ont eu pour cause l'imprudence des voiliers; quarante-cinq, des accidents de

plongée; deux cent trente-trois, des incidents mécaniques. Ces accidents se produisent par trente (dont treize pour les hors-bord) de plongée) et neuf disparus.

Depuis, la prolifération des embarcations à moteur de forte puissance représente un danger de plus en plus grand, notamment en période estivale où les rades de Toulon, d'Hyères, de Saint-Raphaël ou de Saint-Tropez sont aussi fréquentées par des milliers de plaisanciers. C'est pourquoi le commandant de la brigade de surveillance du littoral et les douanes unissent leurs efforts et lancent l'opération « coup de poing » dans le golfe de Saint-Tropez. Quarante-cinq procès-verbaux ont été dressés, dont deux tiens pour excès de vitesse.

Un record pour une vitesse de deux moteurs 640 CV, évoluant à 115 km/heure, dans une zone où la vitesse est limitée à 12 nœuds.

Connaître le code de la mer

M. Christian Maurand, directeur départemental des affaires maritimes, interroge sur la psychologie du pilote de bateau à moteur : « Le tableau de bord de ces petites voitures est très différent, ce sont des vacances sans tenir compte du vent, des vagues ou d'autres imprévus qui ne peuvent être évités d'un coup de frein. Pour eux, la mer est avant tout le domaine de la liberté, où l'on s'affranchit des contraintes de la vie en société. »

La mort de Didier Pironi et de ses deux coéquipiers sur une formule 1 de la mer ne semble pas avoir dissuadé ces inconscients de la vitesse. Elle aurait eu plutôt tendance à exalter un mythe auquel s'identifient, ignorant tout ou pres-

que de pilotage sportif. Pour ce qui concerne par exemple les « scooters de la mer », la législation (limitation de vitesse et interdiction à toute personne de moins de dix-sept ans) est rarement respectée. Les règles élémentaires de sécurité sont bafouées. Ainsi, à la fin du mois de juillet, un de ces scooters, vide de son pilote, s'est échoué sur la plage d'Hyères, parce que le pilote, projeté à l'eau, n'avait pas pu saisir le gouvernail, permettant l'arrêt de l'engin. Évoluant à une vitesse de 15 à 20 nœuds, ces scooters peuvent causer de graves accidents.

« Le code de la route existe, on a tendance à oublier que le code de la mer existe aussi, et il est beaucoup plus simple », remarque un officier du CROSMED, pour qui « l'inconscience sur mer est souvent beaucoup plus meurtrière que sur terre ».

JOSÉ LENZINI.

## LE WEEK-END D'UN CHINEUR

### FOIRES ET SALONS DU MOIS DE SEPTEMBRE

Amey (74) du 3 au 6 septembre; Bar-le-Duc (55), du 4 au 7; Ville-neuve-les-Avignon (84), du 4 au 13; Vézilly II (78), du 4 au 19; Lectoure (32), les 5 et 6; Paris-Village Saint-Paul, les 5 et 6; Moret-sur-Loing (77), les 5 et 6; Auch (32), du 11 au 14; Paris-Porte d'Orléans, du 12 au 13; Bourg-en-Bresse (01), du 11 au 20; Chevry-sous-le-Bignon (45), le 13; Epemont (28), du 18 au 20; Salbris (41), du 18 au 20; La Valette (83), les 19 et 20; Arles (13), du 19 au 27; Lagry (77), du 25 au 27; Nogent-le-Rotrou (28), du 25 au 27; Rennes (35), du 28 au 28; Xaroval (88), les 26 et 27; Durtal (49), le 27; Ivry (94), du 29 septembre au 4 octobre.

## REPÈRES

### Environnement

#### La Chine double son budget antipollution

Le gouvernement chinois a décidé de consacrer 33 milliards de francs (environ 55 milliards de dollars) pour combattre la pollution au cours du septième plan quinquennal (1986-1990). Cet effort spectaculaire est dû à la prise de conscience que l'air qu'on respire en Chine aujourd'hui est plus pollué que dans l'Europe des années 50. Les Chinois, en effet, cuisinent et se chauffent au charbon, ce qui entraîne une pollution atmosphérique intense en milieu urbain. Selon une enquête des autorités chinoises, quarante-cinq villes, sur cinquante-quatre étudiées, aujourd'hui souffrent de pollution atmosphérique plus acide. — (AFP.)

### Education

#### Nouveaux statuts pour les écoles normales supérieures

Cinq écoles normales supérieures — quatre en France et une au regroupement en Algérie — ont été rattachées à la rue d'Ulm (jusqu' alors réservé aux jeunes gens) et de Sévres — disposent de nouveaux statuts qui remplacent les anciens (décrets du 11 juillet 1986 et du 11 mars 1987) et qui n'ont jamais été appliqués parce qu'ils étaient considérés comme trop radicaux. Le 27 août M. Christian Philip, directeur des enseignements supérieurs. Ces nouveaux décrets, parus au Journal officiel du 27 août, ne changent rien aux missions de ces établissements, mais précisent le caractère d'autonomie des écoles et définissent de nouvelles modalités de direction. Deux conseils d'administration, qui comprennent vingt membres, dix élus par les enseignants et dix représentants supérieurs, quatre représentants du personnel d'enseignement, deux représentants des élèves, deux représentants administratifs et techniques. Puis un conseil scientifique, qui comprend six membres élus et six membres désignés par le ministre.

Le Monde ANNONCE REPRODUCTION INTERDITE L'IMMOBILIER

appartements, locations meublées demandées, fonds de commerce, Locations, Restaurant/Surface commerciale, pavillons, PACY-SUR-EURE, appartements achats, PROPRIÉTAIRES VOUS VENDEZ

A partir du vendredi 4 daté 5 septembre retrouvez dans le supplément « LE MONDE AFFAIRES » la rubrique d'offres d'emploi pour tous les cadres d'entreprise.

## ENVIRONNEMENT

### Des hélices meurtrières

Quatre morts et cinq blessés en quinze jours : c'est le bilan de trois accidents de la mer, qui ont eu lieu récemment sur la Côte d'Azur et dans lesquels sont impliqués des embarcations à moteur de forte puissance.

VENDEZ TOUTE L'ANNÉE LIVRES, DISQUES SACELP, société d'achat de la LIBRAIRIE JOSEPH GIBERT 2, rue de l'École-de-Médecine angle 20, BOULEVARD Saint-Michel Tél. : 40-16-02-15, 75006 Paris M. Odeon - RER Luxembourg

Handwritten signature or note at the bottom left of the page.



# Le Monde SANS VISA

## Les pierres à vif de Cracovie

Cracovie ■ souvent, dans ses monuments, dans son architecture, d'avoir été capitale de la Pologne. Mais la Pologne se souvient-elle de Cracovie ?



par Régis Guyotat

**S**UR l'immense place du marché (le Rynek) — la plus vaste ouverte dans l'Europe du Moyen Âge — quatre hectares, — les touristes jettent un œil amusé sur l'urne municipale où chacun peut déposer son obole. Ce tronc symbolique, où s'entassent quelques zlotys, irrite davantage les Cracoviens qu'il ne les rassure sur la volonté des autorités de préserver le patrimoine de leur ville. Cracovie s'inquiète aujourd'hui pour ses trésors miraculeusement épargnés durant la dernière guerre.

A Venise, les palais ne sont que décors de théâtre. Ceux du Ring à Vienne semblent porter à jamais le deuil des puissants qui les habitaient. Cracovie, elle, veille jalousement sur les Grands de son histoire au milieu de ses monuments intacts. La ville ne monte pas la garde devant des géants baroques de marbre et de bronze, mais devant des « héros » dont le souvenir bat à tout instant dans le cœur des Polonais. L'histoire fait vivre en Pologne. Sur le Rynek, des groupes de jeunes s'agglutinent dès le matin au pied de la statue de Mickiewicz, et des mains anonymes y déposent des fleurs.

Sur la butte du Wawel qui domine une boucle de la Vistule, Cracovie garde encore des airs de capitale, cathédrale et palais royal mêlés en un étrange corps à corps.

### Krak et le dragon

Le Krak est hugoïen. Comme tous les personnages, de légendes surnommé Bouche torse à Sigismond-Anguste Jagellon qui s'habillait tout de noir pour pleurer une princesse Radziwill, rois-guerriers du Moyen Âge pourfendeurs de chevaliers teutoniques, princes éclairés de la Renaissance, évêques aimés du peuple, retranchés, souvent à face, derrière ces hauts murs.

*Corpora dormiunt, vigilat anima.* La phrase inscrite au-dessus de la crypte royale résonne comme un avertissement. La mémoire de la Pologne, y compris contemporaine, se trouve dans la galerie de tombeaux : le maréchal-président Pilsudski y repose, tout comme le bouillant Thadée Kosciuszko, âme de la résistance contre les Russes lors du dernier partage de la Pologne (1795). D'un geste large, sur un cheval piaffant, aux portes de



Wawel, le général salme la ville à ses pieds.

La légende se mêle toujours joyeusement, et cruellement, à l'histoire. C'est aux environs de l'an mille que Cracovie devient le siège du royaume. Le Wawel était déjà citadelle. Le roi Krak y avait terrassé un terrible dragon en lui mettant le feu au ventre pour l'obliger à boire l'eau de la Vistule jusqu'à ce qu'il s'éteigne. Casimir le Grand (1333-1370) fit bâtir, dit-on, une Pologne de bois, et la laissa de briques et de pierre.

L'année 1257, sous Balduin le Pudique, s'éleva au-dessus du Rynek un milieu de larges rues en damier d'une surprenante modernité : une ville de sept mille habitants. 1364, Casimir, fut aussi une année faste : la cathédrale gothique du Wawel était ouverte, la première université créée, tandis que s'achevaient Notre-Dame et la halle aux draps sur le Rynek.

A la Renaissance, sous la direction de Francesco le Florentin et de Berecci, le château royal prit sa forme définitive avec sa cour intérieure à colonnades. Dans le domaine de l'esprit, la Cracovie de Nicolas Copernic montrait une belle précocité. L'Eglise finit par prouver d'une étonnante tolérance à l'égard de la Réforme et des sectes persécutées et la Pologne méritait alors son nom de « pays sans tâches ». (1). Faute d'habi-

tiers, Jagellons — une « République nobiliaire ». La monarchie devint élective. Le siège de la Diète se déplaça à Varsovie. Cracovie perdit son rang de capitale politique (1596).

Mais pas de capitale affective et de cœur culturel. Si bien qu'aujourd'hui, la rivalité est inévitable. « En reconstruisant la ville après la guerre, le nouveau pouvoir voulut imposer définitivement Varsovie de gravité de la Pologne. Il fallait mettre fin à la concurrence culturelle de Cracovie. Mais les Polonais font toujours le pèlerinage de Cracovie et pas celui de Varsovie », dit un dirigeant de Solidarnosc.

### Baroque et UNESCO

À Varsovie, « l'ordre règne », pour reprendre une phrase tristement célèbre. Cracovie « médite », réfugiée dans une sorte de « Londres intérieur » selon l'expression d'Elf. Dutilleul. On ne peut reprocher au visiteur de préférer l'architecture foisonnante de l'ancienne capitale à la restauration laborieuse et minutieuse du vieux Varsovie, et à la Tour de Babel du Palais de la Culture, cadavre de l'urbanisme soviétique, qui se dresse dans la capitale comme une réplique au Wawel.

Les vieux Cracoviens aiment à marquer la différence, sans trop se soucier des malheurs de Varsovie qui a reconstruit pierre par

Pierre, pignon par pignon, le cœur de sa cité. La dernière guerre et l'occupation hitlérienne furent aussi une véritable catastrophe pour le patrimoine polonais. Sept mille monuments furent anéantis, et Varsovie détruite à quatre-vingt-dix pour cent. Dans leur fureur de dévastation, les nazis placèrent dix mille charges d'explosifs dans le château royal. Cracovie s'en tira sans trop de casse. Pour ses murs, s'entend. Car l'occupant avait trouvé un moyen plus subtil de s'acharner sur la ville, en s'attaquant aux hommes chargés de transmettre la culture. La plupart des enseignants de l'université Jagellon furent envoyés dans les camps de la mort.

A Cracovie même, aux splendeurs tourmentées du Wawel, on peut préférer le baroque de la ville basse, ou la ferveur de la foule qui se masse tous les jours à midi dans l'église Notre-Dame pour voir s'ouvrir le rétable de Wit Stwos. Depuis la Renaissance, les architectes italiens avaient pris l'habitude de franchir les Alpes. Ils ont laissé aux dix-septième et dix-huitième siècles, avec d'autres « baroquistes » célèbres comme Tytman von Garnceza, une bonne vingtaine d'églises qui se ferment une rue, à briser l'alignement un peu massif des façades.

En plus du Wawel et de ses trésors, une vingtaine de palais et d'églises, brés il y a huit siècles, demeurent bourgeois dont la

moitié remontent à l'époque médiévale, la Vistule. Dans un état alarmant. En 1978, l'UNESCO a inscrit Cracovie sur la liste du patrimoine mondial. L'argent de la communauté internationale n'a pas afflué pour autant : 75 000 dollars de 1981 à 1986 ! L'année 1978, l'archevêque de Cracovie, qui n'était pas encore Jean-Paul II et dont les homélies ne se préoccupaient pas uniquement de la santé des âmes, lançait un cri d'alarme, dénonçant la dégradation des monuments sous l'effet de la pollution.

### Les cheminées de Nowa Huta

Dans une Pologne au bord de la « catastrophe écologique », la pollution a atteint les pires sommets à Cracovie (un taux global, toutes pollutions confondues, quinze fois supérieur au reste de la Pologne, selon Solidarnosc), menaçant avant tout la santé des individus, mais aussi le patrimoine. Les façades se noircissent, comme les échafaudages de bois installés pour les soutiens. Les eaux de pluie et les aérosols acides attaquent le « patrimoine » pierre. « Une acidité proche de celle de l'estomac », dit-on à Cracovie.

Les « coupables » ne sont pas difficiles à trouver. Au nord-est de l'agglomération, les fumées du Kombinat Léonine de Nowa Huta sont désormais aussi réputées que la cité ouvrière modèle, — « le baroque socialiste », plaisantent

les Cracoviens, — bâtie au début des années 50 pour défier, disent-ils encore, les villes qui se complaisent dans les langueurs bourgeoises. Nowa Huta produit 30 % de l'acier polonais, rejette dans l'atmosphère quelque 70 000 tonnes par an de poussières nocives. « Les filtres sont ouverts la nuit et le week-end, ils sont en quantité insuffisante, les dirigeants de l'usine préfèrent payer des amendes plutôt que d'investir de nouveaux. La loi prévoit tout, y compris des contreventions... », siffle un ancien responsable de Solidarnosc à Cracovie.

L'autre source majeure de la pollution est l'usine d'aluminium de Skawina, située au sud-ouest, à moins de vingt kilomètres du cœur de la ville. Solidarnosc avait réussi à faire fermer la partie la plus polluante des installations, mais aujourd'hui l'usine a repris une grande partie de sa production. L'acide fluorhydrique dégagé était tel que les fermes alentour, atteintes de décalcification, broussaient sur les genoux ! Résultat, il se forme au-dessus de Cracovie, prise entre ces deux mastodontes, par malheur placée dans une cuvette, une « boue atmosphérique » qui stagne, alors que d'autres centres plus industrialisés comme Lodz ou Katowice, situés en plaine, évacuent moins mal leurs pollutions grâce à une meilleure ventilation.

(Lire la suite page 14.)

(1) Norman Davies : *Histoire de la Pologne*, éd. Fayard, 1986.

## ACCESS VOYAGES

### LES AMÉRIQUES AU MEILLEUR PRIX

	AS	AR	AS	AR
NEW YORK	2100 F	2100 F	SAN DIEGO	1950 F
MICHIGAN	2000 F	2000 F	SAN FRANCISCO	1950 F
ALABAMA	1500 F	1500 F	SEATTLE	1950 F
BALTIMORE	1500 F	2500 F	WASHINGTON	1400 F
BOSTON	1500 F	1500 F	EDMONTON	2900 F
CHICAGO	1500 F	3000 F	CALGARY	2200 F
CLEVELAND	1500 F	1500 F	MONTREAL	1300 F
DALLAS	1800 F	3000 F	TORONTO	1400 F
DENVER	1500 F	3700 F	WINNIPEG	2900 F
DETROIT	1500 F	3000 F	BUENOS AIRES	EN DEMANDE
HONOLULU	1500 F	3000 F	CARACAS	EN DEMANDE
LAS VEGAS	1500 F	1500 F	LIÑA	EN DEMANDE
LIS ABLES	1800 F	1800 F	MEXICO	2550 F
MIAMI	1500 F	1500 F	RIO DE JANEIRO	3000 F
NEW ORLEANS	1500 F	1500 F	SÃO PAULO	EN DEMANDE
ORLANDO	1500 F	1500 F	TEHRAN	EN DEMANDE
PHILADELPHIE	1800 F	2200 F	QUANTRIA	EN DEMANDE
PHOENIX	1500 F	3700 F	TOKYO	3000 F
PITTSBURGH	1500 F	2900 F	YOKO	EN DEMANDE
PORTLAND	1500 F	2700 F	AUSTRIE	970 F
SAINTE-LOUIS	1800 F	3000 F		

### ET ENCORE D'AUTRES DESTINATIONS

RÉDUCTION POSTALE EN 1<sup>re</sup> CLASSE ET CLASSE AFFAIRES  
ACCESS VOYAGES  
5, rue Pierre-Lescot - 75001 PARIS - Métro et RER Châtelet-Les Halles  
Tél. (1) 4013 02 02 ou 42 21 46 94







# VOYAGE

## L'histoire à dos de chameau

**G**RAND rassemblement de voyageurs et d'enthousiasme, en février, à Mascate, capitale du sultanat d'Oman, à l'entrée du golfe Persique, pour assister au départ de deux... méharistes. C'est en effet le dos de chameau ou le dromadaire que Iyad Amar Chamari (trente-cinq ans) et Saleh Mohamed Chamari (trente ans), respectivement marin et fantassin dans l'armée de l'émirat de Qatar, ont fait passer à leurs membres de la tribu bédouine, qui ont entrepris d'accomplir un tour du monde sui generis.

Ils ont en effet l'intention, en deux fois, de refaire les huit péri-

notre cadi-hadj, lequel, toujours en voyage, est un spécialiste juridique bien rémunéré par les musulmans qu'il rencontre et qui, en rend par bateau au Somalie et de là, toujours par cabotage côtier, jusqu'à l'échelle de Kilona, au Tanzanie actuelle : il y décrira la difficile cohabitation entre les colonisateurs, marins et négociants arabo-musulmans, et les populations africaines, « païens », dans des conditions d'être réduits à l'esclavage.

Tel que les riches touristes américains de cette époque qui ne veulent jamais voir deux fois la même ville, Ibn Battouta avait pour principe, sauf en ce qui concerne

### Deux jeunes Arabes ont entrepris un tour du monde à dos de chameau, en hommage à Ibn Battouta qui fit de même... au XIV<sup>e</sup> siècle.

plus qui, de 1325 à 1354, conduisit, en général à dos d'animal, le Marocain Mohamed Ibn Battouta jusqu'à Tombouctou mais aussi à Monbassa, sur la Volga, à Samarcande, à Ceylan et à Pékin. Leur premier voyage doit amener Iyad et Saleh de la péninsule Arabique à Tanger, lieu de naissance de leur modèle. Au printemps, l'écrivain algérien Slimane Zeghidour a signalé leur présence, toujours gaillards, dans le désert de Jordanie (1). Ils sont attendus à la fin de l'été aux colonnes d'Hercule.

Avant de quitter Oman, les deux « battoutistes » avaient déclaré que le but de leur démarche était « de ressusciter la gloire arabe d'hier et de montrer qu'un Arabe, à notre époque de confort et de luxe, est toujours capable de surmonter les épreuves d'un long voyage solitaire par mer et à dos d'animal ». Les deux hommes ne sont apparemment sponsorisés par personne mais, selon la presse arabophone, l'écho de leur défi ne laisse pas indifférente la jeunesse arabe.

### De Tanger à La Mecque

Qui était ce Tangérois médiéval au nom cocasse - Ibn (ou Ben) Battouta signifie « le fils du petit canard », - encore capable de susciter de nos jours des vocations ? Né dans la ville du détroit en 1304, on sait qu'il décide, à l'âge de vingt et un ans, d'accomplir le pèlerinage à La Mecque par voie de terre. En se méageant partout de longues étapes, priant à la mosquée d'un saint, s'initiant ailleurs au mysticisme islamique, le soufisme, jouant ailleurs les reporters avant la lettre : ainsi en Egypte, au lieu de se contenter de dire qu'il a vu Alexandrie comme tout le monde à l'époque, il poussa jusqu'à Edjou, jusqu'à ce que des Nubiens en l'obligeant à rebrousser chemin.

Et il prend des notes sur sa *rihala*, sa randonnée, qu'il mettra en forme plus tard. Il ne néglige pas pour autant sa formation académique, suivant à Damas les cours de ces fameux théologiens coraniques qui, en chœur, lui délivrent ensuite « un diplôme universel d'enseignement ». Quel meilleur passeport pour circuler à l'époque à travers l'espace islamique ?

Le voilà enfin en Arabie, terre sainte de l'Islam, où ne peuvent entrer que des musulmans, et où il effectue une longue pause dévote en 1326. Paré désormais du double titre de *hadj* (pèlerin) et de *cadi* (juge), notre jeune et savant méhariste, souvent en compagnie de caravanes marchandes, va poursuivre son périple vers les terres musulmanes d'Asie non arabe : à Chiraz, il fait une halte à la fois religieuse et littéraire sur le tombeau du grand poète persan Sadi (mort en 1290).

Une frénésie de bougeotte maritime s'empare ensuite de

La Mecque sacrée, de « ne jamais revenir par un chemin différent ». Le voilà donc, de 1332-1333, en Turquie où il peut découvrir une trentaine de cités déjà turco-musulmanes, alors que les Byzantins sont encore à Constantinople pour plus d'un siècle.

### La Horde d'or

Mais, après une étape à Konya, au mausolée de Roumi (mort en 1273), autre poète soufi de l'école *wharizmienne* des faveurs du « fils du canard », notre incroyable voyageur se sent attiré par le halo d'étrange et d'effrayant qui entoure le royaume ambulant d'origine mongole, mais sur pied par Batu-Khan, le petit-fils de Gengis-Khan, et qui durera jusqu'en 1502, lorsque derrière lui une langue, l'ourdou, finit de parler des camps militaires, aujourd'hui idoine national au Pakistan et qui a donné au français le mot « horde ».

Un temps magistrat à Delhi, et même d'un empire indo-musulman, Ibn Battouta connaît à la fin de sa carrière de sa carrière : le voilà chargé par le maître de céans d'une ambassade en Chine, terre non musulmane mais où Mahomet a conseillé d'aller si c'est pour y « chercher le savoir ». Là, notre dilettante devient à la fois Marco Polo, Tintin et Robinson Crusoe, le tout version arabo-islamique : au large de Calcutta, l'ambassadeur extraordinaire manque périr au cours d'une tempête ; débarrassé ensuite par des brigands qui lui volent jusqu'à ses précieuses impressions de voyage, il n'ose retourner à la cour de Delhi et préfère bifurquer vers les tranquilles îles Maldives où il s'installe pour deux ans, exerce son métier de cadi et prend femme pour un temps, comme ailleurs du reste.

La Chine, il ira plus tard, sans autre mission que celle de satisfaire sa curiosité. Le « page-musulman » de l'époque le chagrinerait quelque peu mais il n'en a cure : il est « habile et ayant le goût des arts ». Aujourd'hui encore les musulmans de Tangérois, la Chine mais aussi sur les Indes, Ceylan, l'Egypte ou l'Afrique noire, servent de référence à maints historiens.

Retourné au pays en 1354 après vingt-neuf ans d'absence, Ibn Battouta passera son temps, jusqu'à sa mort survenue en 1370, à transcrire ses carnets de route. Pour l'édition de ces futures générations arabes - pour le plaisir de tous.

JEAN-PIERRE PÉRONCEL-HUGOZ.

(1) Slimane Zeghidour a publié en mai dans le mensuel *Notre Histoire* (50, rue de Miromesnil, 75008 Paris) une enquête de neuf pages (avec carte et illustrations) sur Ibn Battouta. Les *Voyages* de ce dernier ont été édités en 1982 par « La Découverte », en trois tomes.

# LA TABLE

## Fernande en cuisine

**«C**HAQUE année, pour un autre monde le Nord ou dans le Sud, dans l'Est ou dans l'Ouest, la ferme, grande ou petite, connaît quelques jours pendant lesquels le rôle de la femme est plus important que pendant tout le reste de l'année. C'est à l'heure de l'automne ou l'on vendange. Gars de battée, vendangeurs, il faut ramasser tous ces mûles-là, et on a tué des lapins, des poulets, des agneaux. On a dressé un bœuf dans la cour ; la femme s'est transformée en véritable chef de cuisine, et l'on parlera pendant des mois des plats qu'elle a mijotés...

- L'extraît, irrésistible, du petit roman de Fernande Euzet, *Le pain et le vin*.

- C'est un peu, pour elle, comme si elle était tous les jours dans la battée ou le vendange. Devant son fourneau, elle attend le prêtre à l'autel et, dans la salle, on la traite avec respect et familiarité tous ensemble ; elle a senti une main de famille inoubliable...

Ces remarques datent du plus d'un quart de siècle (1959) et restent d'éternelle actualité. Elles sont signées Georges Simenon (in : *La Femme en France*), et je me les remémorais en me régalant d'un admirable coq au vin : le chair ferme d'une vraie volaille



DESCLOZEUX

bien vrais) que les œufs à la neige, la crème brûlée et le chateaubriand.

Fernande Euzet, qui a quitté sa Tiquette (difficilement accessible), a été « récupérée » par un patron plein d'astuce du restaurant, à l'enseigne quelque peu sibylline *Empereurs* (54, rue de Babylone, Paris-7<sup>e</sup>).

tél. : 47-53-83-26 ; les jours) mais elle est élégante, veut en faire son associé.

Alors, petit à petit, la carte chassera les derniers vestiges de la mode bouffissée (salade de verdure d'avocat à la crème de persil, exemple !) pour nous régaler de la terrine de lapin gelée, des crêpes (au saumon), du cœur de rumsteack au poivre, de la simple sole meunière (c'est à l'heure où l'on ne s'avise pas d'y ajouter des légumes). Un menu-carte (choix de plats, fromage ET dessert) à 120 F, très vite en pichet honoraire et, un verre (mais oui cher Simenon !), un cœur de femme qui bat au rythme de l'appétit du client-ami.

LA REYNIÈRE.

- A propos du saumon fumé (que l'époque la semaine dernière), on peut rappeler ici que, dans la Vallée, le sauvage, plus rouge de chair, est finalement moins gras (14 % de lipides, soit moins qu'une viande grasse). Et qu'Unis Fish Food (27, rue Yves-Kerolan, à Boulogne-sur-Mer ; tél. : 09-02-28), fournisseur de meilleures maisons de Paris, peut, sur simple coup de vous préparer un bon saumon saumoné en entrée... C'est, vraiment et comme la maison « maison », *Sauvage* fait !

## MIETTES

Un beau cadeau d'anniversaire. - Si vous êtes né en 1944, 1945, 1947, 1948, 1953 ou 1957, le Verger de la Madeleine (4, boulevard Malesherbes, Paris-8<sup>e</sup> ; tél. : 42-55-51-99) vient de mettre la main sur des *Châtaignes de Tarragone* de son millésime. C'est par le Père Pigeon.

Le sottelier. - Chez *Gourmand*, la carte : « Fricassée de bœuf à la maitre d'hôtel ». L'ami sait qu'un bouchon est un peu (sur lequel les moules s'accrochent, d'où l'appellation *maître de bouchon*), on peut craindre que le plat soit indigeste.

Châtaignes autour du feu. - Au *Chalet* (53, avenue des Champs-Élysées, Paris-8<sup>e</sup>), du 10 au 30 septembre, la carte propose des mets étrangers : du *haddock à la sauce britannique* au poulet Yvonne du Sénégal en passant par le chachik, la *gigot*, etc.

Les légumes dans le plat. - Aucun guide n'est capable de vous indiquer les lieux où :

*l'Espinet* à Guillon (Aude) ou *la Provençal* à Fyrmont (Var). Si vous passez par là avant moi, s'il vous plaît, et parlez-m'en !

Toutefois. - Désormais le *Chalet* de la Madeleine (rue de Valenciennes, Paris-5<sup>e</sup> ; tél. : 43-26-58-81), dont l'histoire est toujours gourmande, ouvrira le lundi, midi et soir, à partir du 28 septembre.

Le pain, le vin et... l'addition. - Sous cette enseigne sont proposés (au 1, rue d'Armalée, Paris-17<sup>e</sup>, au 78, avenue Raymond-Poincaré, Paris-18<sup>e</sup>, et au 95, boulevard de Montparnasse, Paris-6<sup>e</sup>) avec le même carte, l'adresse de Montparnasse au 18<sup>e</sup> arrondissement, les *Miettes* de la Madeleine, maison à passer de 22 F à 28 F, les *Miettes* de la Madeleine de 28 F à 42 F (ça va vite pour un gastro-papier), et, enfin, le vin au veau en poupeton, elle, veut 45 F dans le 16<sup>e</sup> et 50 F à Montparnasse. Mystère ?

L. R.

## SEMAINE GOURMANDE

### L'Auberge Perraudin

Claude Perraudin est un maître-cuisinier à la fois chef et homme de lettres. Il a écrit plusieurs livres de cuisine et de gastronomie. Son restaurant est situé à Paris, au 164, rue Montmartre, 75002 Paris. Tél. : 42-36-71-09.

Le foie gras de canard, donc, au restaurant (110 F) peut être accompagné de trois façons (cru ou au gros sel, poêlé en feuilleté et en terrine - 130 F) et il intervient dans les menus de 110 F à 150 F. Les poissons de l'océan (saumon, thon, maquereau) sont proposés à 110 F, de la galette de pommes de terre aux légumes (ris, rognon et langue de veau), du feuilleté d'agneau à la gousses d'ail (115 F).

Superbes desserts et, au déjeuner, un menu « Affaires » (deux plats, fromage et dessert) à 150 F, parfait. Des vins à partir de 80 F, une sélection de vins de France, un service impeccable, j'y reviens, une atmosphère de sagesse.

Le Bacchus gourmand. - C'est un chroniqueur de ses lectures à aller se régaler de la cuisine d'un chef... qui est plus sage, le menu « Affaires » (deux plats, fromage et dessert) à 150 F, parfait. Des vins à partir de 80 F, une sélection de vins de France, un service impeccable, j'y reviens, une atmosphère de sagesse.

Le Jules Verne. - En cette saison à Paris, à son tour, un week-end, si vous faites la fête avec des hôtes étrangers ou des cousins de province, quel meilleur endroit que ce restaurant au pied de la tour Eiffel ? L'ascenseur particulier qui vous conduit à cet étage « reporté », le cadre « en situation » avec le gril fer de la grande dame, la cuisine, enfin, du chef Louis Grandard (un tout bon), fort, avec le vin (il faut y aller deux fois, de jour puis de nuit !), du repas un événement.

Baignade de melon et fraises des bois au banayus (95 F), saumon fumé à la maison au bois de hêtre (145 F), foie gras au fumet de Sainte-Croix-du-Mort (150 F), filet de papet aux olives noires (100 F), fricassée de Bresse aux giroles (150 F), pigeon au miel et aux épices (160 F) : j'en passe, mais les desserts sont également somptueux, la carte des thés et cafés complète, le pain « maison » bien bon. Comptez 400 F puis, le soir, aller prendre le café - et ce qui le doit « pousser » - au piano-bar afin de rêver en prenant indigestion des toits de Paris.

### Le Jules Verne

Le Jules Verne. - En cette saison à Paris, à son tour, un week-end, si vous faites la fête avec des hôtes étrangers ou des cousins de province, quel meilleur endroit que ce restaurant au pied de la tour Eiffel ? L'ascenseur particulier qui vous conduit à cet étage « reporté », le cadre « en situation » avec le gril fer de la grande dame, la cuisine, enfin, du chef Louis Grandard (un tout bon), fort, avec le vin (il faut y aller deux fois, de jour puis de nuit !), du repas un événement.

Le Jules Verne tour Eiffel (pâtis. Sud), 75007 Paris. Tél. : 45-55-51-44. Tous les jours. C.B. - A.E.

### Les Trois Marmites à Royan

Quitte leurs Trois Marmites de Courbevoie (où, du reste, ils sont parfaitement remplacés, on le sait), les Daubian ont allés se mettre au vert (et au bleu) à Royan. Gardant et l'enseigne *Les Trois Marmites* et la cuisine si « chantante » du chef-patron : foie gras frais de canard, gratin de légumes épinards, lapereau en gelée, pot-au-feu de la mer, estouffade de bœuf, boudin de campagne aux pommes, rognons moutarde et, dans les desserts, le chateaubriand, les profiteroles et la paris-brest. Belle petite cave et deux menus à 140 F et à 160 F, tous deux fromage ET dessert. Belle cave de bordeaux. Accueil souriant et attentionnée surveillance de M<sup>lle</sup> Daubian.

Les Trois Marmites 37, avenue Ch.-Régazzoni, 17200 Royan. Tél. : 46-38-66-31. Fermé lundi et mardi. A.E. - C.B.

L. R.

## Aux quatre coins de France

### Vins et alcools

MERCUREY A.O.C. Vente directe et prise en compte. 12 bouteilles 1984 : 480 F TTC franco dans le Nord. Tarif sur demande - Tél. : 03-20-20-20-20. Louis Mercur, videobeur, 71600 Mercurey.

CHAMPAGNE Claude DUBOIS. La propriété des vignes de Champagne. Vente directe et prise en compte. 12 bouteilles 1984 : 480 F TTC franco dans le Nord. Tarif sur demande - Tél. : 03-20-20-20-20. Claude Dubois, vigneron, 51100 Reims.

(Publicité)

### TOURISME SNCF VOUS PROPOSE DU 19 AU 30 OCTOBRE 1987 CROISIÈRE DE L'OPÉRETTE GRÈCE, TURQUIE ET YOUGOSLAVIE A BORD DU « DANAE » de la C<sup>e</sup> COSTA Avec la participation exceptionnelle de Mady MESPLE

- Départ de PARIS LE 19 OCTOBRE 1987 par train pour VENISE.  
- Embarquement à bord du « DANAE ».  
- Du 19 octobre 1987 au 30 octobre 1987 :

KATAKOLON	(GRÈCE)
ISTANBUL	(TURQUIE)
KUSADASI	(TURQUIE)
RHODES	(GRÈCE)
SANTORIN	(GRÈCE)
MYKONOS	(GRÈCE)
LE PIRÉE	(GRÈCE)
DUBROVNIK	(YOUGOSLAVIE)
VENISE	(ITALIE)

Prix par personne au départ de Paris : 10675 F + 24366 F (conditions tarifaires spéciales pour rejoindre Paris par le train)

RENSEIGNEMENTS ET INSCRIPTIONS dans nos agences « TOURISME SNCF » : 127, Champs-Élysées, 75008 PARIS - 18, boulevard des Capucines, 75009 PARIS - 11, boulevard des Batignolles, 75008 PARIS - 116, avenue du Président-Kennedy (MAISON DE LA RADIO) Gares SNCF de PARIS : AUSTERLITZ, EST, LYON, MONTPARNAISSE, NORD, SAINT-LAZARE 58, bd. Carnot, LE VESNET - 46, rue du Général-de-Gaulle, RAMBOUILLET Gares SNCF de : NANTERRE-VILLE, VINCENNES, CHATELET-LES-BAINS Gares SNCF des principales villes de province Par correspondance : BP 6206, 75302 PARIS - Par téléphone : (1) 46-43-05-81



# JEUX

## échecs

N° 1243

### COUPS DE CHALEUR

Tournoi international de Szek (Hongrie), 1987.  
Blancs : LJUBOJEVIC  
Noirs : NUNN

Partie n° 1243 bis

Tournoi international de Zagreb (Yougoslavie), 1987.  
Blancs : GRUENFELD  
Noirs : PRINTER

1. e4	e5	15. Cd2	Ff5
2. Cf3	Cc6	16. Fc2	Fxc2 (f)
3. Fb5	a6	17. Dxc2	f5 (g)
4. Fc4	b5	18. e4 (h)	Dg4
5. d4	Ff7	19. e5	Cc5
6. Td1	b4	20. Txd1 (i)	Td8
7. Fb3	0-0 (a)	21. e5x6 (k) Td1 (l)	Td8
8. e3 (b)	d5	22. Dc4+	Rb6
9. e4x5	Cx45	23. Dxc2	Cx42+
10. Cx5	Cx45	24. Rg2	f4
11. Td5	e6 (c)	25. h3xg3	Fxg3
12. e4	f6	26. h3xg3	Cx4+
13. Td2 (d) Dd4 (d)	27. abandon. (m)		
14. g3	Dd3		

15. Cd2, Ff5; 16. Fc2, Fxc2 (f); 17. Dxc2, f5 (g); 18. e4 (h), Dg4; 19. e5, Cc5; 20. Txd1 (i), Td8; 21. e5x6 (k), Td1 (l); 22. Dc4+, Rb6; 23. Dxc2, Cx42+; 24. Rg2, f4; 25. h3xg3, Fxg3; 26. h3xg3, Cx4+; 27. abandon. (m).

**NOTES**  
a) Le blanc a joué 7... au lieu de 7... c6, ce qui est une erreur dans le tournoi de Szek.  
b) On n'a pas pu jouer 24... h3, car cela aurait permis au noir de jouer 24... h3xg3, ce qui est une erreur dans le tournoi de Zagreb.  
c) On n'a pas pu jouer 24... h3, car cela aurait permis au noir de jouer 24... h3xg3, ce qui est une erreur dans le tournoi de Szek.  
d) On n'a pas pu jouer 24... h3, car cela aurait permis au noir de jouer 24... h3xg3, ce qui est une erreur dans le tournoi de Zagreb.  
e) On n'a pas pu jouer 24... h3, car cela aurait permis au noir de jouer 24... h3xg3, ce qui est une erreur dans le tournoi de Szek.  
f) On n'a pas pu jouer 24... h3, car cela aurait permis au noir de jouer 24... h3xg3, ce qui est une erreur dans le tournoi de Zagreb.  
g) On n'a pas pu jouer 24... h3, car cela aurait permis au noir de jouer 24... h3xg3, ce qui est une erreur dans le tournoi de Szek.  
h) On n'a pas pu jouer 24... h3, car cela aurait permis au noir de jouer 24... h3xg3, ce qui est une erreur dans le tournoi de Zagreb.  
i) On n'a pas pu jouer 24... h3, car cela aurait permis au noir de jouer 24... h3xg3, ce qui est une erreur dans le tournoi de Szek.  
j) On n'a pas pu jouer 24... h3, car cela aurait permis au noir de jouer 24... h3xg3, ce qui est une erreur dans le tournoi de Zagreb.  
k) On n'a pas pu jouer 24... h3, car cela aurait permis au noir de jouer 24... h3xg3, ce qui est une erreur dans le tournoi de Szek.  
l) On n'a pas pu jouer 24... h3, car cela aurait permis au noir de jouer 24... h3xg3, ce qui est une erreur dans le tournoi de Zagreb.  
m) On n'a pas pu jouer 24... h3, car cela aurait permis au noir de jouer 24... h3xg3, ce qui est une erreur dans le tournoi de Szek.

15. Cd2, Ff5; 16. Fc2, Fxc2 (f); 17. Dxc2, f5 (g); 18. e4 (h), Dg4; 19. e5, Cc5; 20. Txd1 (i), Td8; 21. e5x6 (k), Td1 (l); 22. Dc4+, Rb6; 23. Dxc2, Cx42+; 24. Rg2, f4; 25. h3xg3, Fxg3; 26. h3xg3, Cx4+; 27. abandon. (m).

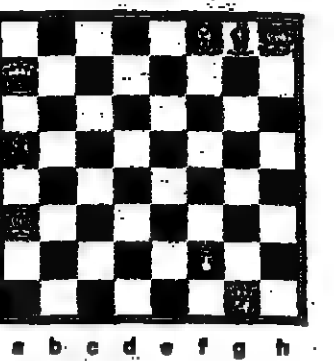
**NOTES**  
a) Le blanc a joué 7... au lieu de 7... c6, ce qui est une erreur dans le tournoi de Szek.  
b) On n'a pas pu jouer 24... h3, car cela aurait permis au noir de jouer 24... h3xg3, ce qui est une erreur dans le tournoi de Zagreb.  
c) On n'a pas pu jouer 24... h3, car cela aurait permis au noir de jouer 24... h3xg3, ce qui est une erreur dans le tournoi de Szek.  
d) On n'a pas pu jouer 24... h3, car cela aurait permis au noir de jouer 24... h3xg3, ce qui est une erreur dans le tournoi de Zagreb.  
e) On n'a pas pu jouer 24... h3, car cela aurait permis au noir de jouer 24... h3xg3, ce qui est une erreur dans le tournoi de Szek.  
f) On n'a pas pu jouer 24... h3, car cela aurait permis au noir de jouer 24... h3xg3, ce qui est une erreur dans le tournoi de Zagreb.  
g) On n'a pas pu jouer 24... h3, car cela aurait permis au noir de jouer 24... h3xg3, ce qui est une erreur dans le tournoi de Szek.  
h) On n'a pas pu jouer 24... h3, car cela aurait permis au noir de jouer 24... h3xg3, ce qui est une erreur dans le tournoi de Zagreb.  
i) On n'a pas pu jouer 24... h3, car cela aurait permis au noir de jouer 24... h3xg3, ce qui est une erreur dans le tournoi de Szek.  
j) On n'a pas pu jouer 24... h3, car cela aurait permis au noir de jouer 24... h3xg3, ce qui est une erreur dans le tournoi de Zagreb.  
k) On n'a pas pu jouer 24... h3, car cela aurait permis au noir de jouer 24... h3xg3, ce qui est une erreur dans le tournoi de Szek.  
l) On n'a pas pu jouer 24... h3, car cela aurait permis au noir de jouer 24... h3xg3, ce qui est une erreur dans le tournoi de Zagreb.  
m) On n'a pas pu jouer 24... h3, car cela aurait permis au noir de jouer 24... h3xg3, ce qui est une erreur dans le tournoi de Szek.

15. Cd2, Ff5; 16. Fc2, Fxc2 (f); 17. Dxc2, f5 (g); 18. e4 (h), Dg4; 19. e5, Cc5; 20. Txd1 (i), Td8; 21. e5x6 (k), Td1 (l); 22. Dc4+, Rb6; 23. Dxc2, Cx42+; 24. Rg2, f4; 25. h3xg3, Fxg3; 26. h3xg3, Cx4+; 27. abandon. (m).

**NOTES**  
a) Le blanc a joué 7... au lieu de 7... c6, ce qui est une erreur dans le tournoi de Szek.  
b) On n'a pas pu jouer 24... h3, car cela aurait permis au noir de jouer 24... h3xg3, ce qui est une erreur dans le tournoi de Zagreb.  
c) On n'a pas pu jouer 24... h3, car cela aurait permis au noir de jouer 24... h3xg3, ce qui est une erreur dans le tournoi de Szek.  
d) On n'a pas pu jouer 24... h3, car cela aurait permis au noir de jouer 24... h3xg3, ce qui est une erreur dans le tournoi de Zagreb.  
e) On n'a pas pu jouer 24... h3, car cela aurait permis au noir de jouer 24... h3xg3, ce qui est une erreur dans le tournoi de Szek.  
f) On n'a pas pu jouer 24... h3, car cela aurait permis au noir de jouer 24... h3xg3, ce qui est une erreur dans le tournoi de Zagreb.  
g) On n'a pas pu jouer 24... h3, car cela aurait permis au noir de jouer 24... h3xg3, ce qui est une erreur dans le tournoi de Szek.  
h) On n'a pas pu jouer 24... h3, car cela aurait permis au noir de jouer 24... h3xg3, ce qui est une erreur dans le tournoi de Zagreb.  
i) On n'a pas pu jouer 24... h3, car cela aurait permis au noir de jouer 24... h3xg3, ce qui est une erreur dans le tournoi de Szek.  
j) On n'a pas pu jouer 24... h3, car cela aurait permis au noir de jouer 24... h3xg3, ce qui est une erreur dans le tournoi de Zagreb.  
k) On n'a pas pu jouer 24... h3, car cela aurait permis au noir de jouer 24... h3xg3, ce qui est une erreur dans le tournoi de Szek.  
l) On n'a pas pu jouer 24... h3, car cela aurait permis au noir de jouer 24... h3xg3, ce qui est une erreur dans le tournoi de Zagreb.  
m) On n'a pas pu jouer 24... h3, car cela aurait permis au noir de jouer 24... h3xg3, ce qui est une erreur dans le tournoi de Szek.

**ÉTUDE**  
N° 1243

L. I. KUBBEL (1935)



BLANCS (A) : Ra3, Dg1, Ff2, Ff2.  
NOIRS (A) : Rb6, Dd7, Fg6, Fd5.

Les Blancs jouent et gagnent.

## bridge

N° 1241

### LES CARTES TRANSPARENTES

Le grand art d'un champion est d'arriver à jouer un coup comme si les quatre jeux étaient étalés sur la table. La donne suivante du précédent Championnat d'Europe en est une bonne illustration. Elle est tirée d'un match entre les Suisses et les Danois, et le talent de Werdelin a contribué à la victoire de son équipe.

♠ A1062  
♥ KJ98  
♦ RD  
♣ V985

♠ V943  
♥ 742  
♦ 9  
♣ 107643

LES CARTES TRANSPARENTES

Ann. : E. donn. E-O vain.

Ouest Nord Est Sud  
— — — — —  
— — — — —  
— — — — —  
— — — — —

Ann. : S. donn. E-O vain.

♠ D7  
♥ RDV854  
♦ 9  
♣ RD65

♠ A10  
♥ A1032  
♦ ARD  
♣ V993

♠ V43  
♥ 976  
♦ 1087643  
♣ 74

♠ R98652  
♥ 5  
♦ V52  
♣ A102

Ann. : S. donn. E-O vain.

Si les Carreaux sont 3-2, il y aura diverses possibilités : faire deux levées, soit en ne perdant qu'un seul Cœur, soit en ne perdant qu'un seul Pique (avec l'impression au Valet ou un squeeze). Il ne coûte rien cependant d'affranchir le Valet de Trèfle au cas où le mariage à Trèfle serait trompeur à l'origine, et Werdelin a profité de ce qu'il était au mort pour couper un Trèfle ! Il a ensuite rejoint sans se laisser troubler la mauvaise situation. Heureusement la situation n'était pas désespérée : à condition de libérer le Valet de Trèfle et le 10 de Pique pour pouvoir défendre deux Cœurs, Werdelin a donc coupé une deuxième fois Trèfle et il a tombé le Roi de Trèfle. Pour ne pas squeezer Werdelin a fait le mort, il a alors joué un petit atout pris par Est qui a continué Carreau. Werdelin a fait l'As de Carreau (son dernier atout), puis, après avoir réalisé le Roi et la Dame de Pique, il s'est décidé à l'impression au Valet de Pique, qui a réussi. Le Valet de Trèfle, l'As de Pique et l'As de Carreau ont procuré les dixième, onzième et douzième levées.

**Un os trop dur**  
Lorsque ce problème de défense a été publié dans un concours, cinq concurrents seulement sur une centaine avaient trouvé la solution. Il est vrai que les mains de Nord (le mort) et Sud (le déclarant) étaient cachées :

♠ D7  
♥ RDV854  
♦ 9  
♣ RD65

♠ A10  
♥ A1032  
♦ ARD  
♣ V993

♠ V43  
♥ 976  
♦ 1087643  
♣ 74

♠ R98652  
♥ 5  
♦ V52  
♣ A102

Ann. : S. donn. E-O vain.

Si les Carreaux sont 3-2, il y aura diverses possibilités : faire deux levées, soit en ne perdant qu'un seul Cœur, soit en ne perdant qu'un seul Pique (avec l'impression au Valet ou un squeeze). Il ne coûte rien cependant d'affranchir le Valet de Trèfle au cas où le mariage à Trèfle serait trompeur à l'origine, et Werdelin a profité de ce qu'il était au mort pour couper un Trèfle ! Il a ensuite rejoint sans se laisser troubler la mauvaise situation. Heureusement la situation n'était pas désespérée : à condition de libérer le Valet de Trèfle et le 10 de Pique pour pouvoir défendre deux Cœurs, Werdelin a donc coupé une deuxième fois Trèfle et il a tombé le Roi de Trèfle. Pour ne pas squeezer Werdelin a fait le mort, il a alors joué un petit atout pris par Est qui a continué Carreau. Werdelin a fait l'As de Carreau (son dernier atout), puis, après avoir réalisé le Roi et la Dame de Pique, il s'est décidé à l'impression au Valet de Pique, qui a réussi. Le Valet de Trèfle, l'As de Pique et l'As de Carreau ont procuré les dixième, onzième et douzième levées.

**Un os trop dur**  
Lorsque ce problème de défense a été publié dans un concours, cinq concurrents seulement sur une centaine avaient trouvé la solution. Il est vrai que les mains de Nord (le mort) et Sud (le déclarant) étaient cachées :

♠ D7  
♥ RDV854  
♦ 9  
♣ RD65

♠ A10  
♥ A1032  
♦ ARD  
♣ V993

♠ V43  
♥ 976  
♦ 1087643  
♣ 74

♠ R98652  
♥ 5  
♦ V52  
♣ A102

Ann. : S. donn. E-O vain.

Si les Carreaux sont 3-2, il y aura diverses possibilités : faire deux levées, soit en ne perdant qu'un seul Cœur, soit en ne perdant qu'un seul Pique (avec l'impression au Valet ou un squeeze). Il ne coûte rien cependant d'affranchir le Valet de Trèfle au cas où le mariage à Trèfle serait trompeur à l'origine, et Werdelin a profité de ce qu'il était au mort pour couper un Trèfle ! Il a ensuite rejoint sans se laisser troubler la mauvaise situation. Heureusement la situation n'était pas désespérée : à condition de libérer le Valet de Trèfle et le 10 de Pique pour pouvoir défendre deux Cœurs, Werdelin a donc coupé une deuxième fois Trèfle et il a tombé le Roi de Trèfle. Pour ne pas squeezer Werdelin a fait le mort, il a alors joué un petit atout pris par Est qui a continué Carreau. Werdelin a fait l'As de Carreau (son dernier atout), puis, après avoir réalisé le Roi et la Dame de Pique, il s'est décidé à l'impression au Valet de Pique, qui a réussi. Le Valet de Trèfle, l'As de Pique et l'As de Carreau ont procuré les dixième, onzième et douzième levées.

**Un os trop dur**  
Lorsque ce problème de défense a été publié dans un concours, cinq concurrents seulement sur une centaine avaient trouvé la solution. Il est vrai que les mains de Nord (le mort) et Sud (le déclarant) étaient cachées :

♠ D7  
♥ RDV854  
♦ 9  
♣ RD65

♠ A10  
♥ A1032  
♦ ARD  
♣ V993

♠ V43  
♥ 976  
♦ 1087643  
♣ 74

♠ R98652  
♥ 5  
♦ V52  
♣ A102

Ann. : S. donn. E-O vain.

Si les Carreaux sont 3-2, il y aura diverses possibilités : faire deux levées, soit en ne perdant qu'un seul Cœur, soit en ne perdant qu'un seul Pique (avec l'impression au Valet ou un squeeze). Il ne coûte rien cependant d'affranchir le Valet de Trèfle au cas où le mariage à Trèfle serait trompeur à l'origine, et Werdelin a profité de ce qu'il était au mort pour couper un Trèfle ! Il a ensuite rejoint sans se laisser troubler la mauvaise situation. Heureusement la situation n'était pas désespérée : à condition de libérer le Valet de Trèfle et le 10 de Pique pour pouvoir défendre deux Cœurs, Werdelin a donc coupé une deuxième fois Trèfle et il a tombé le Roi de Trèfle. Pour ne pas squeezer Werdelin a fait le mort, il a alors joué un petit atout pris par Est qui a continué Carreau. Werdelin a fait l'As de Carreau (son dernier atout), puis, après avoir réalisé le Roi et la Dame de Pique, il s'est décidé à l'impression au Valet de Pique, qui a réussi. Le Valet de Trèfle, l'As de Pique et l'As de Carreau ont procuré les dixième, onzième et douzième levées.

**Un os trop dur**  
Lorsque ce problème de défense a été publié dans un concours, cinq concurrents seulement sur une centaine avaient trouvé la solution. Il est vrai que les mains de Nord (le mort) et Sud (le déclarant) étaient cachées :

♠ D7  
♥ RDV854  
♦ 9  
♣ RD65

♠ A10  
♥ A1032  
♦ ARD  
♣ V993

♠ V43  
♥ 976  
♦ 1087643  
♣ 74

♠ R98652  
♥ 5  
♦ V52  
♣ A102

Ann. : S. donn. E-O vain.

## dames

N° 309

### EN TRIPLE PRISE

1. 19-23 21-25 24-28 1-6  
2. 27-31 18-14 22-26 7-3  
3. 35-39 10-6 28-32 8-4  
4. 43-47 13-9 31-35 9-5  
5. 49-53 16-12 34-38 10-6  
6. 55-59 19-15 37-41 11-7  
7. 61-65 22-18 40-44 12-8  
8. 67-71 25-21 43-47 13-9  
9. 73-77 28-24 46-50 14-10  
10. 79-83 31-27 49-53 15-11  
11. 85-89 34-30 52-56 16-12  
12. 91-95 37-33 55-59 17-13  
13. 97-101 40-36 58-62 18-14  
14. 103-107 43-39 61-65 19-15  
15. 109-113 46-42 64-68 20-16  
16. 115-119 49-45 67-71 21-17  
17. 121-125 52-48 70-74 22-18  
18. 127-131 55-51 73-77 23-19  
19. 133-137 58-54 76-80 24-20  
20. 139-143 61-57 79-83 25-21  
21. 145-149 64-60 82-86 26-22  
22. 151-155 67-63 85-89 27-23  
23. 157-161 70-66 88-92 28-24  
24. 163-167 73-69 91-95 29-25  
25. 169-173 76-72 94-98 30-26  
26. 175-179 79-75 97-101 31-27  
27. 181-185 82-78 100-104 32-28  
28. 187-191 85-81 103-107 33-29  
29. 193-197 88-84 106-110 34-30  
30. 199-203 91-87 109-113 35-31  
31. 205-209 94-90 112-116 36-32  
32. 211-215 97-93 115-119 37-33  
33. 217-221 100-96 118-122 38-34  
34. 223-227 103-99 121-125 39-35  
35. 229-233 106-102 124-128 40-36  
36. 235-239 109-105 127-131 41-37  
37. 241-245 112-108 130-134 42-38  
38. 247-251 115-111 133-137 43-39  
39. 253-257 118-114 136-140 44-40  
40. 259-263 121-117 139-143 45-41  
41. 265-269 124-120 142-146 46-42  
42. 271-275 127-123 145-149 47-43  
43. 277-281 130-126 148-152 48-44  
44. 283-287 133-129 151-155 49-45  
45. 289-293 136-132 154-158 50-46  
46. 295-299 139-135 157-161 51-47  
47. 301-305 142-138 160-164 52-48  
48. 307-311 145-141 163-167 53-49  
49. 313-317 148-144 166-170 54-50  
50. 319-323 151-147 169-173 55-51  
51. 325-329 154-150 172-176 56-52  
52. 331-335 157-153 175-179 57-53  
53. 337-341 160-156 178-182 58-54  
54. 343-347 163-159 181-185 59-55  
55. 349-353 166-162 184-188 60-56  
56. 355-359 169-165 187-191 61-57  
57. 361-365 172-168 190-194 62-58  
58. 367-371 175-171 193-197 63-59  
59. 373-377 178-174 196-200 64-60  
60. 379-383 181-177 199-203 65-61  
61. 385-389 184-180 202-206 66-62  
62. 391-395 187-183 205-209 67-63  
63. 397-401 190-186 208-212 68-64  
64. 403-407 193-189 211-215 69-65  
65. 409-413 196-192 214-218 70-66  
66. 415-419 199-195 217-221 71-67  
67. 421-425 202-198 220-224 72-68  
68. 427-431 205-201 223-227 73-69  
69. 433-437 208-204 226-230 74-70  
70. 439-443 211-207 229-233 75-71  
71. 445-449 214-210 232-236 76-72  
72. 451-455 217-213 235-239 77-73  
73. 457-461 220-216 238-242 78-74  
74. 463-467 223-219 241-245 79-75  
75. 469-473 226-222 244-248 80-76  
76. 475-479 229-225 247-251 81-77  
77. 481-485 232-228 250-254 82-78  
78. 487-491 235-231 253-257 83-79  
79. 493-497 238-234 256-260 84-80  
80. 499-503 241-237 259-263 85-81  
81. 505-509 244-240 262-266 86-82  
82. 511-515 247-243 265-269 87-83  
83. 517-521 250-246 268-272 88-84  
84. 523-527 253-249 271-275 89-85  
85. 529-533 256-252 274-278 90-86  
86. 535-539 259-255 277-281 91-87  
87. 541-545 262-258 280-284 92-88  
88. 547-551 265-261 283-287 93-89  
89. 553-557 268-264 286-290 94-90  
90. 559-563 271-267 289-293 95-91  
91. 565-569 274-270 292-296 96-92  
92. 571-575 277-273 295-299 97-93  
93. 577-581 280-276 298-302 98-94  
94. 583-587 283-279 301-305 99-95  
95. 589-593 286-282 304-308 100-96  
96. 595-599 289-285 307-311 101-97  
97. 601-605 292-288 310-314 102-98  
98. 607-611 295-291 313-317 103-99  
99. 613-617 298-294 316-320 104-100  
100. 619-623 301-297 319-323 105-101  
101. 625-629 304-300 322-326 106-102  
102. 631-635 307-303 325-329 107-103  
103. 637-641 310-306 328-332 108-104  
104. 643-647 313-309 331-335 109-105  
105. 649-653 316-312 334-338 110-106  
106. 655-659 319-315 337-341 111-107  
107. 661-665 322-318 340-344 112-108  
108. 667-671 325-321 343-347 113-109  
109. 673-677 328-324 346-350 114-110  
110. 679-683 331-327 349-353 115-111  
111. 685-689 334-330 352-356 116-112  
112. 691-695 337-333 355-359 117-113  
113. 697-701 340-336 358-362 118-114  
114. 703-707 343-339 361-365 119-115  
115. 709-713 346-342 364-368 120-116  
116. 715-719 349-345 367-371 121-117  
117. 721-725 352-348 370-374 122-118  
118. 727-731 355-351 373-377 123-119  
119. 733-737 358-354 376-380 124-120  
120. 739-743 361-357 379-383 125-121  
121. 745-749 364-360 382-386 126-122  
122. 751-755 367-363 385-389 127-123  
123. 757-761 370-366 388-392 128-124  
124. 763-767 373-369 391-395 129-125  
125. 769-773 376-372 394-398 130-126  
126. 775-779 379-375 397-401 131-127  
127. 781-785 382-378 400-404 132-128  
128. 787-791 385-381 403-407 133-129  
129. 793-797 388-384 406-410 134-130  
130. 799-803 391-387 409-413 135-131  
131. 805-809 394-390 412-416 136-132  
132. 811-815 397-393 415-419 137-133  
133. 817-821 400-396 418-422 138-134  
134. 823-827 403-399 421-425 139-135  
135. 829-833 406-402 424-428 140-136  
136. 835-839 409-405 427-431 141-137  
137. 841-845 412-408 430-434 142-138  
138. 847-851 415-411 433-437 143-139  
139. 853-857 418-414 436-440 144-140  
140. 859-863 421-417 439-443 145-141  
141. 865-869 424-420 442-446 146-142  
142. 871-875 427-423 445-449 147-143  
143. 877-881 430-426 448-452 148-144  
144. 883-887 433-429 451-455 149-145  
145. 889-893 436-432 454-458 150-146  
146. 895-899 439-435 457-461 151-147  
147. 901-905 442-438 460-464 152-148  
148. 907-911 445-441 463-467 153-149  
149. 913-917 448-444 466-470 154-150  
150. 919-923 451-447 469-473 155-151  
151. 925-929 454-450 472-476 156-152  
152. 931-935 457-453 475-479 157-153  
153. 937-941 460-456 478-482 158-154  
154. 943-947 463-459 481-485 159-155  
155. 949-953 466-462 484-488 160-156  
156. 955-959 469-465 487-491 161-157  
157. 961-965 472-468 490-494 162-158  
158. 967-971 475-471 493-497 163-159  
159. 973-977 478-474 496-500 164-160  
160. 979-983 481-477 499-503 165-161  
161. 985-989 484-480 502-506 166-162  
162. 991-995 487-483 505-509 167-163  
163. 997-1001 490-486 508-512 168-164  
164. 1003-1007 493-489 511-515 169-165  
165. 1009-1013 496-492 514-518



Le Monde

# Le Monde SPORTS



Revue de détail de l'élite mondiale à un an des Jeux olympiques de Séoul. Sous les yeux de 2 750 journalistes et de plus d'un milliard de téléspectateurs, 1 741 athlètes représentant 165 pays participeront du 29 août au 6 septembre au stade olympique de Rome...

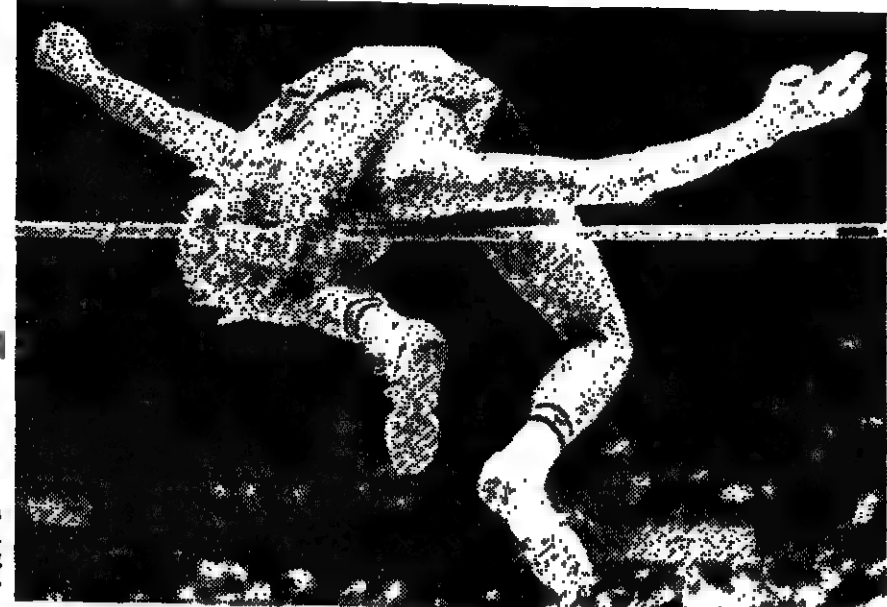
Il court sur le plat, mais son discours ne manque ni de relief. « État des lieux », considère l'Everest du sprint, le champion britannique de demi-fond, l'événement culminant au-dessus des Jeux olympiques...

**Sprint massif**  
138 athlètes, la délégation américaine sera la plus nombreuse à Rome, suivie de la Grande-Bretagne (78), la RDA (72), l'Italie (67) et la France (51). Cinquante-huit hommes n'ont envoyé que deux messages (un homme et une femme), qui sont totalement pris en charge par la Fédération internationale de Vingt-deux pays, comme les Ben Vierge, Monaco ou le Zimbabwe, n'auront qu'un seul représentant...

Suivies par plus de 400 000 spectateurs et 1 milliard de téléspectateurs, les épreuves avaient lieu d'un haut niveau sportif. On assiste au triomphe de la Tchèque Jarmila Kratochvílová, de l'Américain Edwin Moses et du Britannique Daley Thompson. Avec trois médailles d'or, Carl Lewis y écrit les premières pages de sa légende, de même que Sergueï Bubka, Heike Drechsler et Sald Aouita. On les retrouvera sur le stade olympique de Rome pour la seconde véritable confrontation mondiale de l'athlétisme depuis les Jeux de Munich en 1972...

## ATHLÉTISME : les championnats du monde

### L'élite campe dans Rome



Le Saoudite Patrick Sjöberg en action.

Le Saoudite Patrick Sjöberg en action. Les championnats du monde en salle (les premiers ont eu lieu en mars dernier à Indianapolis) et la mise sur pied d'un circuit international de grand prix où l'argent ne circule plus sous le manteau, mais par le biais très officiel des fédérations...

Séduits par ce souci de « transparence », les pays de l'Est envoient leurs athlètes dans les championnats du monde. Les fédérations, comme la française, récompensent les performances de leurs athlètes grâce à l'argent de leurs sponsors. Les athlètes sont à la lumière du jour des contrats de sponsoring avec des firmes dont ils perçoivent ensuite les produits. Bref, le professionnalisme a envahi les cordons, mais le principal talent de Primo Nebiolo n'est pas d'avoir contrôlé lui-même, puis contrôlé un très près coté de libéralisme ?

C'est en paix avec lui-même que le monde de l'athlétisme a donné rendez-vous à Rome. Mais sur la piste, Dieu que la guerre sera joye ! Ben Johnson, le tchécoslovaque devenu roi du sprint, et Carl Lewis, le saoudite touche-à-tout, régleront en moins de 10 secondes une délicate question de suprématie sur 100 mètres. En longueur, Lewis battra-t-il le mythique record de Bob Beamon (8,90 mètres) ? Daley Thompson perdra-t-il son premier décatathlon depuis 1978 ? Le continent africain, qui a ajouté le sprint à ses traditions de décatathlon en demi-fond, écornera-t-il l'hégémonie des États-Unis et des pays de l'Est ? Chez les femmes, le duel à la longueur entre l'Allemande de l'Est Heike Drechsler et l'Américaine Jackie Joyner-Kersey (7,45 mètres toutes les deux) promet de délicieux frissons.

Philippe Collet, Francis Salbert et de quelques autres. La surprise pourrait venir des décatathlètes (Mottl, Flizant, Blondel) et des heptathlètes (Chantal Beauvais). Alain Piron, le directeur technique national, a le pronostic réservé : « Nous serions heureux de placer une douzaine d'athlètes en finale », dit-il, peu grisé par les nombreux records de France de l'été. En 1983, vingt-cinq records furent battus au cours de la saison. À Rome, certains remettront les pieds sur terre. Il y a le DTN, la mesure de la vitesse qu'il reste à faire dans les prochaines années.

Toutefois, Alain Piron n'a pas d'embarquer une très forte délégation (20 athlètes) et une kyrielle d'entraîneurs. Le contact des meilleurs mondiaux. Je crois davantage à ce type de formation continue qu'au tableau noir », dit-il. Au programme, une leçon d'humilité.

Reste une question : quelles sont les chances françaises dans un tel concert ? En 1983, l'échec avait été cuisant : aucune médaille, six déroutes à finalistes seulement. La déroute avait même débouché sur une crise de l'athlétisme français. Cette année, l'espoir viendra-t-il de nouveaux perchistes, qui avaient trahi à Helsinki. Thierry Vigneron d'accrocher enfin Sergueï Bubka à 100 mètres, mais ses blessures plus ou moins graves, ont perturbé la préparation de Stéphane Caristan, Bruno Marie-Rose,

## CYCLISME : les réformes des grandes compétitions

### Le congrès de Vienne resserre les boucles

Le congrès de Vienne, présidé par son ambassadeur au nom de la Fédération internationale de cyclisme professionnel (FICP) a proposé un certain nombre d'aménagements et d'adapter les épreuves relatives à l'organisation de la saison cycliste.

Parmi les mesures destinées à clarifier la priorité d'un calendrier aussi incohérent que pléthorique figure la réduction de la durée des principales épreuves nationales (France, Italie, Espagne), qui seront désormais limitées à vingt et un jours. Les organisateurs du Tour de France avaient combattu ce projet en invoquant le prestige de leur épreuve. Mais une compétition de 21 jours est trop longue, surtout si elle se prétend la plus belle. Or le Tour a parfois souffert de sa propre croissance et d'une inflation kilométrique qui a trop souvent dispersé son intérêt. Cette année, il comportait vingt-cinq étapes, indépendamment du prologue et de deux journées de repos.

C'était sans doute le projet le plus audacieux de la saison. La réforme a été abordée que le treizième jour, le ruban de route de Berlin à Bayonne représentant une distance proche de 2 000 kilomètres. Était-il question de parcourir tout ce chemin d'un seul coup ?

Loïn d'années pénalisés par un resserrement de ses dates, le Tour de France gagnera à limiter ses étapes. Sur les 207 coureurs qui avaient pris le départ de Berlin, 121 seulement ont figuré sur les Champs-Élysées, dont 71 avec un retard supérieur à deux heures.

En 1986, on en dénombrait 132 sur la liste des engagés et 132 à l'arrivée. D'où la déception évidente que, depuis deux ans, beaucoup de coureurs n'avaient plus leur place. Les congressistes de la FICP ont donc été bien inspirés de n'acceptant que 170 coureurs au peloton, un nombre jugé suffisant.

Autre information en provenance de Vienne : la renaissance de Paris-Tours, qui avait fait place au pôle Crétail-Chaville. L'automne 1988 restituera la fameuse classique et offrira de nouveau aux routiers sprinters l'épreuve spécifique à laquelle ils ont droit, une épreuve qui se décide comme étant celle de la vélocité.

En ce qui concerne le Mondial 1989, le congrès de Vienne a accepté la candidature de la France. Les épreuves principales auront lieu à Chambéry, les compétitions sur piste étant prévues à Grenoble. Enfin, le championnat de cyclo-cross aura lieu à Pont-l'Évêque (Loire-Atlantique).

Dans l'immédiat, la parole va aux pistards qui s'affrontent sur l'anneau très rapide du vélodrome de Vienne. A la faveur d'une première rencontre, le niveau est apparu plus élevé chez les amateurs et les féminines que chez les professionnels. Faut-il s'en étonner ? Jeanne Longo et Isabelle Gautheron ont montré leur brillante condition physique récemment sur la piste de Denain-de-l'Hôtel (Loire), la FFC se voyait contraindre d'annuler les championnats de France professionnels. Liste de participants.

**JACQUES AUGENDRE.**  
Championnat du monde. — La troisième journée des championnats, jeudi 27 août à Vienne, a été marquée par un triple soviétique en poursuite amateur et par un double danois chez les professionnels. La vitesse féminine n'a pas donné lieu à la domination d'une nation puisque se retrouva sur le podium, l'URSS, qui récupère un titre qu'il déshéritait régulièrement, la RDA et les États-Unis.

Lors des qualifications pour la poursuite féminine, l'Américaine Rebecca Twiss est apparue plus performante que la tanzanite du titre, la Française Jeanne Longo, à peine remise de sa victoire au Colorado et de son voyage. La Granbriole n'a pas réussi de bons départs et surtout n'a pu réaliser qu'un temps de 3 min 46, alors que l'Américaine s'octroyait le meilleur performance mondiale en salle (3 min 43 s 41).

## LES HEURES DU STADE

- Athlétisme**  
Championnats du monde. — Le programme des finales. Samedi 29 août, lancer du poids masculin (18 h), Marathon féminin (17 h 25), (A 2 à partir de 17 heures, direct, TF 1, minute, résumé). Dimanche 30 août, lancer du poids (17 h 30), 100 mètres (18 h 40) et 200 mètres (18 h 45), Saut en hauteur (18 h 50) et 200 mètres (19 h) féminins. (TF 1, à 18 h 45, résumé. A 2, à 17 h 15, direct). Lundi 31 août, triple saut (16 h 40) et 10 000 mètres (19 h 30) masculins, 400 mètres (18 h), lancer du poids (18 h) et 800 mètres (18 h 45) féminins. Mardi 1<sup>er</sup> septembre, lancer du poids (15 h) et 400 mètres haies (16 h 50) masculins, 10 km marche (18 h), 1 000 mètres (19 h 25) et fin de l'heptathlon (19 h 45) féminins. (A 2, 16 h 25, direct TF 1, 0 h 10, résumé). Jeudi 3 septembre, 400 mètres (17 h 20), 110 mètres haies (17 h 50), 200 mètres (18 h 25) masculins, 400 mètres haies (17 h 40) et 200 mètres (18 h 10) féminins. (A 2, 16 h 25, direct, TF 1, 23 h 40, résumé). Vendredi 4 septembre, lancer du disque (18 h 10) et fin du décatathlon (19 h 15) masculins. Saut en longueur (17 h 30), 100 mètres (18 h 20) et 10 000 mètres (18 h 30) féminins. (A 2, 16 h 25, direct, TF 1, 23 h 55, résumé.)
- Aviron**  
Championnats du monde. — Jusqu'au 31 août, à Copenhague. (TF 1, dimanche 30, à partir de 14 h 20.)
- Cyclisme**  
Championnat du monde (piste et route). — Jusqu'au 8 septembre à Vienne (Autriche). (A 2 samedi 29, 16 heures, TF 1, dimanche 30, dans le Sport 24.)
- Lutte**  
Championnat du monde (libre). — Jusqu'au 31 août à Copenhague. (A 2, samedi 29, 16 h 30.)
- Motocyclisme**  
Grand Prix de San-Marin de vitesse. — Dimanche 30 août à Misano (Italie). (TF 1, 14 h 20.)
- Sports équestres**  
Championnats d'Europe d'obstacles. — Jusqu'au 30 août à Saint-Gall (Suisse). (A 2, samedi 29, 14 h 30.)
- Football**  
Championnat de France (6<sup>e</sup> journée). — Samedi 29 août, saut en hauteur masculin à vendredi 28 août. (Canal +, 20 h 05, direct.) Mercredi 2 septembre (6<sup>e</sup> journée), sauf Nantes-Marseille samedi 1<sup>er</sup> et mardi 1<sup>er</sup>. (Canal +, 20 h 05, direct.)
- Tennis**  
Internationaux des États-Unis. — Du 31 août au 13 septembre à Flushing-Meadow. (La Cinq, diffusé tous soirs, après 22 heures.)
- Ball trap**  
Championnats d'Europe. — Jusqu'au 31 août à Vouz (Loir-et-Cher).

## PLANCHE A VOILE : les compétitions promotionnelles

### Savoir prendre le vent

Avant les championnats de France de planche à voile, qui auront lieu du 30 août au 5 septembre à Carcassonne (Gironde), se terminent les compétitions promotionnelles, organisées par les constructeurs. Ainsi le samedi 29 août et le dimanche 30 août à Hyères (Var), des planchistes vont s'affronter lors de la finale des Tige Sprint. Les trois coureurs sélectionnés participeront aux championnats du monde des planches de série, organisés cette année en Saède. Erik Thiemme, vainqueur du Tour de France funboard et coureur de la marque Tige, va tenter de gagner son billet pour ces épreuves.

**TOULON de l'envoyé spécial**

**S**UR la plage de l'Almanarre, près d'Hyères, ont lieu les épreuves de planches de grande production, combien reconnaîtront Erik Thiemme ? Coupe réglementaire oblige, le plus connu des planchistes français a dû abandonner sur le marbre d'un salon de coiffure militaire les boucles blondes qui lui donnaient un certain look. Aujourd'hui pourtant, ce Toulonnais de vingt-deux ans mériterait encore d'être un modèle pour la génération de jeunes planchistes qui va tenter de décrocher une place pour une épreuve internationale.

Erik Thiemme vient de remporter le Tour de France funboard et il se prépare à représenter la France et la marque Tige aux championnats du monde de plan-

che à voile. Pour une compétition qui se cherche une image entre le loisir et le sport, un jeune champion à la gouaille méridionale, qui semble s'amuser en sautant sur l'eau d'un air acrobatique, est un bon porte-parole. Il fait de la planche, même à haut niveau, est amusant.

Cette passion d'Erik Thiemme date de 1979. A quatorze ans, il découvre la planche alors qu'il aide-monteur l'école de voile de port d'Hyères. Les années suivantes, il va à vélo, chaque mercredi et chaque fin de semaine, les vingt kilomètres qui séparent Toulon d'Hyères pour s'entraîner. Il convainc rapidement ses parents d'arrêter ses études.

En 1982, il fait ses débuts à la dernière étape du Tour de France de planches à voile. Sous les yeux du premier champion du monde, l'Américain Robby Naish, il réalise une démonstration dans les vagues de l'Almanarre. Un plan d'eau qu'il connaît bien pour l'avoir découvert l'hiver précédent, sur des planches improvisées pour s'entraîner le mistral : « J'avais copié les modèles pris en photo dans les vagues d'Hawaii par les revues spécialisées. C'est sous les couleurs de Driverloc et PM Shape, le magasin à l'atelier de planches artisanales d'Hyères, que Thiemme participe à sa première compétition internationale, la Semaine de vitesse de Brest, en 1983. Au cours d'une course, alors qu'il est en tête, il chute dans le sillage du bateau officiel. A bord, Patrick Sossy, le PDG de la jeune entreprise Tige, le remarque et lui propose de rentrer dans la pro-

mière équipe professionnelle qu'il est en train de monter avec Arnaud de Rosnay.

Immédiatement, Erik Thiemme s'aligne à la première Coupe du monde professionnelle. Pendant deux ans, il réalise des places d'honneur, essentiellement dans les épreuves courues dans les vagues. Mais il perd sa place de premier Français au profit de Raphaël Thierri, de la marque Thierri. « Les bouts de harnais, les pieds de vent qui cassent, les voiles trop grandes, l'accumulation des erreurs techniques, ça m'a fait assez sérieux. »

En compétition, s'il faut un peu de qualités de navigation, il faut plus de moitié de préparation de matériel. Pendant cette période noire de deux ans, la marque Tige continue à lui faire confiance. Il est vrai que son look fait merveille, autant dans les voyages que pour la publicité : « Ce n'était pas trop difficile, je n'avais qu'à me faire beau. »

Jaloux pour son impact auprès des médias, Erik Thiemme renoue avec le succès en devenant champion d'Europe junior, puis champion du monde de slalom sur planches de série en 1985. A La Torche, en 1986, il reprend sa place de meilleur Français et impressionne les spectateurs par une inhabituelle maîtrise dans des conditions extrêmes.

Aujourd'hui père d'une petite Salomé, à un milieu des vacances, dans sa maison achetée à tempérament au-dessus de son port d'entraînement de l'Almanarre, Erik Thiemme voit l'avenir avec la sérénité d'un sportif salarié.

**CHRISTOPHE DE CHENAY.**



# Culture

## ROCK

« Bad », le nouvel album de Michaël Jackson

### Le séraphin souffre douleur

Michaël Jackson et Quincy Jones ont mis cinq ans pour réaliser un brûlot de swing et de funk

Avant Madonna, il a été la première star vidéo. Il a publié il y a cinq ans l'album *(Thriller)* le plus vendu de l'histoire du show-biz : trente-huit millions et demi d'exemplaires. Il est à la tête de cinq compagnies, et une armée d'avocats, d'agents et des gardes du corps travaillent pour lui.

quable par ses compositions, sa cohésion, sa puissance, sa force de frappe, son intensité et son efficacité.

Produit en association avec Quincy Jones, *Bad* contient dix titres - tous des « tubes » potentiels - composés essentiellement par Michaël Jackson lui-même. Un mois avant la sortie de *Thriller*, le chanteur avait publié sous forme d'un quarante-cinq tours un album avec Paul McCartney (*The Girl is Mine*).

#### Une vidéo signée Martin Scorsese

Il a racheté en 1985 pour cinquante ans les droits de *Bad*. Ce qui lui assure un confort financier supplémentaire mais lui cause aussi du souci : ayant autorisé l'exploitation de quatre titres de Jackson et McCartney dans des supports publicitaires, il a vu son procès avec les héritiers du groupe célèbre.

Par superstition, Michaël Jackson a sorti le 21 juillet dernier en avant-propos du *Thriller* un disque et du disque-compact un album avec Siedah Garrett (*Just Can't Stop Loving You*). L'album lui-même - promu par une vidéo de dix-huit minutes dirigée par Martin Scorsese - a été enregistré en digital avec une utilisation immodérée de syn-



CLAUDE GASSIAN

Il est déjà un vieux routier puisqu'il n'avait que cinq ans lorsqu'il se lança avec quatre de ses frères dans la musique. Et pourtant, Michaël Jackson ne s'est jamais vu vivre un jour de Peter Pan, timide et solitaire, qui a quelque difficulté à affronter l'existence en réalité il préfère croire à l'imaginaire.

« *Thriller* et l'album *Bad*, qui sont sortis le 27 septembre dans le monde entier (un million de commandes en Europe, quatre millions dans le reste du monde), Michaël Jackson a fait la vedette de plusieurs vidéos, il a fait un tourné avec ses frères, écrit avec Lionel Richie *We Are the Winner* et joué le rôle de *Captain EO*, un film de quinze minutes réalisé par George Lucas et Francis Coppola, en tournant plusieurs fois par jour à Disneyland et Disneyworld.

L'air d'un angeot aux cheveux frisés, il a été la proie idéale de toutes les rumeurs. Non, il ne vient pas de se « blanchir » la peau. Non, il ne souffre d'aucune maladie esthétique : son nez et ses pommettes ont été rectifiés il y a quelques années. Oui, il se gave d'oxygène de temps à autre en se reposant dans un caisson étanche. Non, il ne se promène pas la rue avec un masque protecteur. Oui, il a des procès... en reconnaissance de paternité. Oui, enfin, ce nouvel album sera un cinq longues années à voir le jour. Et il est remar-

quable par ses compositions, sa cohésion, sa puissance, sa force de frappe, son intensité et son efficacité.

Produit en association avec Quincy Jones, *Bad* contient dix titres - tous des « tubes » potentiels - composés essentiellement par Michaël Jackson lui-même.

Par superstition, Michaël Jackson a sorti le 21 juillet dernier en avant-propos du *Thriller* un disque et du disque-compact un album avec Siedah Garrett (*Just Can't Stop Loving You*).

CLAUDE FLÉOUTER.

## ARTS

Une exposition Louis Soutter à Marseille

### Le dessin corps à corps



« Jeux », œuvre noire, Musée des beaux-arts, Lons-le-Saunier

Les dessins violents, inclassables, d'un artiste suisse, dont l'essentiel de l'œuvre a été réalisé à l'asile, dans l'entre-deux-guerres.

« Un homme rocé, cultivé, ayant passé par les hauts de l'argent et d'un homme intelligent. Et qui, aujourd'hui, remuant du réflexe triste, couvre chaque jour, à soixante-cinq ans, un papier blanc, de ses lignes et de ses admirables compositions. » Tel était pour Le Corbusier Louis Soutter, « cet homme de la culture artistique de l'entre-deux-guerres ».

Ce n'est donc pas un hasard si les dessins de Soutter ont été présentés à Marseille le 7 août en parallèle marginal inclassable, inédit en France, dont l'essentiel de l'œuvre a été produit dans les repits et les rudes d'un asile de vieillards des Alpes.

La, il n'aura eu pour l'encourager à dessiner ce que parent qui parviendra à faire exposer ses dessins aux Etats-Unis, la sympathie du peintre Aubrey Jomaux ou l'amitié de Giono. Le dernier rappellera plus tard à Dubuffet comment, à l'asile de Balgauges, il avait réussi à empêcher « toute la partie féminine du personnel » de détruire les dessins de ce fou « pornographe ».

## MUSIQUES

Un livre de Rodolfo Celletti

### Vie, mort et renaissance du bel canto

Le terme de bel canto n'est apparu que vers 1820, au moment où ce genre vocal jetait ses derniers feux.

Un dix-neuvième siècle, on ne connaît avec quelque nostalgie le « beau chant », le bel canto des temps passés, par opposition avec le nouveau style dramatique du romantisme, et c'est abusivement qu'on l'a utilisé ensuite pour parler de Donizetti, de Verdi, ou des autres, des vérités.

La terminologie actuelle de l'opéra baroque a été inventée par l'expression son vrai sens. Mais comment se manifester dans ce monde extravagant de l'opéra baroque, de ses costumes flamboyants, de ses décors mythologiques, avec ses traits aux yeux étranges, ces traits perpétuels, ces traits aux machines compliquées permettant aux chanteurs d'opéra de faire des choses incroyables.

Plus concrètement, Rodolfo Celletti explique pourquoi le bel canto n'a rien de commun avec le bel canto de Walt Disney. Le thème général de l'album lui aurait été inspiré par un fait-divers américain : un gosse qui avait été tué de toute une manière, fini par être « réincarné », brava une banque, une banque en France.

Ca qui est vrai, c'est l'absence de l'opéra baroque et la présence de l'opéra baroque dans le swing et le funk. Ce sont des titres impétueux et des battements de cœur à couper le souffle. Ce sont des titres musicaux qui font un surprenant, des jeux de sons et de voix, des arrangements subtils et une qualité exceptionnelle. Seule objection : les paroles des chansons, une fois encore, glissent comme de légères plumes sur le jour d'un jour ensoleillé.

Malgré son caractère singulier, sur lequel Michaël Jackson lui-même a toujours partie intégrante de Jackson. Cette fois, change. Le 11 septembre à Tokyo la première tournée personnelle du chanteur. Suivront l'Australie et la Nouvelle-Zélande en novembre et décembre, l'attaque l'Amérique du Nord et l'Europe en 1988.

Dessein en quantité, sans enferme, Dubuffet. Cela est l'art brut, disiez-vous. Rien de moins sûr. Il y avait trop de culture artistique chez Soutter, qui, en une première vie, avait ébauché une carrière de peintre et d'enseignant des beaux-arts en Amérique - il avait même commencé des études d'architecture et de musique trop de savoir classique, trop de tenue et de retenue plastique, trop de dépouillement dans l'expression violente de la vie intérieure, dans l'organisation de la geste humaine, dans la mise à nu et à cru du corps humain osseux, plié, révélé, pris dans les courbes de traits d'encre noire. Soutter couvrait ses dessins aussi bien qu'il explorait les configurations, les intervalles, tatonnant, le page parfois, parfois, entre ces espaces d'ombre positifs.

D'où il a fit surgir des théories de visages latés, hallucinés, et des grappes d'hommes et de femmes désespérés de solitude, de douleur, de désirs aussi, sans distraction, sans anecdote, simplement en les plaçant dans une sorte de draperie, de snail.

#### Etreintes désespérées

De crucifixions en étreintes macabres, en charniers, ou presque, en lapanars, ses grandes scènes d'horreur sont traversées tour à tour par l'idée de péché et de rédemption, en un sens dessin parfois. Les titres sont instructifs : « Je pêche, je suis vicieux, je suis coupable, je suis vicieux, je bois, je fume, je meurs au Christ, je travaille dur et je suis pauvre... » Comme J. Starobinski qui a consacré à Soutter un beau texte

en 1962, on peut regarder ces dessins « avec le sentiment d'être devant le monologue d'une âme qui lutte pour son salut », y voir un formidable et provocant corps-à-corps de l'ombre et de la lumière, qui suspend l'homme entre bestialité et tourments de l'enfer.

Cela est si fortement dit qu'on ne s'étonnera pas de l'influence qu'un Soutter a pu avoir sur un artiste comme Arnulf Rainer, l'Autrichien héritier de la production d'images d'étreintes désespérées inaugurées par Klimt, et qui, dans ses dernières années, a fait qu'on l'ait considéré comme le plus grand peintre de la solitude de Balgauges. Rainer et Penck aussi, l'Allemand dont l'œuvre jusqu'à son gonflement outre mesure dans les années 80 ressemble à celle de Soutter dans son raffinement plus sommaire, plus simple, et libératrice avec laquelle, en ombres chinoises, l'artiste a continué de tracer ses crucifixions, des cortèges et danses macabres, sauvages rythmées comme du jazz. Débarassé cette fois de références possibles à la tradition de la grande peinture ou de la gravure à l'eau-forte, Soutter retrouvait des signes dans le fond des temps pour classer le corps humain jusqu'au bout. Jusqu'à la délivrance.

GENEVIEVE BRIERETTE.

■ Musée Cantal, Marseille. Jusqu'au 27 septembre. Catalogue, 120 F. Diffusion Kailash.

dont il parle, suivent pas à pas le stupéfiant épanouissement de la technique vocale, l'élégance avec une patience d'entomologiste procédés et le lyrisme propres à chaque compositeur, exemples musicaux à l'appui, depuis Monteverdi jusqu'à Rossini, de Vinci, Haendel, Mozart.

C'est alors que commence la dégénérescence du bel canto, dans la seconde moitié du dix-huitième siècle, avec une évolution sensible du goût musical : « La philosophie des Lumières mena simultanément à la recherche de la vérité dramatique. L'opéra seria italien se trouve pris en flagrant délit de décadence et de l'opéra-comique. »

#### Rossini, l'ultime fleur

On regrette ici que l'analyse de Celletti soit quelque peu en suspens, qu'il n'ait pas défini les rapports et fait ressortir les différences entre le bel canto finissant et d'autres grandes formes vocales de l'époque, l'opéra français, la réforme de Gluck ou l'opéra seria de Mozart, laissant dans le flot

Joan Sutherland, Marilyn Horne et toute une génération de chanteurs, le bel canto sera enfin remis à sa place d'honneur.

Ces pages musicales de l'histoire musicale, si difficiles à corser, se lisent dans une clarté lumineuse grâce à ce livre minutieux, chaleureux et poétique du grand musicologue italien, fort bien traduit par Hélène Pasquier avec Roland Mancini.

Aux deux extrémités de la courbe du bel canto, on pourra lui adjoindre deux autres ouvrages, *Venise baroque et l'opéra*, par Hélène Lecière (2), une histoire détaillée et captivante, abondamment illustrée, de la naissance fastueuse de l'opéra public dans la ville des doges, ainsi que l'étourdissante *Vie de Rossini*, par Stendhal (3), dans une excellente édition de Pierre Brunet.

JACQUES LONCHAMPT.

(1) *Histoire du bel canto*, de Rodolfo Celletti, Fayard, 250 p., 130 F. (2) *Venise baroque et l'opéra*, de Hélène Lecière, Armand Colin, 1986, 230 F. (3) *Vie de Rossini*, de Stendhal, Paragon, 1986 p., 130 F.

## PARIS AU MOIS D'AOUT



Babel au square du Temple

سكسما الاصل













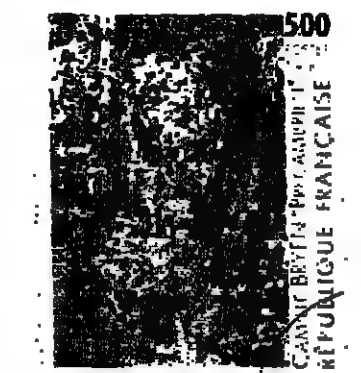


# Informations « services »

## PHILATÉLIE

### « Précambrien », de Bryen

La création artistique s'enrichira, le lundi 14 septembre, d'un nouveau timbre d'une valeur de 5 F, consacré à une œuvre de Camille Bryen intitulée « Précambrien ».



500  
Camille Bryen - Précambrien - République Française

Camille Bryen est né en 1897 à Nantes, et est décédé en 1977. Il fut l'ami de tout ce que le monde de la littérature et de la peinture compte depuis 1910 : Marcel Duchamp, Arp, Max Ernst, Jacques Prévert, Ubac, Hartung, Mathieu, Alechinsky...

Son premier recueil de poèmes parut pour ses vingt ans. Il ne cesse alors d'écrire et de peindre, affirmant, sous forme de boutade, dessiner pour ne pas écrire.

Les mots croisés se trouvent dans « Le Monde sans vis » page 16

En 1946, une rétrospective créée à la Monnaie véritablement tournée vers sa peinture. Comme dans la toile conservée au Centre Pompidou à Paris, « Précambrien », reproduite sur le timbre, dont le titre conserve une trace de l'humour des années 30, une très longue période de petites taches colorées et précieuses s'ouvre sur Bryen.

Pour beaucoup, Camille Bryen est presque un inconnu : le peintre a mis ses talents dans non pas sa carrière

mais la joie de peindre, comme il aimait peindre et comme il sentait devoir peindre. Demeuré pauvre, il est, par ses poèmes, ses encres de Chine ou ses huiles, l'exemple même de l'artiste pour qui une certaine obscurité était peut-être la rançon nécessaire de la liberté.

Le timbre, au format vertical 40,85 x 21 mm (n° PTT 1987-35), est réalisé par Jean-Paul Véron-Lemarié, d'après l'œuvre de Camille Bryen, et imprimé en héliogravure sur feuilles de 25.

Vente anticipée à Paris les 12 et 13 septembre, de 11 heures à 18 heures, au bureau de poste temporaire ouvert au Musée de la Poste, 34, boulevard de Vaugrand, Paris (15<sup>e</sup>) : le 12 septembre, de 8 heures à 12 heures, à la recette principale, 52, rue du Louvre, Paris (1<sup>er</sup>), et au bureau de poste de Paris-41, 3, avenue de Saxe, Paris (7<sup>e</sup>).

Entreprise réalisée par la rédaction de « Le Monde des philatélistes », 24, rue Chauchat, 75009 Paris. Tél. (1) 42-67-99-08.

### En filigrane

Les timbres ne sont pas en circulation. K. Fournier a été relevé de ses fonctions.

Grace Kelly, John Wayne et les autres. — Les îles Antiques et Barbuda ont procédé, en mai dernier, à l'émission d'une série de huit timbres commémoratifs à l'occasion du spectacle : Grace Kelly, Cary Grant, Marilyn Monroe, Judy Garland, John Lan-



non, Rock Hudson, John Wayne et Elvis Presley.

« Le Monde des philatélistes » du 11 septembre. — « Le Monde des philatélistes » de septembre vient de paraître. A son sommaire : toutes les nouvelles émissions de timbres français de la rentrée ; des études consacrées à des classiques de Dubourey et des Seychelles ; un entretien avec M. Guy Lormand, qui passe en revue la politique philatélique de son administration pour les prochains mois ; la rubrique cartes postales consacrée aux cent cinquante ans de la ligne de chemin de fer Paris-La Fécamp-Saint-Germain (le Monde des philatélistes, 96 pages, en vente en kiosques au prix de 15 F ou à nos bureaux, 24, rue Chauchat, Paris-9<sup>e</sup>).

## Le Carnet du Monde

### Neissances

« Bonjour le monde »

Romy  
fille de  
Amick SOREAU,  
et Jean-Luc DENAT  
est née le 28 août, à 1 h 5.

à l'hôpital de votre commune

### Décès

M. et M<sup>me</sup> Albert Gaudin,  
leurs enfants et petits-enfants,  
M. et M<sup>me</sup> Vivian Bonan  
et leurs enfants,  
Le docteur Adrien Bonan  
et sa fille,  
Les familles parentes et alliées,  
ont la douleur de faire part du décès de  
M<sup>me</sup> Suzanne BONAN,  
née Péris,  
le 26 août 1987, dans sa quatre-vingt-quatrième année.

Les obsèques auront lieu au cimetière d'Antony, ce vendredi 28 août, à 14 h 30.

Cet avis tient lieu de faire-part.

187, avenue de la Division-Leclerc, 92160 Antony.

M. et M<sup>me</sup> René Clavier,  
Le docteur et M<sup>me</sup> Roger Michel,  
M. et M<sup>me</sup> Patrice Ratis  
et leurs enfants,  
M. et M<sup>me</sup> Yves Michel  
et leurs enfants,  
ont la tristesse de faire part du décès de  
M. René CLOZIER,  
inspecteur général honoraire  
de l'éducation nationale,  
officier de la Légion d'honneur,  
récompensé de guerre 1914-1918,  
commandeur  
dans l'ordre des Palmes académiques,  
survécu le 18 août 1987, dans sa centième année.

Les obsèques ont eu lieu le vendredi 21 août, à Limoges-en-Quercy.

5, rue Herschel,  
17000 Niort.

6, rue Jeanne-d'Arc,  
17000 Niort.

M. et M<sup>me</sup> Jacques Bellier,  
leurs enfants et petits-enfants,  
M. et M<sup>me</sup> Michel Curutchet,  
Les familles Bégué, Couthier, Graf,  
Mussaut, Curutchet,  
ont la douleur de faire part du décès de  
M<sup>me</sup> Marguerite CURUTCHET,  
née Graf,  
veuve de l'ingénieur général  
J.-L. Curutchet,  
survécue à Etoules (26), le 25 août 1987,  
dans sa quatre-vingt-septième année.

Les obsèques religieuses ont eu lieu le vendredi 28 août, à 15 heures, en l'église de Etoules (26).

à l'hôpital de votre commune

Cet avis tient lieu de faire-part.

187, avenue de la Division-Leclerc, 92160 Antony.

M. et M<sup>me</sup> René Clavier,  
Le docteur et M<sup>me</sup> Roger Michel,  
M. et M<sup>me</sup> Patrice Ratis  
et leurs enfants,  
M. et M<sup>me</sup> Yves Michel  
et leurs enfants,  
ont la tristesse de faire part du décès de  
M. René CLOZIER,  
inspecteur général honoraire  
de l'éducation nationale,  
officier de la Légion d'honneur,  
récompensé de guerre 1914-1918,  
commandeur  
dans l'ordre des Palmes académiques,  
survécue le 18 août 1987, dans sa centième année.

Les obsèques ont eu lieu le vendredi 21 août, à Limoges-en-Quercy.

5, rue Herschel,  
17000 Niort.

6, rue Jeanne-d'Arc,  
17000 Niort.

M. et M<sup>me</sup> Jacques Bellier,  
leurs enfants et petits-enfants,  
M. et M<sup>me</sup> Michel Curutchet,  
Les familles Bégué, Couthier, Graf,  
Mussaut, Curutchet,  
ont la douleur de faire part du décès de  
M<sup>me</sup> Marguerite CURUTCHET,  
née Graf,  
veuve de l'ingénieur général  
J.-L. Curutchet,  
survécue à Etoules (26), le 25 août 1987,  
dans sa quatre-vingt-septième année.

Les obsèques religieuses ont eu lieu le vendredi 28 août, à 15 heures, en l'église de Etoules (26).

à l'hôpital de votre commune

Cet avis tient lieu de faire-part.

187, avenue de la Division-Leclerc, 92160 Antony.

M. et M<sup>me</sup> René Clavier,  
Le docteur et M<sup>me</sup> Roger Michel,  
M. et M<sup>me</sup> Patrice Ratis  
et leurs enfants,  
M. et M<sup>me</sup> Yves Michel  
et leurs enfants,  
ont la tristesse de faire part du décès de  
M. René CLOZIER,  
inspecteur général honoraire  
de l'éducation nationale,  
officier de la Légion d'honneur,  
récompensé de guerre 1914-1918,  
commandeur  
dans l'ordre des Palmes académiques,  
survécue le 18 août 1987, dans sa centième année.

Les obsèques ont eu lieu le vendredi 21 août, à Limoges-en-Quercy.

5, rue Herschel,  
17000 Niort.

6, rue Jeanne-d'Arc,  
17000 Niort.

M. et M<sup>me</sup> Jacques Bellier,  
leurs enfants et petits-enfants,  
M. et M<sup>me</sup> Michel Curutchet,  
Les familles Bégué, Couthier, Graf,  
Mussaut, Curutchet,  
ont la douleur de faire part du décès de  
M<sup>me</sup> Marguerite CURUTCHET,  
née Graf,  
veuve de l'ingénieur général  
J.-L. Curutchet,  
survécue à Etoules (26), le 25 août 1987,  
dans sa quatre-vingt-septième année.

Les obsèques religieuses ont eu lieu le vendredi 28 août, à 15 heures, en l'église de Etoules (26).

à l'hôpital de votre commune

Cet avis tient lieu de faire-part.

187, avenue de la Division-Leclerc, 92160 Antony.

M. et M<sup>me</sup> René Clavier,  
Le docteur et M<sup>me</sup> Roger Michel,  
M. et M<sup>me</sup> Patrice Ratis  
et leurs enfants,  
M. et M<sup>me</sup> Yves Michel  
et leurs enfants,  
ont la tristesse de faire part du décès de  
M. René CLOZIER,  
inspecteur général honoraire  
de l'éducation nationale,  
officier de la Légion d'honneur,  
récompensé de guerre 1914-1918,  
commandeur  
dans l'ordre des Palmes académiques,  
survécue le 18 août 1987, dans sa centième année.

Les obsèques ont eu lieu le vendredi 21 août, à Limoges-en-Quercy.

5, rue Herschel,  
17000 Niort.

6, rue Jeanne-d'Arc,  
17000 Niort.

M. et M<sup>me</sup> Jacques Bellier,  
leurs enfants et petits-enfants,  
M. et M<sup>me</sup> Michel Curutchet,  
Les familles Bégué, Couthier, Graf,  
Mussaut, Curutchet,  
ont la douleur de faire part du décès de  
M<sup>me</sup> Marguerite CURUTCHET,  
née Graf,  
veuve de l'ingénieur général  
J.-L. Curutchet,  
survécue à Etoules (26), le 25 août 1987,  
dans sa quatre-vingt-septième année.

Les obsèques religieuses ont eu lieu le vendredi 28 août, à 15 heures, en l'église de Etoules (26).

à l'hôpital de votre commune

Cet avis tient lieu de faire-part.

187, avenue de la Division-Leclerc, 92160 Antony.

M. et M<sup>me</sup> René Clavier,  
Le docteur et M<sup>me</sup> Roger Michel,  
M. et M<sup>me</sup> Patrice Ratis  
et leurs enfants,  
M. et M<sup>me</sup> Yves Michel  
et leurs enfants,  
ont la tristesse de faire part du décès de  
M. René CLOZIER,  
inspecteur général honoraire  
de l'éducation nationale,  
officier de la Légion d'honneur,  
récompensé de guerre 1914-1918,  
commandeur  
dans l'ordre des Palmes académiques,  
survécue le 18 août 1987, dans sa centième année.

Les obsèques ont eu lieu le vendredi 21 août, à Limoges-en-Quercy.

5, rue Herschel,  
17000 Niort.

6, rue Jeanne-d'Arc,  
17000 Niort.

M. et M<sup>me</sup> Jacques Bellier,  
leurs enfants et petits-enfants,  
M. et M<sup>me</sup> Michel Curutchet,  
Les familles Bégué, Couthier, Graf,  
Mussaut, Curutchet,  
ont la douleur de faire part du décès de  
M<sup>me</sup> Marguerite CURUTCHET,  
née Graf,  
veuve de l'ingénieur général  
J.-L. Curutchet,  
survécue à Etoules (26), le 25 août 1987,  
dans sa quatre-vingt-septième année.

Les obsèques religieuses ont eu lieu le vendredi 28 août, à 15 heures, en l'église de Etoules (26).

à l'hôpital de votre commune

Cet avis tient lieu de faire-part.

187, avenue de la Division-Leclerc, 92160 Antony.

### Associations

— Le conseil d'administration  
Et les membres du Cercle Paul-  
Rameadier  
informent que la levée du corps de  
Roger FAJARDIE,  
décédé subitement le 25 août 1987,  
aura lieu le mardi 10 septembre  
(Cher), le samedi 31 août 1987, à  
16 heures.

— Gardanne, 27 août 1987.

Emile Fournel  
et ses enfants,  
ont la douleur de faire part du décès de  
Francine Colette FURNEL,  
née Via,  
exemple d'énergie et de courage, morte  
au bout d'un long calvaire, le 28 août  
1987, à l'âge de cinquante-six ans.

Les obsèques ont eu lieu au cimetière  
de Marzelle, dans la plus stricte  
intimité, selon ses vœux.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— On nous prie d'annoncer le décès de  
M<sup>me</sup> Claudine GUENARD,  
survécue le 23 août  
1987, à l'âge de quatre-vingt-trois ans.  
Cet avis tient lieu de faire-part.

187, avenue de la Division-Leclerc, 92160 Antony.

M. et M<sup>me</sup> René Clavier,  
Le docteur et M<sup>me</sup> Roger Michel,  
M. et M<sup>me</sup> Patrice Ratis  
et leurs enfants,  
M. et M<sup>me</sup> Yves Michel  
et leurs enfants,  
ont la tristesse de faire part du décès de  
M. René CLOZIER,  
inspecteur général honoraire  
de l'éducation nationale,  
officier de la Légion d'honneur,  
récompensé de guerre 1914-1918,  
commandeur  
dans l'ordre des Palmes académiques,  
survécue le 18 août 1987, dans sa centième année.

Les obsèques ont eu lieu le vendredi 21 août, à Limoges-en-Quercy.

5, rue Herschel,  
17000 Niort.

6, rue Jeanne-d'Arc,  
17000 Niort.

M. et M<sup>me</sup> Jacques Bellier,  
leurs enfants et petits-enfants,  
M. et M<sup>me</sup> Michel Curutchet,  
Les familles Bégué, Couthier, Graf,  
Mussaut, Curutchet,  
ont la douleur de faire part du décès de  
M<sup>me</sup> Marguerite CURUTCHET,  
née Graf,  
veuve de l'ingénieur général  
J.-L. Curutchet,  
survécue à Etoules (26), le 25 août 1987,  
dans sa quatre-vingt-septième année.

Les obsèques religieuses ont eu lieu le vendredi 28 août, à 15 heures, en l'église de Etoules (26).

à l'hôpital de votre commune

Cet avis tient lieu de faire-part.

187, avenue de la Division-Leclerc, 92160 Antony.

M. et M<sup>me</sup> René Clavier,  
Le docteur et M<sup>me</sup> Roger Michel,  
M. et M<sup>me</sup> Patrice Ratis  
et leurs enfants,  
M. et M<sup>me</sup> Yves Michel  
et leurs enfants,  
ont la tristesse de faire part du décès de  
M. René CLOZIER,  
inspecteur général honoraire  
de l'éducation nationale,  
officier de la Légion d'honneur,  
récompensé de guerre 1914-1918,  
commandeur  
dans l'ordre des Palmes académiques,  
survécue le 18 août 1987, dans sa centième année.

Les obsèques ont eu lieu le vendredi 21 août, à Limoges-en-Quercy.

5, rue Herschel,  
17000 Niort.

6, rue Jeanne-d'Arc,  
17000 Niort.

M. et M<sup>me</sup> Jacques Bellier,  
leurs enfants et petits-enfants,  
M. et M<sup>me</sup> Michel Curutchet,  
Les familles Bégué, Couthier, Graf,  
Mussaut, Curutchet,  
ont la douleur de faire part du décès de  
M<sup>me</sup> Marguerite CURUTCHET,  
née Graf,  
veuve de l'ingénieur général  
J.-L. Curutchet,  
survécue à Etoules (26), le 25 août 1987,  
dans sa quatre-vingt-septième année.

Les obsèques religieuses ont eu lieu le vendredi 28 août, à 15 heures, en l'église de Etoules (26).

à l'hôpital de votre commune

Cet avis tient lieu de faire-part.

187, avenue de la Division-Leclerc, 92160 Antony.

M. et M<sup>me</sup> René Clavier,  
Le docteur et M<sup>me</sup> Roger Michel,  
M. et M<sup>me</sup> Patrice Ratis  
et leurs enfants,  
M. et M<sup>me</sup> Yves Michel  
et leurs enfants,  
ont la tristesse de faire part du décès de  
M. René CLOZIER,  
inspecteur général honoraire  
de l'éducation nationale,  
officier de la Légion d'honneur,  
récompensé de guerre 1914-1918,  
commandeur  
dans l'ordre des Palmes académiques,  
survécue le 18 août 1987, dans sa centième année.

Les obsèques ont eu lieu le vendredi 21 août, à Limoges-en-Quercy.

5, rue Herschel,  
17000 Niort.

6, rue Jeanne-d'Arc,  
17000 Niort.

M. et M<sup>me</sup> Jacques Bellier,  
leurs enfants et petits-enfants,  
M. et M<sup>me</sup> Michel Curutchet,  
Les familles Bégué, Couthier, Graf,  
Mussaut, Curutchet,  
ont la douleur de faire part du décès de  
M<sup>me</sup> Marguerite CURUTCHET,  
née Graf,  
veuve de l'ingénieur général  
J.-L. Curutchet,  
survécue à Etoules (26), le 25 août 1987,  
dans sa quatre-vingt-septième année.

Les obsèques religieuses ont eu lieu le vendredi 28 août, à 15 heures, en l'église de Etoules (26).

à l'hôpital de votre commune

Cet avis tient lieu de faire-part.

187, avenue de la Division-Leclerc, 92160 Antony.

M. et M<sup>me</sup> René Clavier,  
Le docteur et M<sup>me</sup> Roger Michel,  
M. et M<sup>me</sup> Patrice Ratis  
et leurs enfants,  
M. et M<sup>me</sup> Yves Michel  
et leurs enfants,  
ont la tristesse de faire part du décès de  
M. René CLOZIER,  
inspecteur général honoraire  
de l'éducation nationale,  
officier de la Légion d'honneur,  
récompensé de guerre 1914-1918,  
commandeur  
dans l'ordre des Palmes académiques,  
survécue le 18 août 1987, dans sa centième année.

Les obsèques ont eu lieu le vendredi 21 août, à Limoges-en-Quercy.

5, rue Herschel,  
17000 Niort.

6, rue Jeanne-d'Arc,  
17000 Niort.

M. et M<sup>me</sup> Jacques Bellier,  
leurs enfants et petits-enfants,  
M. et M<sup>me</sup> Michel Curutchet,  
Les familles Bégué, Couthier, Graf,  
Mussaut, Curutchet,  
ont la douleur de faire part du décès de  
M<sup>me</sup> Marguerite CURUTCHET,  
née Graf,  
veuve de l'ingénieur général  
J.-L. Curutchet,  
survécue à Etoules (26), le 25 août 1987,  
dans sa quatre-vingt-septième année.

Les obsèques religieuses ont eu lieu le vendredi 28 août, à 15 heures, en l'église de Etoules (26).

à l'hôpital de votre commune

Cet avis tient lieu de faire-part.

187, avenue de la Division-Leclerc, 92160 Antony.

M. et M<sup>me</sup> René Clavier,  
Le docteur et M<sup>me</sup> Roger Michel,  
M. et M<sup>me</sup> Patrice Ratis  
et leurs enfants,  
M. et M<sup>me</sup> Yves Michel  
et leurs enfants,  
ont la tristesse de faire part du décès de  
M. René CLOZIER,  
inspecteur général honoraire  
de l'éducation nationale,  
officier de la Légion d'honneur,  
récompensé de guerre 1914-1918,  
commandeur  
dans l'ordre des Palmes académiques,  
survécue le 18 août 1987, dans sa centième année.

Les obsèques ont eu lieu le vendredi 21 août, à Limoges-en-Quercy.

5, rue Herschel,  
17000 Niort.

6, rue Jeanne-d'Arc,  
17000 Niort.

M. et M<sup>me</sup> Jacques Bellier,  
leurs enfants et petits-enfants,  
M. et M<sup>me</sup> Michel Curutchet,  
Les familles Bégué, Couthier, Graf,  
Mussaut, Curutchet,  
ont la douleur de faire part du décès de  
M<sup>me</sup> Marguerite CURUTCHET,  
née Graf,  
veuve de l'ingénieur général  
J.-L. Curutchet,  
survécue à Etoules (26), le 25 août 1987,  
dans sa quatre-vingt-septième année.

Les obsèques religieuses ont eu lieu le vendredi 28 août, à 15 heures, en l'église de Etoules (26).

à l'hôpital de votre commune

Cet avis tient lieu de faire-part.

187, avenue de la Division-Leclerc, 92160 Antony.

M. et M<sup>me</sup> René Clavier,  
Le docteur et M<sup>me</sup> Roger Michel,  
M. et M<sup>me</sup> Patrice Ratis  
et leurs enfants,  
M. et M<sup>me</sup> Yves Michel  
et leurs enfants,  
ont la tristesse de faire part du décès de  
M. René CLOZIER,  
inspecteur général honoraire  
de l'éducation nationale,  
officier de la Légion d'honneur,  
récompensé de guerre 1914-1918,  
commandeur  
dans l'ordre des Palmes académiques,  
survécue le 18 août 1987, dans sa centième année.

Les obsèques ont eu lieu le vendredi 21 août, à Limoges-en-Quercy.

### Associations

— Les Presses universitaires de  
ont la tristesse de faire part du décès de  
leur directeur,  
M. JOEL SAUGNIEUX,  
président de l'Association française  
des presses universitaires.

accidentellement, dans l'Himala-  
ya, le 9 août 1987.

Né le 10 août 1940 à Lyon, M. Joel Saugnieux fut élève à l'École normale supérieure de Saint-Clément. Agrégé d'histoire, il s'est spécialisé dans la recherche. Vice-président de l'université Lyon-II de 1978 à 1987, il publia de nombreux ouvrages, notamment sur le cinéaste espagnol. Directeur depuis 1976 des Presses universitaires de Lyon (P.U.L.), il était aussi président de l'Association française des Presses universitaires. Passionné de montagne, M. Saugnieux a trouvé la mort, le 9 août, au cours d'une ascension dans le massif de l'Himalaya.

— On nous prie d'annoncer le décès de  
John NICOLETIS,  
ancien élève de l'École polytechnique,  
grand officier de la Légion d'honneur,  
survécue à Paris, le 25 août 1987.

La levée du corps aura lieu le mardi  
10 septembre 1987, à 10 heures, à  
l'hôpital du Val-de-Grâce, 74, boulevard  
de Port-Royal, Paris-6<sup>e</sup>.

Ni fleurs ni couronnes.

— Françoise Renard,  
Brian et Brigitte Scarborough,  
M. et M<sup>me</sup> Grival,  
et leurs enfants,  
font part du décès, à Nantes de  
M<sup>me</sup> Gérard André RENARD,  
né Marie Louise Grival,  
le 25 août 1987.

Les obsèques ont eu lieu dans l'inti-  
mité à Pontivy.

41, rue Sarrette,  
75014 Paris.

— Le président de l'université  
Lumière Lyon-II,  
Le doyen de la faculté des langues,  
Le directeur du département des lan-  
gues romanes,  
Les personnes  
qui ont eu l'honneur de connaître  
et les amis de M. Saugnieux  
ont la tristesse de faire part du décès de  
M. JOEL SAUGNIEUX,  
professeur de langue  
et littérature espagnoles,  
ancien vice-président  
de l'université Lyon-II,  
directeur  
du Centre d'études méditerranéennes  
et ibéro-américaines,  
directeur  
des Presses universitaires de Lyon,  
président de l'Association française  
des presses universitaires,  
officier des arts et des lettres,  
chevalier des Palmes académiques,  
survécue accidentellement, dans l'Himala-  
ya, le 9 août 1987.

Une cérémonie a eu lieu dans la plus  
stricte intimité.</



سكوا صال الال

# Economie

Le Monde - Samedi 29 août 1987 - 23

## AFFAIRES

### Un accord avec Babcock and Wilcox

## Les industriels français prennent pied sur le marché américain du nucléaire

Pour la première fois, après des années de tentatives, l'industrie nucléaire française va prendre sérieusement pied sur le marché américain des services aux compagnies d'électricité, le plus important mais aussi le plus fermé du monde. Les trois entreprises françaises associées dans la fabrication du combustible nucléaire (*lire encadré*) viennent en effet de s'entendre avec l'américain Babcock and Wilcox pour créer une société commune qui ouvrira le marché américain.

Une sorte de revanche pour l'industrie française, jadis dépendante des technologies nucléaires américaines. Et, surtout, une promesse de développement pour l'avenir. Alors que la construction de nouveaux réacteurs paraît stoppée pour longtemps, les services nucléaires et plus généralement le cycle du combustible restent les seuls secteurs porteurs de la brasse, compte tenu de l'importance du arc à alimenter et à entretenir : 350 facteurs dans le monde occidental dont 112 aux Etats-Unis) fonctionnent en 1987, et 390 sont prévus en 1995.

L'accord conclu entre les trois français (Cogéma, Framatome, Framatom) et Babcock and Wilcox, numéro deux américain du secteur, ne porte dans un premier temps que sur la fabrication et la

vente de combustible aux compagnies d'électricité (les *utilities*), ainsi que sur les services liés au cœur des réacteurs. La société commune ainsi créée, dont les français détiendront 49 % du capital (1) et l'américain 51 %, exploitera pour l'essentiel l'usine de Babcock and Wilcox à Lynchburg, en Virginie (300 personnes et 400 tonnes de capacités), et vendra des crayons de combustible et des services en utilisant les contrats déjà conclus par la société américaine.

Un développement non négligeable puisque Babcock and Wilcox est en passe de devenir, après le géant Westinghouse, le deuxième fournisseur des *utilities* en combustible, avec, à terme, 14 % d'un marché d'environ 2,4 milliards de francs par an. Mais qui n'est rien à côté des perspectives ouvertes aux français grâce à cet accord.

Outre la vente de combustible, l'activité de la nouvelle société franco-américaine porte en effet aussi sur les services liés à l'utilisation de ce combustible, sur la conception et la fabrication d'instrumentation spécifique au cœur du réacteur, et sur les services liés au conditionnement et au stockage des combustibles irradiés. Ces trois développements intéressent vivement les français.

Framatome, le constructeur de centrales nucléaires veut se développer dans la maintenance des réacteurs, notamment aux Etats-Unis où il a réussi depuis 1985 une timide percée mais où il se heurte au nationalisme et au protectionnisme rampant de l'administration. Cogéma, déjà largement présent outre-Atlantique dans l'extraction et la vente d'uranium enrichi, mais bloqué pour le reste du cycle, convoite surtout le marché de la gestion du combustible irradié, domaine dans lequel il est le leader mondial. Et Framatom, premier fabricant mondial de combustibles pour réacteurs à eau pressurisée (PWR), s'intéresse naturellement non seulement au combustible, mais aussi au prétraitement de l'uranium ainsi qu'à la fourniture des tubes en zirconium (dont il couvre 20 % du marché mondial).

### Excellente réputation

Pour les trois français, les contacts privilégiés de Babcock and Wilcox avec les compagnies d'électricité de ses clients mais aussi avec les autorités américaines constituent un point d'appui stratégique pour de futurs développements. « Nous achetons une part de marché pour en gagner d'autres. Ce n'est qu'un

premier pas », assure-t-on à la Cogéma.

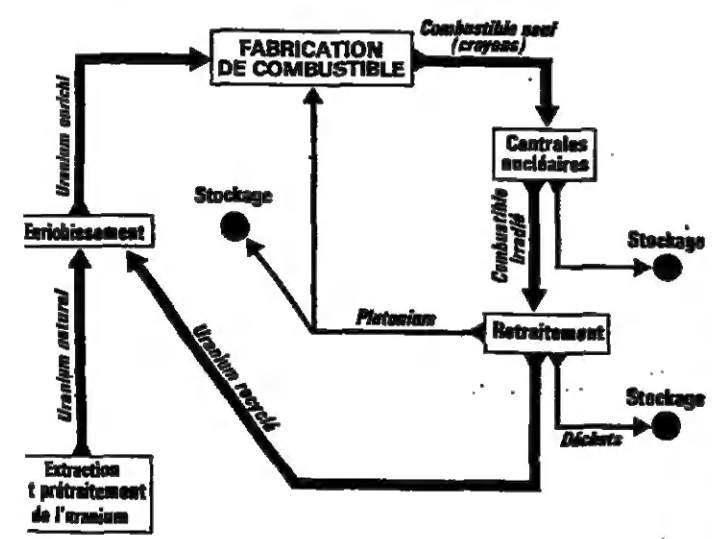
Quant à Babcock and Wilcox, il trouve dans cet accord non seulement l'apport de fonds nécessaires pour financer ses investissements futurs dans le secteur des services nucléaires (dont le montant est jalousement tenu secret par les quatre partenaires), mais aussi un appui technique vital. La réputation excellente de l'industrie française dans ce domaine devrait lui permettre de faire oublier l'incidence désastreuse qu'avait eu sur l'opinion l'accident de la centrale de Three-Mile-Island, dont il était l'infortuné constructeur.

Cet accord est une nouvelle étape dans la restructuration en cours de l'industrie nucléaire mondiale, frappée par la baisse des commandes, et qui cherche le salut dans la coopération internationale. « Nous sommes entrés dans une période où l'industrie tente de s'adapter à des programmes d'équipement en forte réduction ». Selon M. De Wisco, président de la Cogéma, « cette adaptation conduit les entreprises à chercher les rapprochements et les synergies nécessaires. Il y a eu d'autres... »

VERONIQUE MAURUS.

(1) La participation française sera répartie entre la Cogéma (40 %), Framatome (40 %) et Framatom (20 %).

### CYCLE DU COMBUSTIBLE NUCLEAIRE DANS LES CENTRALES A EAU PRESSURISEE (PWR)



## 10 milliards de francs

Dans le cycle de l'uranium, la fabrication de combustible constitue une étape charnière intéressante à la fois les fournisseurs d'uranium enrichi, les constructeurs de réacteurs et les sociétés chargées de retraiter ou de stocker les combustibles irradiés après usage. Elle consiste à transformer l'uranium enrichi en pastilles, empilées dans des tubes en zirconium (les crayons), qui seront placés dans le cœur du réacteur nucléaire.

Moins spectaculaire que l'enrichissement ou le retraitement, qui nécessitent des investissements gigantesques, la fabrication de combustible représente environ 12 % du chiffre d'affaires total du cycle de l'uranium, soit, au niveau mondial, environ 10 milliards de francs par an, dont un quart pour le seul marché américain.

En France, cette activité a été restructurée, en 1984, sous l'impulsion de M. Georges Besse, alors président de Pechiney. Elle implique trois sociétés : Uranium Pechiney, filiale du groupe du même nom, Framatome, le constructeur de réacteurs, filiale de la CGE, et la Cogéma, leader mondial de l'ensemble du cycle, filiale du Commissariat à l'énergie atomique. La conception des éléments combustibles est assurée par Framatome. La production est faite par une société commune aux trois groupes, la BFCF (50 % Pechiney, 25 % Framatome et 25 % Cogéma), qui possède trois usines d'une capacité totale de 2 000 tonnes/an. Enfin, la vente de combustible revient à la Framatom, GIE rassemblant à parts égales Framatome et la Cogéma.

## A TRAVERS LES ENTREPRISES

### Prochaine augmentation du capital de la Compagnie financière de Suez

L'augmentation de capital de la Compagnie financière de Suez, prévue à l'occasion de sa privatisation, pourrait se faire par l'émission de 5 millions d'actions et se dérouler simultanément avec l'offre publique de vente qui doit débuter le 5 octobre. Lors d'une assemblée extraordinaire, prévue pour le 17 septembre, l'Etat donnera l'autorisation au conseil d'administration d'augmenter le capital d'un minimum de 5 % et maximum de 15 % lorsqu'il le jugera nécessaire. L'assemblée devrait décider de la division par 4 du nominal des actions (actuellement de 100 francs) en vue d'élargir la part du capital proposée à l'offre publique de vente. Le nouveau stable d'actionnaires pourrait détenir une participation 0 %.

### 12 a pris 20 % du capital de la Compagnie Française

Le groupe français de bâtiment et travaux publics Dumez vient de rendre une participation de 12,4 % dans la Compagnie Française de Bâtiment, première société belge. La Société générale de Belgique avait racheté à la famille Dumez ses participations, soit 24,4 % du capital. Les autres participants sont devenus des investisseurs étrangers mais seraient de l'ordre de millions de francs français. Le chiffre d'affaires de la Compagnie est de 2,25 milliards de francs et celui de Dumez de 1,5 milliard de francs.

### Thomson conserve la Sodetog

La Sodetog, la filiale ingénierie de Thomson, en crise depuis plusieurs années, sera intégrée dans la branche systèmes et armes de Thomson-CSF, présidée par M. Jean-François Briand. Le groupe a cherché pendant l'été des solutions de reprise externe, mais il a finalement choisi de conserver l'entreprise, recentrée sur les domaines de la défense et de l'espace.

Il y a quelques jours, Thomson a annoncé la suppression d'ici à la fin 1988 d'un tiers des effectifs de la Sodetog (319 emplois sur 960).

## SOCIAL

### Pour promouvoir les conventions de conversion

## M. Séguin finance une campagne publicitaire des syndicats et du patronat

Les syndicats et le patronat vont faire ensemble une campagne de publicité à la télévision. Sans doute à partir de septembre : « un spot » est en préparation.

Exceptionnel, l'événement a eu cependant un précédent. Au cours du mois de juillet, les mêmes, c'est-à-dire les cinq confédérations syndicales (CGT, CFDT, FO, CFTC et la CGC), le CNPF et la CGPME avaient déjà eu recours aux radars pour une première opération publicitaire de grande ampleur. Quelques trois cents messages avaient été diffusés sur les ondes.

La cause de ce battage est, elle aussi, inhabituelle et n'a pas été sans provoquer de longues discussions. Gestionnaires de l'Association de gestion des conventions de conversion (AGCC), présidée par M. Alain Delon, secrétaire général adjoint de la CFTC, les partenaires sociaux avaient besoin de populariser un nouveau « produit » : la convention de conversion, prévue dans le plan social en cas de licenciements collectifs. Il fallait attirer l'attention des employeurs et des licenciés potentiels sur l'intérêt que pourrait présenter le formule.

La CGT et la CGC mises à part, les partenaires sociaux ont financé la convention de conversion, devenue leur affaire commune, pour compenser les effets de la suppression de l'autorisation administrative de licenciement. Mieux, ils en ont fait le point positif de l'accord paritaire réalisé à la fin de 1986. Pour la première fois, expliquaient-ils alors - et M. Edmond Maire a repris la même

argumentation dans son article du Monde du 19 août, - une mesure d'accompagnement était prévue pour tous les licenciements économiques, quelle que soit la taille de l'entreprise. Les salariés mis en cause, le dispositif semble bouclé, tenu en suspension par les chefs d'entreprise comme par les salariés licenciés, malgré les avantages qu'il devrait procurer. En juillet, on ne recensait que 1 500 nouveaux bénéficiaires. On était loin des chiffres espérés (entre 4 000 et 7 000 chaque mois).

### Une dotation de 10 millions de francs

Il était important de réagir par une campagne d'information. Mais deux écueils se présentaient aussitôt. Il était délicat de prêter publiquement une solution pour les licenciements. Organisme collecteur des fonds nécessaires auprès des entreprises et des salariés, l'AGCC ne pouvait dépenser des sommes... dont elle ne disposait pas.

Tout aussi intéressé que les syndicats et le patronat au succès des conventions de conversion, M. Philippe Séguin a donc apporté sa contribution. Le ministre des affaires sociales et de l'emploi a proposé à l'AGCC de financer une campagne publicitaire. Sur ses propres crédits, il a accordé une « dotation » de 10 millions de francs, non remboursables. Les partenaires sociaux, d'abord embarrassés, ont accepté à l'unanimité la proposition. Leur décision a été prise après qu'ils ont eu l'assurance de conserver la

parfaite maîtrise de l'argumentaire. Il n'était pas question, pour eux, de « faire la campagne de Séguin ».

Le résultat est surprenant, surprenant même. Voilà un ministre qui finance une opération de propagande dans l'intérêt des syndicats et du patronat. Voilà des partenaires sociaux, habituellement opposés, qui organisent en chœur la promotion de la méthode la plus élégante pour régler le douloureux problème des licenciements économiques, aidant ainsi, indirectement, le gouvernement.

Overtement, c'est l'AGCC qui apparaît comme le commanditaire de la campagne publicitaire. Le texte définitif de l'annonce fait actuellement l'objet de la soignée surveillance qu'on imagine. On ne sait pas encore si les téléscripteurs apprendront que « cette page de publicité [leur] a été offerte par M. Philippe Séguin », ni si les dirigeants de l'AGCC, la convention de conversion est recommandée par [leurs] syndicats et [leur] patronat ».

ALAIN LEBEAUCHE.

(Publicité)  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
PRÉFECTURE DE LA SEINE-MARITIME  
DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION GÉNÉRALE ET DE L'ENVIRONNEMENT  
1<sup>er</sup> bureau - RM - OL/AD - Tél. 35-03-83-18  
(rapporter impérativement les références ci-dessous)

## AVIS AU PUBLIC

POSTE 400 kV de PENLY  
Programme A  
Enquête publique préalable à l'approbation du projet et à l'autorisation d'exécution des travaux

Il est porté à la connaissance du public qu'en application de l'arrêté du 21 août 1987 du préfet, commissaire de la République du département de la Seine-Maritime, une enquête publique préalable à l'approbation du projet et à l'autorisation d'exécution des travaux de construction du poste 400 kV de PENLY, programme A, se déroulera du 14 septembre au 14 octobre 1987 inclus, à la demande d'ELECTRICITÉ DE FRANCE - Service national.

L'ouvrage projeté est situé sur le territoire des communes de PENLY et SAINT-MARTIN-EN-CAMPAGNE.

Le public pourra consulter le dossier d'enquête et présenter ses observations sur le registre ouvert à cet effet aux lieux, jours et heures précisés ci-dessous :

- Préfecture de la Seine-Maritime - Direction de la réglementation générale et de l'environnement - 1<sup>er</sup> bureau : du LUNDI au VENDREDI de 9 heures à 16 heures
- Sous-préfecture de DIEPPE : du LUNDI au VENDREDI de 9 heures à 12 h 30 et de 13 h 15 à 16 heures.
- Mairie de PENLY : les LUNDI et JEUDI de 17 h 30 à 19 heures.
- Mairie de SAINT-MARTIN-EN-CAMPAGNE : les MARDI et VENDREDI de 15 heures à 19 h 30.

Pendant la durée de l'enquête, des observations écrites pourront également être adressées au commissaire enquêteur à la mairie de PENLY où elles seront annexées au registre d'enquête.

Le commissaire enquêteur désigné pour conduire l'enquête est M. Marcel POIRET, ingénieur des travaux publics de l'Etat, retraité, domicilié 25, boulevard de Verdun à DIEPPE.

Le commissaire enquêteur se tiendra à la disposition du public, pour y recevoir ses observations, aux lieux, jours et heures suivants :

- Mairie de PENLY : les lundi 21 septembre, 28 septembre, 5 octobre et 12 octobre 1987 de 17 h 30 à 19 heures.

Le rapport qu'établira le commissaire enquêteur pour relier le déroulement de l'enquête et examiner les observations recueillies, ainsi que ses conclusions motivées, pourront être consultés par les personnes intéressées à la préfecture de la Seine-Maritime - Direction de la réglementation générale et de l'environnement - 1<sup>er</sup> bureau, à la sous-préfecture de DIEPPE, ainsi qu'aux mairies de PENLY et SAINT-MARTIN-EN-CAMPAGNE, pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête.

Communication de ces documents pourra également être obtenue à la préfecture de la Seine-Maritime ou à la sous-préfecture de DIEPPE.

### Le détournement de fonds à la Caisse primaire d'assurance-maladie de Paris

## Le secrétaire de la section syndicale FO est incarcéré

M. Yvon Lheur, secrétaire de la section syndicale FO de la Caisse primaire d'assurance-maladie de Paris, a été incarcéré, le jeudi 27 août, à Fresnes, après avoir été inculpé par M. Jean-Louis Beauquille, juge d'instruction, pour « recel de vol et recel d'abus de confiance ».

Cette inculpation intervient près d'un an après la dépôt d'une plainte contre X, le 25 septembre 1986, par le comité d'entreprise et le conseil d'administration de la Caisse primaire de la suite d'un détournement de fonds - évalué entre 250 000 francs et 1 million de francs - au préjudice de la commission sociale (le Monde du 30 septembre 1986). Le 9 septembre précédent, quatre élus FO du comité d'entreprise avaient été exclus du syndicat - mais aussi du Parti communiste internationaliste (PCI, trotskiste) - pour avoir « induit » préféré des fonds de la commission sociale.

Depuis le début du mois d'août, douze autres personnes ont été inculpées de vol et d'abus de confiance, et quatre d'entre elles ont été incarcérées. A FO, on assure que M. Lheur, membre du plénum du comité central du PCI, « n'a sûrement pas participé à une malversation ».

Dans un communiqué, la section fédérale FO des employés et cadres des organismes sociaux - dont M. Lheur était membre du plénum - exprime sa « vive émotion » : « On tente, en arrivant un responsable irréprochable, d'accréditer que l'organisation FO serait responsable d'un détournement de fonds [...] FO dénonce l'amalgame qui, à partir d'agissements individuels délictueux, l'encontre desquels des mesures ont été prises [...], vise à discréditer FO et ses militants. » Elle demande sa « libération immédiate ».



# Economie

## REPÈRES

### Terres agricoles 96 000 hectares revendus par les SAFER

En 1986, les trente sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural (SAFER) ont réalisé un chiffre d'affaires de 2,4 milliards de francs en revendant 96 000 hectares de terres agricoles, ce qui est un record. Plus de vingt mille agriculteurs ont bénéficié des interventions des SAFER, dont 40 % ont moins de trente-cinq ans. Les SAFER ont participé à l'installation de 1 370 agriculteurs (contre 1 600 en 1985) et à des agrandissements d'exploitations (6 hectares en moyenne pour une surface initiale de 43 hectares, soit + 14 %). La proportion de terres acquises par adjudication a régressé : 9 % des surfaces. Le stock des terres invendues est tombé à 110 000 hectares (170 000 en 1981), les SAFER n'ayant acheté en 1986 que 82 000 hectares.

### Consommation intérieure

#### Taxes pour freiner la demande en Italie

M. Giuliano Amato, le nouveau ministre italien des finances (socialiste), a annoncé, le jeudi 27 août, une augmentation des taux d'intérêt et de sévères mesures fiscales afin d'enrayer, dit-il, le « surchauffe » de la demande. Le taux d'escompte de la Banque d'Italie est passé de 11,5 % à 12 %, et l'on s'attend à une augmentation de 4 % de la TVA sur les automobiles, le hi-fi, le vidéo, le matériel photographique et électrique, et l'ameublement.

Ces décisions ont également pour but de calmer les mouvements de spéculation alimentés par de récentes rumeurs sur une prochaine dévaluation de la lire. De telles rumeurs ont été fermement démenties par M. Amato, qui a déclaré qu'une dévaluation « n'était pas une option ».

Ces derniers mois, les indicateurs économiques de ce pays, qui vient de vivre une crise politique de près de cinq mois, faisaient apparaître une poussée de l'inflation et une augmentation du déficit de la balance des paiements.



## WASHINGTON correspondance

Un lendemain même de la publication de statistiques réconfortantes sur la baisse du chômage, deux fermiers se suicident dans l'Iowa. Deux événements bien distincts, sans rapport entre eux, mais une coïncidence significative mettant en évidence la diversité du paysage économique américain, très contrasté.

Sans doute l'optimisme naturel des Américains les pousse à ne retourner que les bonnes nouvelles, à s'entretenir de statistiques favorables. Le chômage n'affecte plus que 6 % de la population active (10 % en 1982) et, malgré l'accroissement de la population en âge de travailler, 113 millions d'Américains ont actuellement un emploi, c'est un record. D'autres signes positifs ont été enregistrés comme l'augmentation — dépassant les prévisions — de 8 % de la production industrielle.

Un seul, mais grand malin, dans le ciel bien américain : l'accroissement du déficit commercial (15,7 milliards de dollars) en juin, malgré une augmentation des exportations de 1,9 milliard, mais nettement inférieure aux estimations de 7,4 milliards.

Autre point réconfortant : l'inflation s'est ralentie et, surtout, les bénéfices nets des sociétés ont augmenté de 4,2 % au cours du deuxième trimestre, alors qu'au premier ils avaient baissé de 2 %.

Apparemment, toutes ces indications positives n'ont pas impressionné les deux fermiers de l'Iowa, comme tant d'autres, coincés entre la baisse des prix et la hausse des coûts de production, mais surtout subissant la concurrence des producteurs étrangers et incapables de rembourser, ils ont craqué. Ils n'ont pas supporté de voir leurs biens saisis et mis aux enchères ni accepté de travailler leurs terres comme locataires d'un propriétaire lointain, parfois

## REGARDS SUR L'ÉTRANGER

### États-Unis : des lendemains qui ne chantent pas pour tout le monde

inconnu, le plus souvent une compagnie d'assurances.

Ainsi l'agriculture, un grand secteur de l'économie américaine, est encore en crise et ne sort tout juste du marasme que grâce aux 26 milliards de dollars de subventions fédérales auxquels il conviendra d'ajouter probablement une ligne de crédit de 6 milliards pour renflouer le système fédéral de crédits agricoles, qui menace de s'effondrer. Voilà qui méconforte le contributeur, sans pour autant satisfaire les agriculteurs.

Le contraste est grand entre la langue de l'agriculture et le dynamisme retrouvé de l'industrie, entre la morosité des campagnes et la vitalité des centres urbains. A Philadelphie, Boston, Baltimore et, plus récemment, à Miami, entre autres, la coopération entre l'entreprise privée et le secteur public a transformé le paysage urbain en renaissant pratiquement des quartiers abandonnés et délabrés pour en faire des centres commerciaux actifs, offrant de multiples attractions à la foule des visiteurs. Mais l'essor industriel est inégal. Les industries affectées par la concurrence étrangère, comme les textiles, la chaussure, continuent de péricliter; l'automobile recule, mais le bâtiment va bien et l'industrie du pétrole va mieux; l'industrie de l'aluminium opère à 80 % de sa capacité (64 % d'augmentation par rapport à l'an dernier).

Un réservoir inépuisable de pauvres

La menace d'un retour à l'inflation en 1988 n'est pas conjurée. La plupart des économistes prévoient que les syndicats abandonneront l'an prochain leur politique de modération et de coopération avec le patronat pour déclencher un mouvement de revendications qui débouchera sur une augmentation générale des salaires.

L'écart entre les statistiques et les réalités est grand, mais il arrive qu'elles coïncident. Une simple visite dans les régions dévalorisées des Appalaches, ou dans les quartiers délabrés de certains centres industriels, suffit pour confirmer les chiffres officiels du *Census Bureau* sur la pauvreté. Ils indiquent clairement un recul de la pauvreté, mais minime; mais ils établissent également que quatre années d'une reprise économique soutenue n'ont pas réduit sensiblement le nombre de ceux vivant au-dessous d'un seuil variable et fixé chaque année (11 000 dollars annuellement pour une famille de quatre personnes, soit 7 000 pour un couple en 1986), est passé de 15,2 % en 1983 à 13,6 % cette année. Mais les statistiques indiquent aussi que l'écart s'accroît entre les riches et les pauvres.

Bref, la pauvreté a la vie dure et la croissance n'apparaît pas comme la panacée espérée. Les dépenses de l'Etat fédéral (passablement réduites par le gouvernement Reagan) n'ont eu qu'un effet marginal. Le réservoir des pauvres en effet se remplit régulièrement, d'abord des femmes défavorisées — noires en majorité — non mariées, et devant élever seules leurs enfants; ensuite, et surtout, des Hispaniques. A l'exception des immigrés cubains, les Hispaniques, avec maintenant bien établis à Miami, les Portoricains et surtout les immigrants mexicains (60 % de la population latino-américaine des États-Unis) ont remplacé les Noirs en haut de l'échelle de la pauvreté. Alors que le nombre de Noirs « officiellement »

poor est tombé pendant les trois dernières années de la reprise, celui des Hispaniques vivant dans la pauvreté a augmenté de cinq cent mille, pour dépasser cinq millions. Leur taux de pauvreté est passé de 21,6 % en 1978 à 27,3 % en 1986 et sur le total des enfants classés comme pauvres, les petits Hispaniques en représentent 42 %. En plus de leur attachement à leur culture et à leur langue, les mesures prises par de nombreux États défavorisant l'éducation bilingue pour imposer l'anglais n'aident pas à leur fusion dans le creuset américain.

### Une société à deux vitesses

Cette expansion de la pauvreté hispanique n'est peut-être qu'une simple illustration du phénomène classique d'ajustement des premières immigrations, qui progressivement s'intègrent ensuite aux classes moyennes, à moins qu'il ne s'agisse de la création d'une « under class », de sous-privilegiés, d'assistés permanents de l'État-providence. L'Amérique évolue-elle vers une société « à deux étages » où les riches s'enrichissent, tandis que les pauvres s'appauvrissent? Selon le ministère du commerce, la tendance de ces dernières années, marquée par la réduction des différences de revenus, s'est renversée. La crise de l'agriculture, le déclin de certaines industries manufacturières et de l'énergie, ont sévèrement affecté les revenus des habitants des États des Grands Lacs, des Rocheuses, du Sud-Ouest et de l'Ouest, alors que l'essor des services, des industries de haute technologie et de celles travaillant pour la défense nationale, a assuré une augmentation sensible des revenus de la Nouvelle-Angleterre, qui passe de la quatrième à la première place sur la liste officielle des régions prospères.

« Sommes-nous condamnés à un schisme social permanent? », s'interroge l'économiste Robert Samuelson. Le repli se passe sur des marchés calmes, mais les cambistes jouent plutôt à la baisse.

### CHANGES

Dollar : 6,0525 F ↓

Le dollar pourrait son repli sur l'ensemble des marchés vendredi 28 août. A Tokyo, où l'intervention de la Banque du Japon est intervenue pour soutenir la monnaie américaine qui baissait dans le sillage de Wall Street. Le repli se passe sur des marchés calmes, mais les cambistes jouent plutôt à la baisse.

### MARCHÉ MONÉTAIRE

Paris (28 août) : 73/16-75/16  
New-York (27 août) : 61/16-62/16

### POLOGNE

#### Les chantiers navals de Gdansk en crise

Varsovie (AFP). — Le plan annuel de production des chantiers navals de Gdansk n'a été réalisé qu'à 14 % au cours du premier semestre 1987, selon le quotidien du parti communiste, *Trybuna Ludu*. La direction des Chantiers navals Lénine, qui emploient quelque treize mille ouvriers et constituent la principale activité de ce port de la Baltique, est notamment confrontée à une « fuite » de personnel qui, pour des raisons matérielles, préfère se diriger vers le secteur privé. De plus, le manque de coordination des Chantiers avec les entreprises de sous-traitance se traduit par un retard des livraisons et une perte « substantielle » de profit. *Trybuna Ludu* critique enfin la direction, qui « n'est même pas capable de déterminer les causes de ce manque de rendement ». « Les difficultés actuelles sont le résultat du conservatisme, de la peur cadres devant l'innovation et les décisions courageuses », estime l'organe du Parti communiste.

### LA VIE DE LA COTE

#### PROGRESSION DE 22 % DU BÉNÉFICE NET DE SÉMA MÉTRA. — Pour le premier semestre 1987, le groupe Sema-Métra a enregistré un résultat net consolidé d'environ 22 millions de francs, en progression de 22 % par rapport aux six premiers mois de 1986. Le chiffre d'affaires s'élève à 666,3 millions, soit une progression par croissance exclusive interne de près de 7 %.

#### HAUSSE DE 19,35 % DU CHIFFRE D'AFFAIRES D'ECO. — Le groupe Eco (travail temporaire de services finan-

ciers) a réalisé au cours des six premiers mois un chiffre d'affaires consolidé de 2,36 milliards de francs, en hausse de 19,35 % par rapport à la même période de l'année dernière.

#### PROGRESSION DE 81 % DU CHIFFRE DE LA BREVETÉ DE LADROUX, deuxième chaîne liègeoise de Grande-Bretagne, a annoncé une hausse de 81 % de son bénéfice imposable au premier semestre 1987, à 55,2 millions de livres contre 30,5 millions pour la même période de l'année précédente.

### LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

COURS DU JOUR UN MOIS DEUX MOIS SIX MOIS

SE-U... 6,0475 6,0500 + 18 + 25 + 58 + 75 + 250 + 330  
3 com... 4,5867 4,5928 83 - 65 - 129 - 194 - 298 - 421  
Yen (100)... 2,4268 2,4296 + 119 + 136 + 265 + 289 + 673 + 944  
DM... 3,3402 3,3438 + 83 + 91 + 196 + 222 + 655 + 720  
Franc... 2,9645 2,9671 + 47 + 57 + 115 + 130 + 407 + 454  
E.L. (100)... 14,0710 14,0819 + 48 + 57 + 197 + 217 + 772 + 1179  
E.L. (100)... 4,8587 4,8631 + 116 + 125 + 261 + 289 + 869 + 942  
L. (100)... 4,6884 4,6946 - 285 - 235 - 483 - 434 - 1184 - 1013  
C... 9,9848 9,9786 - 228 - 177 - 415 - 359 - 1129 - 946

### Taux des Euromonnaies

SE-U... 6 5/8 6 7/8 7 3/4 7 1/8 7 1/8 7 1/8 7 1/8 7 1/8  
3 com... 4 1/4 4 1/4 3 3/4 3 3/8 3 5/8 3 3/4 3 7/8 4  
Franc... 4 5/8 5 1/8 5 1/8 5 1/4 5 3/16 5 1/16 5 1/16 5 1/16  
E.L. (100)... 6 1/8 6 5/8 6 3/8 6 3/4 6 11/16 6 13/16 6 13/16 6 3/16  
E.L. (100)... 10 1/2 11 1/2 11 3/8 11 3/8 11 3/8 11 3/8 11 3/8 11 3/8  
L. (100)... 9 5/8 9 5/8 9 5/8 9 5/8 9 5/8 9 5/8 9 5/8 9 5/8  
F. comp... 7 3/8 7 5/8 7 3/4 8 7 15/16 8 1/16 8 15/16 8 15/16

Ces cours publiés sur le marché interbancaire des devises sont indiqués au fin de matinee par une grande timbre de la place.

# Marchés financiers

## PARIS, 27 août ↑

### Encore assez ferme

Bonne surprise jeudi rue Vivienne. Quand beaucoup s'attendaient à quelques retours de bâton après le rapide montage des cours le veille (forte de 1,8 % de hausse), le marché a eu certains courants d'affaires une certaine fermeté de bon aloi. Il progressait ainsi de 0,84 % en séance. Les étrangers, notamment les Anglais, commencent à revenir à Paris. Ils rejoignent les grands investisseurs qui, eux, restent... de vacances.

Les graphiques sont bons, et l'indice CAC revient au-dessus de la moyenne mobile des 200 bourses, ce qui, pour les chartistes, est un élément positif. Les rumeurs d'une baisse des taux stimulent le courant financier sans pour autant contourner le MATIF, qui reste hésitant. A l'échelle des valeurs financières, les valeurs de cotation sont bonnes, notamment la Midland, la Sovac s'inscrivent parmi les plus fortes hausses de la journée au côté de la Compagnie bancaire, également très recherchée. Parmi les valeurs industrielles, la SFM se distingue à la hausse après l'annonce de l'entrée de la Compagnie de navigation mise à hauteur de 5 % dans son capital. De son côté, Saint-Gobain a indiqué qu'à la suite de l'augmentation de capital de la Société générale d'entreprises (SGE) il posséderait directement et indirectement 64,96 % des parts. Si les Chapeaux n'ont pas encore annoncé définitivement la minorité de blocage dans Prouvost, en revanche M. Darveloy, PDG du groupe lauréat, contre-attaque. Il a annoncé posséder, à titre personnel, 10,5 % de Vigne Embouteillage. Vitoux, un holding qui a des participations dans Prouvost.

On apprend également la suspension de la cotation des actions de Crédit général industriel en vue d'une opération financière. L'animation revient donc sur ce marché qui retrouve à présent ses niveaux de hausse atteints à la fin du mois de mai.

## NEW-YORK, 27 août ↓

### Au-dessous des 2 700

Les prises de bénéfices ont été accentuées jeudi à Wall Street, et l'indice Dow Jones des valeurs industrielles est retombé au-dessous de la barre des 2 700 dès l'ouverture, avant de rebondir à 2 675,06, en baisse de 26,79 points. Quelque 164 millions d'actions ont été échangées, et le nombre de titres déposés dans les boîtes de 1 037 contre 529, 411 titres de nouveaux inscriptions.

Ce contrat de vente est dû à la remontée des taux d'intérêt obligataires. Les taux des bons du Trésor à court terme ont dépassé jeudi 6 % et ceux des bons à long terme 9 %, ce qui, selon les analystes, accroit leur attrait aux dépens des valeurs boursières. La fermeté persistante d'IBM fait craindre qu'une correction plus sévère que les précédentes ne se soit amorcée à Wall Street. Parmi les valeurs les plus traitées figurait ATT (2,851 millions d'échanges), IBM (2,094 millions), Philip Morris (1,640 millions), Motorola (1,521 millions), Alcoa (1,440 millions) et Polaroid (1,296 millions).

VALEURS	Cours du 26 août	Cours du 27 août
Alcoa	57	57 1/8
Amalgamated	38 3/4	38 3/4
ATT	26 1/2	25 3/8
Bank of America	33	33 1/4
Boeing	68	67 1/2
Case Western	41 1/2	41 1/2
Du Pont de Nemours	126 7/8	125 1/4
Eastman Kodak	102 1/8	102 1/8
Ford	111 3/8	107 1/4
General Electric	64 1/4	62 3/8
General Motors	50 7/8	49 3/4
IBM	117 1/2	117 1/2
IBM	108	108 1/8
ITT	83 7/8	83 1/2
Johnson & Johnson	52 1/8	52 1/8
Philips	72 7/8	73 1/8
Schlumberger	47 3/8	47 1/8
Union Carbide	30 1/2	29 3/4
U.S.L.	37 1/2	37 1/2
Washington	114 1/4	114 1/4
Westinghouse	61 3/4	61 3/8

## INDICES BOURSIERS

### PARIS

(INSEE, base 100 : 31 déc. 1986)

26 août 27 août

Valeurs françaises... 166,2 166,6

Valeurs étrangères... 136,7 136

C\* des agents de change (base 100 : 31 déc. 1981)

Indice général... 438,7 435,5

### NEW-YORK

(indice Dow Jones)

26 août 27 août

Industrielles... 2 705,20 2 675,06

### LONDRES

(indice Financial Times)

26 août 27 août

Industrielles... 1 758,20 1 755,10

Mixtes d'Etat... 431,20 435,60

Fonds d'Etat... 84,94 84,94

### TOKYO

27 août 28 août

Nikkei Dow Jones... 25 968,70 25 794,96

Indice général... 2163,90 2157,40

## COMPTANT

### Actions

Alcatel... 1 100 1 100

Alstom... 1 100 1 100

Amalgamated... 1 100 1 100

Amalgamated... 1 100 1 100

Amalgamated... 1 100 1 100

Amalgamated... 1 100 1 100

Amalgamated... 1 100 1 100

Amalgamated... 1 100 1 100

Amalgamated... 1 100 1 100

Amalgamated... 1 100 1 100

Amalgamated... 1 100 1 100

Amalgamated... 1 100 1 100

Amalgamated... 1 100 1 100

Amalgamated... 1 100 1 100

Amalgamated... 1 100 1 100

Amalgamated... 1 100 1 100

Amalgamated... 1 100 1 100

Amalgamated... 1 100 1 100

Amalgamated... 1 100 1 100

Amalgamated... 1 100 1 100

Amalgamated... 1 100 1 100

## Second marché

### Actions

Alcatel... 1 100 1 100

Alstom... 1 100 1 100

Amalgamated... 1 100 1 100

Amalgamated... 1 100 1 100

Amalgamated... 1 100 1 100

Amalgamated... 1 100 1 100

Amalgamated... 1 100 1 100

Amalgamated... 1 100 1 100

Amalgamated... 1 100 1 100

Amalgamated... 1 100 1 100

Amalgamated... 1 100 1 100

Amalgamated... 1 100 1 100

Amalgamated... 1 100 1 100

Amalgamated... 1 100 1 100

Amalgamated... 1 100 1 100

Amalgamated... 1 100 1 100

Amalgamated... 1 100 1 100

Amalgamated... 1 100 1 100

Amalgamated... 1 100 1 100

Amalgamated... 1 100 1 100

Amalgamated... 1 100 1 100

Amalgamated... 1 100 1 100

Amalgamated... 1 100 1 100

Amalgamated... 1 100 1 100

Amalgamated... 1 100 1 100

Amalgamated... 1 100 1 100

Amalgamated... 1 100 1 100

Amalgamated... 1 100 1 100

Amalgamated... 1 100 1 100

Amalgamated... 1 100 1 100

Amalgamated... 1 100 1 100

Amalgamated... 1 100 1 100

Amalgamated... 1 100 1 100

Amalgamated... 1 100 1 100

Amalgamated... 1 100 1 100

Amalgamated... 1 100 1 100

Amalgamated... 1 100 1 100

Amalgamated... 1 100 1 100

Amalgamated... 1 100 1 100

Amalgamated... 1 100 1 100

Amalgamated... 1 100 1 100

Amalgamated... 1 100 1 100

Amalgamated... 1 100 1 100

Amalgamated... 1 100 1 100

Amalgamated... 1 100 1 100



Handwritten text in a box at the top of the page.

Marchés financiers

BOURSE DE PARIS

27 AOUT Cours relevés à 17 h 34

Main table containing market data for the Paris Stock Exchange, including various stock indices and individual stock prices.

Règlement mensuel

Table detailing monthly settlement data for various financial instruments and indices.

Comptant (élection)

Table showing cash market data for various commodities and financial products.

SICAV (élection)

Table listing data for SICAV (mutual funds) and other financial instruments.

Additional text at the bottom of the page, including a MINTEL logo and contact information.



# Le Monde

<b>ÉTRANGER</b>	<b>POLITIQUE</b>	<b>SOCIÉTÉ</b>	<b>CULTURE</b>	<b>ÉCONOMIE</b>	<b>SERVICES</b>	<b>MINITEL</b>
3 La tentative de putsch aux Philippines. - Inde : une affaire de pot-de-vin met en cause la crédibilité de M. Gandhi. 4 Après la décision de M. Kohl de renoncer aux Pershing-1A. 5 La situation en Afrique du Sud.	6 La situation en Nouvelle-Calédonie. - Les jeunes du RPR n'ont pas d'états d'âme. - L'élection présidentielle : M. Chevènement se prépare et M. Fabius attend. - Le PR critique les « gadgets » de M. Séguin.	11 Philippe Bidart et sa compagnie ont pu gagner Bordeaux malgré les barrages de gendarmerie. - Le tir de la nouvelle fusée d'appoint de la navette américaine reporté. 12 Les dangers des embarcations à moteur près des côtes.	18 Bad, le nouveau disque de Michaël Jackson. - Une exposition Louis Soutter à Marseille. - Un livre sur l'histoire du bel canto. 19 La baisse de la TVA sur les disques. - Communication : la grille de rentrée de la Cinq.	23 Les industriels français prennent pied sur le marché américain du nucléaire. - M. Séguin finance une campagne de publicité des syndicats et de patronat. 24 Regards sur l'étranger : Etats-Unis. 24-25 Marchés financiers.	Abonnements ..... 4 Météorologie ..... 22 Jeux ..... 18 Carnet ..... 22 Loto ..... 22 Philatélie ..... 22 Radio-Télévision ..... 21 Spectacles ..... 20	● L'effet Medora vous touche-t-il ? JOUR ● 11 h-14 h 30 : Medora vous à la Bourse de Paris. BOURSE ● Les livres de la rentrée. LIT Actualité, Sports, International, Jeux, Cinéma, Bourse. 3615 Tapez LEMONDE

## A Beyrouth-Ouest

### Manifestations et émeutes contre la cherté de la vie

Pour la seconde journée consécutive, les manifestations et émeutes contre la vie chère ont repris vendredi 28 août à Beyrouth-Ouest et dans la banlieue chite du Sud. Beyrouth-Est, en revanche, qui a autant de raisons d'exprimer sa colère, ne s'est pas jointe au mouvement, tant les deux sociétés voisines demeurent distinctes.

#### BEYROUTH de notre correspondant

Aux cris de « Nous avons faim, nous voulons du pain », les manifestations avaient débuté jeudi, spontanément semble-t-il, près d'une station d'essence de la corniche de Mazzara, une des principales artères de Beyrouth-Ouest. Excédés de faire la queue durant des heures pour obtenir quelques litres d'essence, des chauffeurs de taxi ont déclenché l'agitation, harant la rue avec deux autobus des transports en commun, puis avec des pneus aux pelles en main, puis avec des pneus aux pelles en main, puis avec des pneus aux pelles en main.

## Avant la visite de M. Erich Honecker

### Le SPD et le PC est-allemand élaborent un document théorique commun

#### BONN de notre correspondant

Ce n'est pas encore « Embrassons-nous Folleville », mais le temps des antipodes entre sociaux-démocrates ouest-allemands et communistes est-allemands semble révolu. Pour la première fois depuis 1919, date de la scission du mouvement ouvrier allemand, un document théorique élaboré en commun par des experts des deux partis, le SPD et le SED (Parti communiste de RDA), a été rendu public, le jeudi 27 août, simultanément à Bonn et à Berlin-Est.

Intitulé « Débat idéologique et sécurité commune », ce document est l'œuvre de près de trois années de discussions entre les membres de la commission des valeurs fondamentales du SPD, dirigée par M. Erhard Eppler, et la section des sciences sociales de l'Académie des sciences de la RDA, dirigée par le professeur Otto Rheinold. Il vise à définir de nouvelles règles régissant le débat idéologique entre les deux partis, fondées sur le respect et l'acceptation mutuelle des différences.

« Le facteur décisif d'une culture nouvelle du débat politique, souligne-t-il notamment, est donc l'analyse et la présentation réaliste, différenciée de l'autre partie, et non pas la diffusion de désignations schématiques de l'ennemi (...). Il convient d'éviter tout ce qui pourrait donner à penser que l'autre partie est par principe belliqueuse, et incapable de maintenir la paix ».

Pour le reste, le document rappelle les positions déjà largement connues du SPD et du SED sur la question de la paix et du désarmement. Les convergences sur ces questions avaient déjà abouti l'an passé à la signature d'un document commun sur la suppression des armes chimiques en Europe centrale. L'essentiel réside plutôt dans la solennité avec laquelle les deux partis ont rendu ce document public, à la veille de la visite de M. Honecker en RFA.

#### Au Canada

### M. Mulroney a remanié son cabinet

#### MONTREAL de notre correspondant

Le premier ministre conservateur, M. Brian Mulroney, a procédé, le jeudi 27 août, à un remaniement de son cabinet, à l'issue duquel sept ministres ont changé de portefeuille et deux nouveaux postes ont été créés.

Le principal bénéficiaire de ces changements, annoncés par surprise, est le vice-premier ministre, M. Donald Mazankowski, considéré par plus d'un comme l'alter ego de M. Mulroney. Déjà détenteur d'importantes fonctions en tant que président du conseil privé et leader du gouvernement à la Chambre des communes, il se voit, en outre, confier la présidence du conseil du Trésor, afin de permettre « une meilleure coordination des politiques gouvernementales ».

Les nouveaux postes ont été attribués à deux de ses anciens collaborateurs : MM. Pierre Blais et Douglas Lewis, devenus respectivement ministre d'Etat à l'Agriculture (chargé de représenter les intérêts des agriculteurs québécois) et ministre d'Etat chargé d'assister le vice-premier ministre.

L'ancien président du conseil du Trésor, M. Robert de Cotret, est nommé ministre de l'expansion industrielle régionale, à la place de M. Michel Côté, principale victime de ce remaniement. Ce dernier

manqué de le rappeler en évoquant les persécution subies au lendemain de la guerre par les sociaux-démocrates de la zone soviétique d'occupation (la future RDA) qu'il s'opposait à la réification forcée du Parti communiste et du Parti social-démocrate. Pour M. Heiner Geissler, secrétaire général du Parti chrétien-démocrate, le texte « efface la différence fondamentale entre la liberté et la dictature ».

M. Erhard Eppler, au contraire, insiste sur le fait qu'il ne s'agit pas d'un « manifeste de fraternisation », « étant donné que les points de divergences insurmontables y sont dûment mentionnés ». Le président de la Commission des valeurs fondamentales du SPD estime que la publication d'un tel document est de nature à favoriser les forces qui en RDA luttent pour une évolution libérale du régime, notamment l'Eglise protestante.

« J'ai été surpris par l'ampleur des concessions faites par nos interlocuteurs de RDA », a-t-il déclaré, ajoutant que cette « mise en mouvement » du front idéologique au-delà du mur n'était pas sans lien avec la politique nouvelle menée par M. Gorbatchev en URSS. Cet optimisme est loin de faire l'unanimité en RFA, où les milieux conservateurs reprochent au SPD de jouer le « rôle de l'idiot utile » du communisme totalitaire.

LUC ROSENZWEIG.

## Trafic de cocaïne dans la Lozère

### Deux frères au-dessus de tout soupçon

#### MENDE de notre correspondant

Bon chic, bon genre, Gérard et Bruno Beaucourt, trente-deux ans et trente-cinq ans, respectivement, des professions fort honorables. Le premier, qui percevait un salaire de 14 000 francs par mois, travaillait comme ingénieur dans une usine de produits chimiques installée près d'Arles, dans le Pas-de-Calais.

Le second, dont les revenus mensuels s'élevaient à 20 000 francs, enseignait la langue de Racine au lycée français de Bogota, en Colombie. Ces deux hommes, totalement inconnus des services de police, viennent d'être inculpés de trafic de stupéfiants et écroués à la maison d'arrêt de Mende (Lozère).

Les gendarmes ont saisi 850 grammes de cocaïne extrêmement pure, près de Mende, dans la résidence secondaire de Bruno Beaucourt ; de quoi fabriquer au moins huit mille doses d'une valeur marchande atteignant 10 millions de francs. A l'origine du trafic un stratagème très simple. Chaque fois qu'il revenait de Bogota, Bruno Beaucourt rapportait en France quelques objets d'artisanat d'une grande rareté (statuettes en bois canariens...) dans lesquels il dissimulait de la drogue. A Arles, son frère utilisait ses compétences

professionnelles et se servait de balances de précision pour fractionner la drogue qui était vendue aux Pays-Bas.

« Les trafiquants internationaux », explique un enquêteur chargé du dossier, ne confient pas leur marchandise à n'importe qui. Ils utilisent, de plus en plus, des personnes fiables, au-dessus de tout soupçon et socialement bien insérées. Avec un passeport portant la mention professionnelle « ingénieur » ou « enseignant », vous inspirez davantage confiance que si vous êtes un chômeur avec des cheveux longs et une guitare en bandoulière !

Les frères Beaucourt avaient pu continuer leur activité rémunératrice si le chien d'un paysan cévenol n'avait flairé un tronçonneau dans lequel était dissimulé un canard en caoutchouc contenant encore des traces de cocaïne.

JEAN-MARC GILLY.

## La prise d'otages à la prison de l'île d'Elbe

### Les négociations sont bloquées

#### Rome de notre correspondant

La mutinerie de la prison de Porto Azzurro est entrée vendredi 28 août dans sa quatrième journée, sans que les progrès soient perceptibles dans les négociations. L'enjeu fondamental reste l'attitude de l'Etat face au changement, comme à l'époque des « années de plomb » du terrorisme en Italie.

Jusqu'à présent, les autorités sont restées fermes, tout en cherchant à convaincre les mutins - et l'opinion publique - qu'elles ne lanceront aucune action de force si la vie des otages n'est pas en danger. Barriéristes dans l'infirmerie du pénitencier, les détenus conduits par l'ancien terroriste d'extrême droite, Mario Tuti, deman-

dent toujours un hélicoptère pour pouvoir quitter l'île d'Elbe avec deux de leurs vingt et un otages.

Cependant, l'absence de tout acte de violence à l'égard de leurs prisonniers et le fait que depuis deux jours ils n'ont pas fixé de nouvel ultimatum ont quelque peu réduit la tension. Plusieurs demandes de part et d'autre ont pu être satisfaites : le chef des mutins a réclamé une ligne téléphonique directe pour communiquer avec l'extérieur, ainsi qu'une grande quantité de vivres, notamment des boîtes de conserve, ce qui semble indiquer qu'il s'attend à soutenir un siège plutôt qu'à quitter l'île.

Par ailleurs, des proches de trois otages ont été autorisés jeudi après-midi à entrer dans la prison et ont pu s'entretenir avec eux par téléphone. Ils ont indiqué que tous les otages étaient en bonne santé, mais qu'une « très grande nervosité » régnait à l'infirmerie.

« La CGT appelle à une grève dans la fonction publique le 1<sup>er</sup> octobre. Les fédérations CGT de la fonction publique ont proposé aux fonctionnaires, le mercredi 28 août, de se réunir dès les prochains jours de septembre dans les services afin de discuter des revendications », puis de se prononcer sur la proposition d'une grève de vingt-quatre heures dans la fonction publique le 1<sup>er</sup> octobre, jour choisi par la confédération pour une action nationale. Pour ces fédérations, « ce vote gouvernemental n'est pas invincible. (...) Le conflit de la navigation aérienne, notamment, a démontré, pendant l'été, que le politicien de privatisation peut être mis en échec, les garanties statutaires préservées, les carrières améliorées ».

« Accidents mortels sur les routes : - 10,3 % en juillet. - Neuf cent quarante-sept personnes ont été tuées dans des accidents de la route, en juillet, en France, soit 10,3 % de moins qu'en juillet 1986, selon la délegation interministérielle à la sécurité routière. Le nombre de blessés (21 671) est en baisse de 7,4 % et celui des accidents (15 084) a diminué de 8,5 % ».

« SOMALIE : 45 militaires tués sur ordre gouvernemental selon la guérilla. - Le gouvernement somalien a fait fusiller 45 officiers et soldats gouvernementaux qui avaient refusé de se battre contre les rebelles du Mouvement national somalien (SNM, opposition armée), a affirmé le mercredi 28 août le radio du SNM, capté à Nairobi. Ces exécutions ont eu lieu à Hargeisa (nord-ouest de la Somalie) à la suite des derniers affrontements entre l'armée et le SNM qui se sont déroulés dans les zones de Gool-Balad et de Ingula, dans la région du Nord-Ouest, a ajouté Radio-Haigal (Radio-Combat). Le SNM, qui combat le régime du président Mohamed Siyad Barre, avait affirmé mardi soir avoir tué plus de 200 soldats gouvernementaux la semaine dernière (AFP)

## A « L'heure de vérité »

### M. Lajoie remplacera M. Marchais

M. André Lajoie remplacera M. Georges Marchais à « L'heure de vérité », le lundi 19 octobre. Le secrétaire général du PCF, invité par le producteur de l'émission comme tous les autres candidats des grandes formations politiques, a décliné cette invitation, estimant que M. Lajoie posait « un problème particulier », étant « le seul parmi les candidats déclarés ou supposés à l'élection présidentielle à avoir jamais été invité jusqu'à présent à « L'heure de vérité ».

Sur le calendrier de « L'heure de vérité », M. Lajoie succédera à MM. Léotard (PR) et Jospin (PS). Il précédera MM. Méhaignerie (CDS), le lundi 2 novembre, et Toubar (RPR), le mercredi 11 novembre.

## Les syndicats de la SFP demandent audience à MM. Léotard et de Broglie

Les syndicats de la Société française de production (SFP) ont réaffirmé, le jeudi 27 août, leur hostilité à l'éventuel remplacement du PDG actuel, M. François Lemoine, par M. Philippe Guillaume.

La CGT, la CFDT, FO et la CGC ont fait parvenir à M. Gabriel de Broglie, président de la CNCL, et à M. François Léotard, ministre de la culture et de la communication, une lettre dans laquelle ils expriment « l'inquiétude des personnes de l'entreprise, qui voient dans ce changement attendu de PDG un changement de politique de la stèle vivante de la SFP ».

Les syndicats, qui estiment que « la SFP a plus que jamais besoin (...) d'un président d'expérience et attaché à la maison », demandent à MM. de Broglie et Léotard de bien vouloir recevoir une délégation du comité d'entreprise, afin de débattre de la situation de leur société. Le nom de M. Philippe Guillaume, quarante-cinq ans, conseiller du président de l'Assemblée nationale, avait été avancé dès la fin mai (Le Monde daté 16-17 août).

# Le Monde

sur minitel  
**VACANCES : RENTRER... PARTIR**  
Pour ceux qui s'y prennent à la dernière minute  
3615 TAPEZ LEMONDE puis VVF

## BOURSE DE PARIS

### Matinée du 28 août

Consolidation  
Après les séances de hausse de mercredi et de jeudi, la Bourse de Paris s'est légèrement repliée vendredi. Affichant -0,33 % à l'ouverture, l'indice Cote, en matinée, descendait à -0,47 %.

Hausse de la SFIM (+ 4,89 %), de Bail Equipement (+ 2,67 %), d'Unibail de Lyonnais des Eaux et de la Midland. Repli de SGE (-3,36 %), Celestem (-3,09 %) et Dumez (-2,31 %).

Valeurs françaises			
	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours
Accor	491	478	480
Agropar	547	550	548
Al Liquide (L)	703	703	701
Banque Paribas	783	776	773
Bouygues	2950	2950	2920
Brémond	1228	1237	1228
B.S.N.	3220	3190	3200
Carrefour	1878	1880	1878
Chèque S.A.	683	680	680
Comptex	1000	1000	1000
Elf-Agip	1000	1000	1000
Ensa	1000	1000	1000
Lafont-Copple	1000	1000	1000
Lyonnais des Eaux	1000	1001	1028
Michèle	348	348	341 50
Midi (M)	1000	1000	1000
Midi-Hennery	2328	2370	2300
Oréal	1100	1080	1081
Oréal (L)	1000	1000	1000
Parif	1000	1000	1000
Page One	1000	1000	1000
Saint-Gobain	485 10	484	487
Sasid	771	774	774
Seu	520	512	520
Soenne Par	1000	1000	1000
Thomson-C.S.F.	1000	1000	1000
T.R.I.	1000	1000	1000
Valis	1000	1000	1000
Veolia	646	648	646

Le numéro de « Monde » daté 28 août 1987 a été tiré à 459 647 exemplaires

Le Monde Infos-Spectacles sur Minitel 36-15 + LEMONDE

En Une Demi Heure Chez Vous vos Repas, votre Plateau de Fruits de Mer par « LAYRAC à domicile » en téléphonant à 46.34.21.40 (Vous pouvez choisir votre Menu sur MINITEL à 43.34.24.0) Prix nets + Livraison gratuite

**CAPELOU**  
LITERIES  
CONVERTIBLES  
ÉLÉMENTS-BOIS  
**LUNDI**  
**31 AOUT**  
**RÉOUVERTURE**  
37, AV. DE LA REPUBLIQUE  
PARIS-11<sup>e</sup> - M<sup>o</sup> PARMENTIER  
A B C D E F G

La nouvelle Tchad : ri dans le se  
Cory Aquino  
La mort  
La beauté  
Le réveil américain  
Monsieur est mort, dans le...  
Le 28 août, dans le...  
« New York » (L'Express) : à la...  
de quatre-vingt-neuf...  
le Festival de Venise à la...  
de son ouverture.  
Le « patriarcat »...  
renover par millions de...  
capacité de la SF...  
homage. Il se le pour...  
mais il laisse au...  
son dernier film qui...  
jeté le 3 septembre et...  
pièce d'une nouvelle de...  
Joyce. Son titre : « The...  
(Les Morts).

Il y a beaucoup de...  
mal entendu. Chaque...  
dici. Pourquoi s'en...  
peut à la santé des...  
de tout poil, per...  
demandent si c'est...  
candide ou non, qu'il...  
sur le papier et...  
attraper ce double...  
de gens y sont parve...  
même si pas de...  
de s'y intéresser. Prop...  
à vivre.

Américain s'accroche...  
dans, il fut plus...  
uble, précieuse, bag...  
pié. Travailler, s'ach...  
nonchalant à la fois...  
uniquement, avec quel...  
fond de lui, vagabond...  
de fêler l'équilibre sur...  
Et tout est étonnant.

Homme professionnel à...  
ans (il ne perd que...  
sur vingt-cinq), il s'eng...  
ans dans le caravane...  
avant de partir pour...  
« érudite » la nature...  
l'aire, écrite en rom...  
pour matriculés ;...  
Etat-Unis est devenu...  
pro-« am » le plus...  
nature du monde »,...  
vice de Samuel Goldw...  
scénariste en 1930.

En quarante-cinq...  
plus de quarante ans...  
tout bien la diversité...  
talent, de son intérêt...